

Étude pragmatique des pratiques préfiguratives dans le mouvement anarchiste participant à la production d'une critique constructive dans un contexte stratégique

Auteur : Rouselle, Arthur

Promoteur(s) : Frère, Bruno

Faculté : Faculté des Sciences Sociales

Diplôme : Master en sociologie, à finalité approfondie

Année académique : 2023-2024

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/21233>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

NOM : ROUSELLE

Prénom : Arthur

Matricule : S192646

Filière d'études : Master en sociologie à finalité approfondie

Mémoire de fin d'études

Étude pragmatique des pratiques préfiguratives dans le mouvement
anarchiste participant à la production d'une critique constructive
dans un contexte stratégique

FRÈRE Bruno – Promoteur

CERVERA-MARZAL Manuel – Lecteur

FONTAINE Sébastien – Lecteur

REMERCIEMENTS

Aux côtés de chaque mémoire existent des centaines de conversations intéressantes, de soutiens invisibles et de conseils avisés que ce remerciement anonyme saura, je l'espère, atteindre.

Plus particulièrement, je voudrais exprimer ma reconnaissance à mon promoteur, Monsieur Bruno Frère, ainsi qu'à mes deux lecteurs, Monsieur Manuel Cervera-Marzal et Monsieur Sébastien Fontaine. Leurs expertises et leur écoute ont été d'une aide précieuse tout au long de cette recherche. Leur accompagnement dans ce travail et au-delà a été un enseignement inestimable, et j'éprouve une grande gratitude à leur égard.

De plus, je voudrais remercier ceux sans qui ce mémoire n'aurait pu voir le jour. Les militants que j'ai rencontrés se sont tous distingués par leur ouverture, leur accueil, leur disponibilité et leur accessibilité. Tous se sont montrés intéressés et désireux d'apporter leur aide.

Je tiens aussi à adresser mes plus sincères remerciements à ma famille et à mes amis pour leur soutien indéfectible, leurs relectures et leurs conseils. Alessio, Céline, Christel, David, Laurane et Samuel, votre présence m'est très chère.

La remise de ce mémoire marque la fin de mon parcours d'étudiant à la Faculté des Sciences Sociales de l'Université de Liège. À cette occasion, je voudrais remercier les professeurs qui, avec passion, ont su me transmettre des connaissances qui me suivront toute ma vie.

TABLES DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	1
INTRODUCTION.....	4
CHAPITRE I <i>Contexte de la recherche</i>	6
1. Situation problème : Le mythe du naturel et la crise de la critique sociale	6
1.1. Construction historique d'un capitalisme naturel.....	6
1.2. Quel rôle pour l'État ?.....	9
2. Le mouvement anarchiste	14
2.1. Définition de l'anarchisme.....	14
2.2. Le mouvement anarchiste francophone aujourd'hui.....	19
CHAPITRE II <i>Méthodologie de la recherche</i>	21
1. Sociologie pragmatique de la critique	21
2. Récolte de matériaux	22
2.1. Observations : participantes et flottantes.....	23
2.2. Entretiens semi-directifs et discussions informelles.....	24
3. Réflexivité, posture du chercheur et éthique	25
CHAPITRE III <i>Cadre théorique pour l'analyse</i>	27
1. Un tournant dans la théorie critique : critiques sociales constructives	27
2. Pratique politique préfigurative	28
3. La guerre pour l'hégémonie	31
CHAPITRE IV <i>Analyse</i>	35
1. La politique préfigurative comme pratique militante : de l'individu	35
1.1. De l'expérience du chercheur à un objet d'analyse.....	35
1.2. Le préfiguratif du quotidien.....	37
<i>Vivre son anarchisme dans la vie de tous les jours</i>	37
<i>Des anarchistes illégalistes aux illégalismes foucaaldiens des anarchistes</i>	39
2. La politique préfigurative comme pratique militante : à l'organisation	42
2.1. Le préfiguratif dans les organisations militantes locales.....	42

<i>L'autogestion comme impératif militant</i>	42
<i>Les coopératives autogérées</i>	43
2.2. Le préfiguratif dans les organisations à grande échelle	46
<i>L'appui normatif du fonctionnement de la Fédération anarchiste</i>	46
<i>Critique de la représentativité, construction pratique du mandatement</i>	47
<i>L'impératif du consensus</i>	49
<i>L'exemple marquant de Saint-Imier</i>	50
3. Comment gagner la guerre pour l'hégémonie ? La politique préfigurative comme une tactique parmi d'autres	52
3.1. Première stratégie : <i>Le persuadeur permanent</i>	53
3.2. Deuxième stratégie : Alliance avec les nouveaux mouvements sociaux.....	54
3.3. Troisième stratégie : Refonte du paysage idéologique et de la vie culturelle.....	57
3.4. Le collectif vers la révolution	60
CONCLUSION	63
BIBLIOGRAPHIE	66
ANNEXES	71
Annexe n°1 : Visualisation graphique et statistique du regain d'intérêt dans les années 60 pour l'anarchisme (Constellate, 2024).	71
Annexe n°2 : Tableau récapitulatif des entretiens formels	74

Avertissement : le masculin générique fera office de norme grammaticale durant ce mémoire pour en faciliter la lecture, sauf cas exceptionnel n'entachant pas cette facilité.

INTRODUCTION

Depuis quatre décennies, le néolibéralisme progresse inexorablement avec la complicité d'un État qui a progressivement abandonné son rôle providentiel, sous le regard impuissant d'une critique incapable de l'affecter (Boltanski & Chiapello, 2011). Parallèlement, chaque avancée du néolibéralisme a eu un impact négatif sur la démocratie. En 1935, Polanyi affirmait déjà que tous avaient pris conscience de l'incompatibilité entre le capitalisme et la démocratie : lorsque l'un progresse, l'autre recule. Les crises sociales successives qui traversent nos sociétés seraient symptomatiques de cette opposition inconciliable sur laquelle repose pourtant notre modèle économique et politique. Selon Polanyi (1935), cette contradiction ne peut se résoudre que de deux manières : soit par une solution socialiste, avec l'amplification totale des principes démocratiques, qui passerait *de facto* par l'abolition de la propriété privée ; soit par une solution fasciste, avec l'abolition de la démocratie au profit d'une société uniquement dirigée par le capitalisme.

Ce choix binaire et caricatural permet tout de même de comprendre que si l'idée dominante continue de présenter l'austérité néolibérale comme la seule solution possible, nous nous dirigerons toujours progressivement vers une société davantage autoritaire. Cette évolution historique actuelle est étroitement liée au désarmement de la critique, devenue incapable d'affecter le monde social qui l'entoure après sa transformation dans les années 80 (Boltanski & Chiapello, 2011). Cette situation est la principale motivation qui a animé le présent travail de recherche.

L'objet principal de cette étude sera l'analyse du mouvement anarchiste dans l'espoir, hypothétiquement, que celui-ci nous permette de dégager une critique constructive (Frère & Laville, 2022) du capitalisme et des structures qui le soutiennent. Une critique qui serait potentiellement toujours puissante, non récupérée (Boltanski & Chiapello, 2011) ou affaiblie, disposant d'une réelle capacité de transformation sociale.

Conséquemment, notre travail de recherche s'attellera, en premier lieu, à décrire les différents mécanismes qui sont à l'origine de la privation actuelle d'une grande partie de la critique de ses appuis normatifs. Ces mécanismes, multiples et interconnectés, seront analysés comme une double naturalisation : d'une part, celle du modèle démocratique représentatif ; d'autre part, celle du capitalisme néolibéral, soutenu par sa capacité adaptative face à la critique. Ultérieurement, nous nous intéresserons au mouvement anarchiste comme solution, dans sa proposition totalisante par ce que nous nommerons *un projet libertaire pluraliste* capable de représenter un nouveau référentiel normatif tentant de s'imposer comme discours critique crédible, constructif et prometteur.

Pour atteindre notre objectif, nous privilégierons l'analyse des pratiques vécues et expérimentées directement par des militants anarchistes en nous intéressant à ce qui sous-tend leur action à travers une analyse discursive de leurs justifications et explications. Cette méthode, issue de la sociologie

pragmatique de la critique, nous permettra de dégager de nombreuses critiques en actes. Dans une perspective de recherche de critique constructive prometteuse, nous nous concentrerons plus particulièrement sur ce que la littérature a nommé les *pratiques politiques préfiguratives*, expression désignant les pratiques d'une organisation politique ou d'individus qui ont pour objectif de faire ressentir par leurs initiatives et expérimentations, dans le présent, leurs projets pour la société future (Raekstad, 2018).

Notre analyse nous permettra de dégager les deux pans principaux sous-tendant ces pratiques. D'une part, une critique constructive proposant des alternatives palpables, fournissant de nouvelles références fortes dans le discours des enquêtés. Pour ce faire, nous proposerons une analyse descriptive des pratiques militantes. D'autre part, une utilisation tactique de ces pratiques permettant de diffuser et de rendre plausible par les militants leur projet politique. Pour ce faire, nous proposerons, en dernier lieu, une grille de lecture gramscienne des pratiques anarchistes afin de comprendre le pan stratégique dans lequel la préfiguration politique est intégrée par les militants.

En somme, c'est la compréhension des pratiques préfiguratives dans le mouvement anarchiste comme produisant des critiques constructives dans un contexte stratégique qui guidera la présente étude. Nous explorerons comment les militants anarchistes rencontrés entendent dépasser la situation problématique du consensus parlementaire-néolibéral par la construction d'expériences innovantes, proleptiques et encourageantes. Le projet libertaire propose, *inter alia*, une autre voie possible à celle de la progression conjointe du néolibéralisme et de l'autoritarisme qu'il convient donc d'interpeler pour permettre un potentiel réarmement de la critique par de nouveaux appuis normatifs.

CHAPITRE I

Contexte de la recherche

1. Situation problème : Le mythe du naturel et la crise de la critique sociale

1.1. Construction historique d'un capitalisme naturel

TINA¹ ne semble pas vouloir quitter la scène, même après la mort de sa mère, la Dame de Fer, il y a déjà plus d'une décennie. Depuis les années 80, elle est restée dans l'esprit de tous comme l'argument phare qui continue de contraindre les mouvements sociaux au silence (Munck, 2003).

Polanyi notait déjà en 1944 cet effet de naturalisation du « laissez-faire » économique (Polanyi dans Munck, 2003, p.498). Il prend l'exemple du système féodal, de l'empire Inca, de la Chine ancienne ou même de la Babylonie pour montrer qu'avant la révolution industrielle, les sociétés fonctionnaient selon des principes économiques radicalement différents. Dans ces sociétés, la centralisation, la division du travail, le principe de réciprocité et la redistribution des richesses se faisaient par divers mécanismes propres à chaque région, tels que les obligations féodales, les redistributions centralisées par l'État ou les échanges réciproques dans les communautés villageoises² (Polanyi, 2009).

Ce modèle économique n'était d'ailleurs pas inéluctable : il a en réalité été construit grâce à un soutien complice des États-nations et de leurs dirigeants. Le libre-échange s'est développé et a été construit autour d'une législation lui profitant. Polanyi décrit ce double mouvement paradoxal d'une construction étatique et normative de la non-intervention économique de l'État, double mouvement qui provoque la création d'une économie de marché indépendante de l'État-nation dont la société humaine dépend pourtant. Il note que la séparation entre l'État et l'économie de marché n'a rien de naturel (*ibid.*), alors qu'elle semble aujourd'hui tomber sous le sens le plus commun.

Par son analyse, Polanyi (*ibid.*) nous offre un double apport : d'abord, il fait apparaître les processus de naturalisation du libre-échange, démontant de surcroît l'affirmation évolutionniste d'Adam Smith quant à l'existence d'une trajectoire historique inéluctable vers le libéralisme économique mondial³ ; ensuite,

¹ « TINA » est un acronyme pour la phrase « *There is no alternative* », attribuée à Margaret Thatcher et sa politique d'austérité néolibérale à l'échelle mondiale (Munck, 2003 ; Buğra, 2005). Sur la base de cet acronyme, un journal a notamment vu le jour sous le nom de « *Il faut tuer TINA* ». Ce journal s'attelle périodiquement à la publication de bonnes nouvelles et de solutions pour démontrer que d'autres voies sont possibles.

² « [Dans tous les systèmes économiques qui nous sont connus jusqu'à la fin de la féodalité en Europe occidentale] la production et la distribution ordonnées des biens étaient assurées grâce à toutes sortes de mobiles individuels disciplinés par des principes généraux de comportement. Parmi ces mobiles, le gain n'occupait pas la première place » (Polanyi, 2009, p.102).

³ Il exemplifie notamment une série de mécanismes et traditions qui empêchaient historiquement le marché de s'étendre et de suivre l'évolution que nous connaissons (*ibid.*, 2009).

il met en lumière l'importance de l'aval étatique pour permettre l'arrivée de l'hégémonie du libre marché. Celui-ci n'aurait pu advenir sans son intervention massive et sa réglementation.

L'analyse de Polanyi date de neuf décennies. Utiliser une telle démonstration peut donc paraître étonnant. De plus, dans le dernier chapitre de son ouvrage *La grande transformation* (2009), il décrivait le 19^e siècle comme une aberration historique qui ne pourrait qu'être balayée, appelant alors à la restauration de l'habitation de l'humanité. Nous aurions pu croire que c'était effectivement ce qui avait suivi la Seconde Guerre mondiale : l'implication de l'État dans le protectionnisme, l'instauration d'un État-providence et le développement d'une législation de protection du travail sont autant d'exemples qui auraient pu donner raison à l'appel de Polanyi. Or, toutes ces tentatives de contrôle de l'économie par l'État-nation se sont effondrées dans les années 80 avec à l'Ouest le démantèlement des piliers sociaux et à l'Est l'effondrement du bloc soviétique avec la chute du mur de Berlin. Aujourd'hui, nous retournons pas à pas à une situation proche⁴ de celle que décrivait l'auteur hongrois : un véritable retour du modèle du marché autogéré accompagné d'une désimplication de l'État justifiée par une croissance comme seule mesure du progrès (Buğra, 2005).

En somme, il est communément admis que le capitalisme est la seule forme sociale possible actuellement. Cela est notamment dû au mécanisme de naturalisation décrit précédemment (Laville, 2003). Ce constat fataliste est synthétiquement nommé le *consensus néolibéral* par Coutu & Arpin-Simonetti (2015), soit l'idée selon laquelle aucun autre modèle sociétal n'est possible que celui du néolibéralisme. Les auteurs y ajoutent une caractéristique d'importance : ils expliquent que toute critique qui sortirait de ce modèle hégémonique se verrait alors immédiatement taxée de radicalisme et accusée de justifier les actes qu'elle essayait pourtant seulement d'expliquer⁵. C'est ainsi que l'on voit apparaître une quasi-censure de la critique et une impossibilité de remettre en question ce consensus (*ibid.*). Cet imaginaire empêche l'espoir et la mobilisation de voir le jour ; les idées non capitalistes sont immédiatement taxées d'utopiques ou d'irréalistes, comme si aucune alternative au capitalisme ne se présentait, comme si nous étions enfermés dans ce paradigme social sans aucune chance d'en sortir⁶.

Malgré cette situation, certaines mobilisations ont tout de même tenté de rompre ce consensus en proposant une critique du capitalisme. Des instances critiques sont apparues avec diverses revendications et points d'intérêt durant le 20^e siècle. Boltanski & Chiapello (2011) distinguent deux

⁴ Buğra (2005) note tout de même des différences. Dans son ouvrage, Polanyi (2009) présentait l'apparition de trois marchandises fictives permettant le fonctionnement du marché autorégulé : le travail, la terre et l'argent. Buğra (2005) ajoute une nouvelle marchandise fictive : le savoir.

⁵ *E.g.* Les auteurs prennent ici l'exemple de l'affaire Charlie Hebdo où toute personne qui aurait tenté une critique radicale des conditions de l'apparition du terrorisme s'est vu accusée de justifier les actes terroristes eux-mêmes (Coutu & Arpin-Simonetti, 2015).

⁶ C'est d'ailleurs ce fatalisme qui aurait fait advenir la remise en question de l'idée qu'il n'existe plus de politique « de gauche ou de droite ». Cet argument ayant évidemment coupé le volet redistributif des sociales-démocraties. En outre, c'est pour rompre avec cette situation que les auteures reprennent la notion d'hégémonie (Mouffe & Laclau, 2019).

grands types de critique : une critique sociale et une critique artistique⁷ du capitalisme. Les auteurices décrivent le processus historique ayant conduit à l'épuisement des capacités d'actions et de changement de ces deux critiques distinctes.

D'abord, la critique sociale a connu une transformation dans les années 80. Précédemment, la notion marxiste de l'exploitation était la principale grille d'analyse pour expliquer la pauvreté. Cette notion donnait une vision de la pauvreté comme résultant de la condition prolétaire, avec des caractéristiques mélioratrices lui étant attribuées : le prolétaire était considéré comme travailleur, brave, courageux et solidaire avec ses pairs. Après les années 80, en raison du mouvement humanitaire, cette vision de la pauvreté a évolué vers une perspective d'exclusion. L'exclusion a remplacé l'exploitation, jugée obsolète, et a apporté une nouvelle explication à la souffrance. Cette notion désigne les différentes formes d'éloignement de la sphère des relations de travail. Les exclus sont donc ceux qui ne bénéficient pas de la croissance économique et du progrès. On regroupe sous ce vocable toutes les personnes victimes de la nouvelle misère sociale, qu'elles soient au chômage ou porteuses de handicaps. Les caractéristiques attribuées à la pauvreté ont changé avec cette transformation : les exclus sont sans voix, sans domicile, sans droits, sans utilités et surtout, tenus pour responsables de leur propre situation. Alors que la notion d'exploitation était liée à la classe sociale, et donc à une condition collective, la notion d'exclusion revêt quant à elle un caractère de responsabilité individuelle. C'est précisément ce caractère individuel qui rend la critique sociale difficile et oblige les mouvements sociaux à rester dans l'indignation sans savoir comment atteindre le cœur du problème (*ibid.*). Cette transformation nomenclaturale a privé une partie de la critique de soutiens normatifs et l'a paralysée. Enfin, notons que la définition de l'exclusion donnée ici est très proche de celle utilisée actuellement pour pointer l'inactivité aujourd'hui.

Il est plus ardu de trouver les problèmes afférents à la critique artistique qu'à la critique sociale. Le point majeur des auteurices est d'expliquer que les deux principales revendications qui étaient portées par la critique artistique du 20^e siècle ont faussement été intégrées par le capitalisme et, *de facto*, réduites au silence. Ces deux revendications étaient une demande de liberté et d'authenticité de la vie dans le système capitaliste. D'une part, la demande de liberté s'exprimait par une critique rejetant les formes hiérarchisées du travail. En réaction, le capitalisme a récupéré cette demande⁸, offrant plus d'autonomie et de flexibilité aux travailleurs. Cependant, cette augmentation de l'autonomie s'accompagne souvent d'une diminution de la sécurité ; l'autonomie peut même devenir une contrainte non choisie. L'autonomie promise n'est d'ailleurs que peu effective : les cadences de travail s'intensifient avec un contrôle accru des technologies et la seule forme de travail possible devient la plus courte. Le capitalisme joue sur les différents sens du terme de libération pour renforcer son contrôle et limiter l'accès à cette

⁷ L'appellation « artiste » vient du mode de vie des artistes parisiens de la seconde moitié du 19^e siècle qui avaient fait de l'incertitude un style de vie et une valeur : celle de pouvoir disposer de plusieurs vies et d'une pluralité d'identités. C'est particulièrement cette critique qui donnera naissance à un capitalisme « par projet » (*Ibid.*).

⁸ Les auteurices parlent de *boucle de récupération* (*Ibid.*).

même libération. D'autre part, la critique artistique porte une demande d'authenticité. C'est avant tout une critique de la massification des biens, du machinisme et du travail à la chaîne. La récupération de cette critique par le capitalisme se fait ici par la codification : l'objectif est d'être plus souple que dans une standardisation, en prenant le même produit et en le modifiant légèrement tout en conservant le même style. On parle alors ici de marchandiser la différence⁹.

En définitive, pour Boltanski & Chiapello (2011), le caractère adaptatif du capitalisme et sa capacité à réaliser des récupérations de la critique, pour étendre sa sphère du marchandisable et sa potentialité de création de profit, ont créé une situation dans laquelle la critique s'en retrouve désarmée.

À cette situation, nous sommes obligés de questionner le rôle de l'État comme instance capable, comme nous l'avons vu, d'avoir un impact sur le système économique. De plus, « l'anticapitalisme sans problématiser la forme politique du capitalisme (la démocratie libérale parlementaire) n'est pas suffisant, peu importe à quel point il est « radical » » (Žižek, 2001, p.196).

1.2. Quel rôle pour l'État ?

Laville (2005) articule l'analyse de Polanyi avec celle de Mauss pour rappeler le caractère non naturel du marché autorégulé, mais surtout pour rappeler que sa pérennité se base avant tout sur un socle législatif fort. Comme chez Polanyi, Mauss montre l'importance de la remise en question de la distinction entre infrastructure et superstructure, expliquant notamment que « les faits économiques eux-mêmes sont des faits sociaux (monnaie, valeur, etc.), donc des faits psychiques, tout comme les autres faits sociaux qui leur sont connexes, qu'ils conditionnent et qui les conditionnent, le droit de propriété par exemple » (Mauss, 1923, p.76 cité par Laville, 2005, p.240). Ce sont dès lors des institutions qui, par la politique, légitiment, normalisent et encadrent des pratiques sociales comme celles en cours dans le champ économique¹⁰. Les institutions étatiques sont présentées ici comme les principaux vecteurs de légitimité du marché et comme les principaux gardiens de son fonctionnement.

Nous devons alors maintenant interroger notre modèle étatique, souffrant lui-même également du processus de naturalisation évolutionniste. L'œuvre principale de Fukuyama (1989) en est un exemple particulièrement frappant. Par la question « la fin de l'histoire ? », Fukuyama entend démontrer que le modèle démocratique libéral occidental serait l'apogée idéologique de l'humanité. Il explique notamment qu'en ayant survécu aux alternatives systémiques viables comme le communisme et le fascisme, par la force de l'histoire et de l'évolution, le triomphe de l'Occident ne fait plus de doute. Il

⁹ Notons également que, dans son article commentaire de l'ouvrage, Ramaux (2001) propose l'autogestion comme solution aux deux pertes de vitesse des critiques sociale et artiste. Il argue que ce modèle économique permettrait de combler les revendications de liberté, d'autonomie et de dénonciation de l'exclusion ou de l'exploitation.

¹⁰ Laville (2005) utilise cette constatation pour ajouter un second coup de massue au mur de la naturalisation du modèle économique : il démontre qu'aucune société n'est purement capitaliste et prend notamment l'exemple de l'économie sociale et solidaire pour évoquer les résistances à la société de marché.

expose ainsi le modèle de la démocratie représentative et son marché libre comme le dernier stade du processus historique.

Žižek (2001) donne raison à Fukuyama, non sans ironie : le capitalisme et le modèle occidental sont bien la fin de l'histoire qu'il prophétise. En revanche, ce n'est pas parce que ce modèle serait l'ultime épanouissement de la liberté. Bien au contraire, explique Žižek (ibid.), il reprend ainsi la thèse de Marx sur les crises successives du capitalisme en les décrivant comme inéluctables, dues au fondement même du fonctionnement de ce régime économique basé sur la spéculation. On comprend alors que le capitalisme conduira soit à la fin du monde, soit à sa propre déliquescence, selon une lecture pessimiste ou optimiste.

Rancière (1995) s'oppose également à l'affirmation légitimiste de Fukuyama¹¹. Il explique que durant la période de cohabitation entre démocraties et régimes totalitaires, une remise en question constante de la démocratie était à l'œuvre par le contre-exemple marxiste. L'effondrement des régimes totalitaires aurait dû légitimer le modèle démocratique et voir un renforcement de celui-ci dans sa formalité, notamment par une souveraineté populaire accrue et un renforcement du contrôle parlementaire. Et c'est là que se place un paradoxe : malgré la victoire de ce modèle qui aurait dû le pousser à poursuivre sa route, il s'est pourtant résorbé. Par exemple, en France, une dégradation continue de la représentation parlementaire a vu le jour, accompagnée d'une augmentation des pouvoirs attribués aux structures non responsables (comme les experts, juges, commissions) et une expansion du domaine réservé au président. Il devient donc difficile de parler de victoire (Rancière, 1995 ; Mouffe & Laclau, 2019).

Alors ne faut-il pas proposer une alternative au modèle démocratique-néolibéral ? Malheureusement, nous nous heurtons à un mur similaire au précédent. Ce mur est nommé par Žižek (2001), en reprenant Lénine : *Fidélité au consensus démocratique*. « [La] « Fidélité au consensus démocratique » signifie acceptation du consensus néolibéral-parlementaire actuel, ce qui exclut toute remise en question sérieuse de la manière dont cet ordre néolibéral-démocratique est complice des phénomènes qu'il condamne officiellement [il fait ici référence à la pauvreté, aux inégalités, aux problèmes écologiques, aux droits humains, et cetera] » (ibid., p.193) [Traduction libre]. Changer le système démocratique néolibéral-parlementaire devient alors un impensé et un impensable¹².

Or, nous devons penser et repenser la démocratie occidentale car celle-ci a ses problèmes, problèmes que nous ne pouvons ignorer. C'est en tout cas la thèse portée par l'ouvrage collectif *Démocratie, dans quel état ?* (Agamben et al., 2009) où plusieurs auteures s'attellent à la tâche difficile d'identifier ses problèmes. Dans son article, Žižek explique notamment que « la forme parlementaire mine la démocratie par la passivité du peuple qu'elle implique ainsi que par les privilèges croissants concédés à l'exécutif

¹¹ Il ne le cite pas directement mais le lien peut clairement être établi (Rancière, 1995, p.136-137).

¹² Cette situation est aussi applicable aux scientifiques, dont la sommation au respect de l'objectivité scientifique permet de disqualifier leurs discours relevant d'une critique trop radicale (Žižek, 2001).

par la logique rampante de l'état d'urgence » (*ibid.* p.86), avant de se lancer dans une analyse marxiste de la représentativité et de l'autoritarisme à travers l'histoire. Nous pouvons aussi noter l'apport critique de Badiou qui confirme l'importance de remettre en question nos démocraties malgré le caractère intouchable qu'elles ont développé. Il met lui aussi en lumière les limites de la démocratie parlementaire en collusion avec le capitalisme. Dans sa forme actuelle, nous dit-il, elle ne permet que l'élévation d'une classe politique oligarchique qui réduit les choix politiques et où le pouvoir réside essentiellement dans le capital. Badiou appelle à la rupture et à la réinvention d'un système plus radical, direct et égalitaire.

Le caractère pleinement politique même du régime de représentativité¹³, comme il a été décrit précédemment, semble, chez Rancière (1995), bien compliqué à imaginer. La politique commence à l'affirmation de l'égalité de chacun : sans cette égalité, alors, il ne peut y avoir que *mésentente* irrésoluble. *Mésentente*¹⁴ doit être compris chez Rancière comme le conflit fondamental entre deux personnes ou deux classes dû à une répartition différente du sensible, remettant ainsi en cause la capacité de parole (*logos*) ou d'action de l'autre (*ibid.*). On perçoit alors rapidement le problème de la classe politique qui refuse souvent l'idée même de démocratie participative, comme le référendum, n'attribuant pas à la population la capacité même de prise de décision politique (Rancière, 2005). Cela reflète une répartition asymétrique du sensible qui invisibilise une partie de la population dans la politique. La politique, au sens de Rancière, ne se fait pas dans nos systèmes démocratiques actuels à cause de cette invisibilisation qu'ils ne permettent pas de remettre en question. C'est dans la reconfiguration de l'ordre social et la répartition du sensible en un nouvel espace débarrassé de toute domination d'une classe par rapport à une autre que la politique¹⁵, et donc la démocratie réelle-véritable, se fait (Rancière, 1995).

On trouve alors chez Rancière l'importance de repenser la démocratie parlementaire pour permettre la prise de parole et la visibilité des damnés de la terre, ceux que l'on n'entend pas, les *sans-part*, les subalternes, *et cetera*. Cette idée n'est pas sans rappeler les travaux de Pitkin (2013) sur la représentativité¹⁶ politique. L'auteur évoque plusieurs paradoxes de la représentativité en commençant dans sa définition la plus simple. La représentativité entend faire élire des représentants des intérêts de la population. Or, il peut déjà sembler difficile de cerner tous les intérêts d'un individu isolé ; la tâche

¹³ Rancière ne s'oppose pas entièrement à la représentativité : dans cet ouvrage, il en est d'ailleurs parfois un défenseur dans sa forme parlementaire. En revanche, il note que la démocratie actuelle (qu'il qualifie de formelle) n'est pas une démocratie réelle et que ses institutions n'incitent pas, voire répriment, la *subjectivation politique* et le *litige* [D'abord, la subjectivation politique étant ici la production d'une instance, d'un groupe ou d'une capacité d'action qui n'était pas identifiable auparavant, qui était invisible ; ensuite, le litige est un moment de remise en question de l'ordre établi (Rancière, 1995). Dans l'ouvrage *La haine de la démocratie* (2005), il se montre en revanche bien plus critique, la qualifiant de forme oligarchique ; il affirme notamment que « La représentation est dans son origine l'exact opposé de la démocratie » (Rancière, 2005, p.60).

¹⁴ En ce sens, la politique émerge de la mésentente, dans ces moments d'oppositions où une partie de la population se fait entendre et affirme son égalité (Lanthier, 1997).

¹⁵ La politique est d'ailleurs définie comme la rencontre de la police et de l'égalité. La police n'est ici pas l'institution policière du maintien de l'ordre mais l'ensemble des normes sociales et des divisions. C'est justement dans la remise en question de la police par l'affirmation de l'égalité que se fait la politique (*ibid.*).

¹⁶ Notons tout de même que des différences majeures sur ces questions opposent Rancière et Pitkin, notamment sur la place des experts dans une démocratie représentative ou sur la capacité du citoyen (Pitkin 2013).

en devient alors impossible pour plusieurs milliers d'électeurs, dont les intérêts eux-mêmes peuvent rentrer en conflit. On peut ajouter à cette constatation le caractère purement humain du représentant qui, d'une part, désire se faire réélire et d'autre part, aura ses propres intérêts et opinions. Malgré cette situation, Pitkin ne rejette pas la représentativité : elle indique, tout au plus, ses limites et sa polysémie. Ce que nous entendons par représentation au sens de « agir pour » doit être pris dans un cadre collectif et institutionnel, rompant ainsi avec l'utopie que la définition première du terme entendait. Ultimement, ce qui définit une gouvernance démocratique est le devoir de « rendre des comptes à ceux au nom desquels ils agissent » (Pitkin, 2013, p.43). Ce qui rapproche Pitkin et Rancière est l'importance donnée à la possibilité pour la part des *sans-part* ou pour la part totale de la population de se faire entendre et se rendre visible quand le besoin s'en fait sentir¹⁷, par l'établissement d'institutions dédiées. Chez Pitkin, la représentation est l'action de « rendre *présent* à nouveau » (Diehl & Escudier, 2014, p.8), ce que Rancière aurait pu appeler rendre *visible* ce qui ne l'était pas (Benoit, 2022).

Les modèles démocratiques peuvent être multiples. Dans son ouvrage *La haine de la démocratie*, Rancière (2005) dresse une liste de formes légitimables de gouvernements basées sur l'âge, la richesse, la paternité, la force ou le savoir. Mais aucune n'est convaincante pour Rancière : il s'oppose successivement à l'oligarchie, à la gérontocratie, à la ploutocratie ou encore à la technocratie héritée du rêve platonicien du philosophe roi. Pour nous permettre de comprendre sa proposition, il en revient à la définition première de la démocratie : la démocratie est le fait de donner le pouvoir au « titre anarchique, le titre propre à ceux qui n'ont pas plus de titre à gouverner qu'à être gouvernés » (Rancière, 2005, p.53). En somme, il propose de placer le pouvoir politique loin des mains avides des brigands ; dans les mains de ceux qui n'ont pas de raisons naturelles à gouverner. Finalement, pour Rancière, l'essence de la démocratie se trouve dans le tirage au sort ou dans l'absence de place à gouverner.

En somme, aucun de ces auteurs critiques de la démocratie néolibérale ne rejette la démocratie. Ils remettent son modèle actuel en question, le dénaturent, pointent ses problèmes et appellent à son amélioration et au dépassement du consensus néolibéral-parlementaire. Il en est de même pour Polanyi : très critique du rôle de l'État dans l'avènement du libre marché, il conçoit tout de même un ensemble d'apports positifs qu'il faut attribuer au processus historique qu'il décrit. Dans son ouvrage, nous sommes loin d'une nostalgie des sociétés traditionnelles. Il écrit par exemple : « La séparation institutionnelle du politique et de l'économique, qui s'est révélée un danger mortel pour la substance de la société, a presque automatiquement produit la liberté au prix de la justice et de la sécurité. [...] Les libertés civiles, l'entreprise privée et le système salarial se sont fondus en un modèle de vie qui a favorisé la liberté morale et l'indépendance d'esprit. [...] Nous devons essayer de conserver par tous les moyens à notre portée ces hautes valeurs héritées de l'économie de marché » (Polanyi, 1944, p.327 cité par Buğra, 2005, p.53). Finalement, ce sont le droit au débat, la prise en compte de tous et l'extension

¹⁷ Sur cette question, Rancière (1995) parlerait d'un doublement de la réalité dans son apparence politique, introduisant des objets litigieux.

de la démocratie par la possibilité d'un droit à la non-conformité protégé par des institutions, qui doivent être réalisés (Buğra, 2005). Cette approche critique par l'analyse historique n'est, par ailleurs, pas sans rappeler les positions de Latour sur la démocratie dans son ouvrage *Nous n'avons jamais été modernes* (2006). Dans celui-ci, il compare les différents apports possibles des modernes, prémodernes et postmodernes. Il conclut par la proposition de la création d'une constitution non moderne en intégrant et rejetant certains éléments des mondes passés. Pour finir, il appelait alors à la création d'une nouvelle forme de représentativité par l'établissement d'un *parlement des choses*¹⁸. Ce parlement des choses où des porte-paroles, qu'il nomme médiateurs, pourraient venir parler des non-humains, des quasi-objets et des quasi-sujets. Les scientifiques pourraient représenter la parole de la science en leur nom, ils pourraient parler de la couche d'ozone et d'autres de l'industrie. Les minorités, les imbroglios et les réseaux qui n'avaient jusque-là aucune place l'occupent alors totalement¹⁹.

Ces différentes positions critiques et innovantes pour la démocratie nous ont permis, peu ou prou, de dénaturiser notre système démocratique parlementaire néolibéral actuel. Nous comprenons qu'il existe deux enjeux constitutifs de la littérature abordée précédemment. D'abord, la critique du capitalisme est paralysée, notamment due à sa naturalisation, sa capacité transformatrice et sa protection étatique. Ensuite, le caractère démocratique lui-même de l'État-nation est remis en question par certains auteurs, en découle un besoin de repenser les mécanismes et institutions démocratiques. Ce mémoire entend donc contribuer, à son échelle, aux discussions sur ces deux enjeux hérités de la littérature.

En définitive, bien que TINA semble avoir dissout la capacité de transformation des mouvements politiques (Munck, 2003), il nous faut surmonter cette situation. Ce mémoire²⁰ propose d'aller questionner les pratiques innovantes d'un mouvement social qui n'a jamais été aussi actif et grandissant que depuis mai 68²¹ (Bianco, 1988 ; Maitron, 1973), comme si le consensus néolibéral et le désarmement de la critique n'avaient pas prise sur cette instance critique. Regarder de plus près les propositions concrètes et vivantes de ces militants anarchistes pourrait contribuer à faire tomber l'héritage de la révolution industrielle et de la Dame de Fer.

La focale posée sur l'anarchisme dans le contexte que nous avons décrit n'est pas un hasard²². Comme nous l'avons démontré, une approche critique du capitalisme qui ne s'intéresserait qu'à l'infrastructure

¹⁸ Il posait alors la question « est-ce trop attendre d'un changement de représentation qui semble ne tenir qu'au chiffon de papier d'une Constitution ? » (Latour, 2006, p.198).

¹⁹ C'est donc une conception proche de ce que Rancière (1995) appelait les *sans-part*.

²⁰ La tentative de dépasser le consensus néolibéral par des exemples n'est pas quelque chose de nouveau. Frère et Laville (2022) affirmaient déjà que des émergences existent et s'opposent à l'hégémonie du capitalisme. Ce mémoire s'inscrit, en quelque sorte, comme un exemple supplémentaire de propositions prometteuses formulées par la pratique de militants anarchistes.

²¹ Pour une visualisation et analyse graphique de cette affirmation, voir annexe n°1.

²² Pour interpréter le choix de ce mouvement philosophico-politique aux yeux des croyances idéologiques de l'auteur, se référer à la partie réflexivité de ce mémoire.

sans évoquer la superstructure serait sans doute un manquement²³. Le capitalisme et la démocratie parlementaire-néolibérale semblent indivisibles dans leurs formes actuelles. L'anarchisme, à la différence des nouveaux mouvements sociaux (Žižek, 2001), est caractéristique d'une dimension de l'universalité. En d'autres termes, l'anarchisme se rapporte à la totalité sociale, avançant une proposition pour changer la quasi-totalité des aspects de la vie sociale, en particulier le capitalisme et la démocratie occidentale²⁴.

De plus, l'anarchisme, comme il sera défini dans la prochaine partie, représente également une rupture avec l'âge nihiliste décrit par Rancière (1995). Ce même âge nihiliste, qui peut se traduire par une perte de sens et de référence à un idéal, contribue grandement à ce que l'auteur nomme *crise de la politique* (Rancière, 1995). C'est donc dans cette conception que l'anarchisme pourrait représenter une nouvelle référence pour les mouvements contestataires comme *projet hégémonique*²⁵ (Mouffe & Laclau, 2019), en proposant un autre modèle concret ne s'arrêtant pas à l'indignation. Il remet alors les deux consensus en question, montrant une alternative, et permet à la critique le retour d'appuis normatifs.

2. Le mouvement anarchiste

2.1. Définition de l'anarchisme

Définir un mouvement avec une histoire aussi longue – le premier anarchiste proclamé étant Proudhon en 1840 (Angaut, 2021) – et des conceptions aussi variées en quelques pages n'est pas chose aisée. Comme point d'entrée, nous prendrons la définition issue de l'encyclopédie anarchiste réalisée sous la direction de Faure²⁶ (1934), entreprise titanesque de 2893 pages s'attelant à la synthétisation des notions liées à l'anarchisme. Il est important de noter que l'anarchisme a, sans aucun doute, beaucoup évolué depuis la publication de cet ouvrage. Nous compléterons cette définition avec des contributions plus récentes issues de la science politique, de l'histoire ou de l'anthropologie.

Dans cette encyclopédie, l'anarchisme est défini comme un mouvement social ayant pour but de réaliser l'idéal anarchiste, l'anarchie, une forme de socialisme. Les manières d'y parvenir sont diverses mais

²³ Nous prenons ici une conception proche de celle de Gramsci, où la superstructure peut avoir une influence et une autonomie vis-à-vis de l'infrastructure, rejetant ce qu'il appelle économisme (Hoare & Sperber, 2013).

²⁴ C'est ce besoin d'universalité qui pousse Žižek (2001) à proposer la lecture de Lénine et au maintien de l'idéal communiste.

²⁵ À comprendre ici comme un but à atteindre, capable de mobiliser une opposition constructive aux consensus établis, et en réaffirmant des principes normatifs fondamentaux pour la société (Mouffe & Laclau, 2019).

²⁶ Faure (1858-1942) est une figure importante de l'anarchisme ; il créa notamment le journal *Le Libertaire*. Ses deux apports majeurs sont : d'abord, l'encyclopédie ici utilisée, dont il fut à la direction, et ensuite la création de *La Ruche* (1904-1917), une école basée sur les principes anarchistes. On y retrouve un enseignement jusqu'à l'âge de 16 ans où les punitions et récompenses sont bannies du lieu et où l'éducation se fait par la discussion. *La ruche* engendre une somme d'argent, grâce à la présence d'ateliers où apprennent les enfants, ce qui lui permet une autogestion par autonomie financière (Jourdain, 2020 ; Guérin, 2012). Dans une description de ce personnage anarchiste, nous ne pouvons toutefois pas omettre, comme le font certains ouvrages, les condamnations de pédophilie qu'il a toujours réfutées malgré les preuves accablantes (Maitron, 2022 ; Davranche & Maitron, 2022).

doivent toujours respecter les principes et objectifs libertaires²⁷. L'anarchisme est donc un processus de lutte ayant pour objectif d'abattre les institutions autoritaires et traditionalistes. En ce sens, l'anarchisme peut être décrit comme iconoclaste, anti-autoritaire, anti-étatiste, pacifiste, universel, anti-fasciste²⁸ et autogestionnaire. Ce processus vise ultimement à préparer la période révolutionnaire, le moment du changement total du système. Cette articulation autour de la lutte distingue deux tâches de l'anarchisme : d'une part, une négative de démolition ; d'autre part, une positive de reconstruction. L'un des points majeurs de ce mouvement est son objectif de « créer et de développer, d'ores et déjà le plus qu'il se peut, tous les modes de vie, individuelle et sociale, d'esprit anarchiste et de forme libertaire [...], à faire naître les arrangements de caractère anarchiste et à en assurer — aussitôt la besogne destructive accomplie — le développement spontané, libre, rapide et naturel » (Faure, 1934, p.95).

Faure (1934) articule trois notions capitales pour l'anarchisme. D'abord, l'éducation : l'anarchiste doit réaliser un travail double, intérieur et extérieur. L'intérieur comprend des valeurs à intégrer telles que la bonne santé, la bonne instruction et des habitudes libertaires. L'extérieur regroupe les actes de propagande et de discussion, les moments où l'anarchiste se porte en exemple personnel à suivre.

La seconde notion abordée est l'organisation. Toujours dans un esprit de synthèse, il note l'efficacité supérieure rencontrée dans l'organisation. C'est un terme qui peut, dans le mouvement, en rendre plus d'un frileux car il est souvent relié à une forme de délégation de la liberté. En revanche, Faure (1934) affirme le schéma suivant : l'anarchiste est un individu toujours libre de se distancier ou de refuser une proposition ; il peut s'organiser dans un groupe local, qui lui-même peut l'être dans un groupe régional pour enfin former une fédération. En revanche, chaque entité est autonome vis-à-vis de l'entité plus globale. En d'autres termes, il peut s'en soustraire quand bon lui semble par des accords libres, circonstanciels et harmonieux. Ce sont ces principes de fonctionnement qui permettent aux anarchistes de se différencier des organisations autoritaires.

Enfin, l'action est perçue comme centrale dans la lutte anarchiste. On distingue deux formes d'action : l'action continue et l'action circonstancielle. La première est une action constante qui conserve toujours le caractère distinctif des idées libertaires. La seconde utilise l'action en réponse à une situation spécifique. Cette forme vise à utiliser l'indignation, les protestations et les soulèvements pour les soutenir et les exploiter afin de propager la doctrine anarchiste. Par exemple, lors d'une grande grève, les anarchistes s'efforceraient d'écarter les éléments politiques et l'influence des partis politiques pour la remplacer par une autodirection des ouvriers. En somme, cette seconde forme d'action « doit, si possible, transformer le mouvement de grève en mouvement révolutionnaire et, si c'est impossible,

²⁷ « Libertaire » sera ici utilisé comme synonyme d'anarchiste. Ce choix est avant tout inspiré par le terrain réalisé pour ce mémoire, c'est donc un choix émic (Hymes, 2012).

²⁸ Sur ce point, l'ouvrage affirme la non-différence entre le fascisme rouge, tricolore ou brun. Le communisme, la démocratie occidentale bourgeoise et l'invention de Mussolini relevant tous trois d'une forme de fascisme à combattre (Faure, 1934).

profiter des événements pour affirmer le point de vue anarchiste, pour répandre nos conceptions » (Faure, 1934, p.99). Enfin, il termine par l'évocation de deux éléments incontournables : l'action doit viser à établir l'anarchisme là où elle le peut, et elle doit toujours être en accord avec le but qu'elle vise, sans subterfuge.

Sans alliances ni points d'appui, l'anarchisme ne peut parvenir seul à la période révolutionnaire et instaurer une société de totale liberté et égalité, l'une n'allant pas sans l'autre (Jourdain, 2020). C'est pourquoi Faure (1934) identifie ici deux forces révolutionnaires qu'il estime proches ou pouvant se rapprocher de l'anarchisme : les syndicats pour la production et les coopératives pour la consommation. L'anarchisme doit donc s'allier avec ces groupes capables de mobiliser les masses et les détacher de l'influence dominante des partis politiques pour accomplir son idéal. Ces deux groupes distincts devront jouer un rôle central dans le processus révolutionnaire et continuer à fonctionner après celui-ci en tant qu'organisations économiques non capitalistes.

En somme, pour des auteurs comme Rocker ou Chomsky, « l'anarchisme se situait historiquement au point de rencontre entre les aspirations « libertaires » du libéralisme classique et la dimension anticapitaliste du socialisme, opérant une critique radicale du salariat, de la compétition et de l'idéologie de l'individualisme possessif » (Angaut, 2021, p.2).

Notons enfin que, même si Faure (1934) ne l'évoque pas dans sa définition, le mouvement anarchiste s'est toujours placé en opposition à la colonisation et au racisme dans sa logique anti-impérialiste (Kropotkine, 1903 ; Jourdain, 2020).

Dans cet effort synthétique de définition, nous pouvons également nous poser la question des différences entre l'anarchisme et l'autre modèle principal du socialisme : le communisme-marxiste. Les points de divergence et de convergence sont nombreux, certains plus saillants que d'autres. Une majorité de courants de l'anarchisme se caractérise d'ailleurs par l'objectif du communisme dans un caractère profondément redistributif d'une production socialisée (Angaut, 2021 ; Guérin, 1981). Ces deux frères ennemis, comme on les appelle parfois, s'accordent notamment sur l'abolition du salariat comme forme d'esclavage²⁹, l'abolition de la propriété qui pourrait servir à la production et l'émancipation de l'individu accompagnée de la servitude économique-politique. De plus, l'imaginaire d'une société parfaite est, peu ou prou, chez les anarchistes et chez les communistes-marxistes, proche (Kropotkine, 1903).

En revanche, plusieurs idées essentielles de l'anarchisme entrent en totale contradiction avec celles du communisme-marxiste, notamment dans les moyens. D'abord, sa conception anti-autoritaire s'oppose à toute forme d'imaginaire d'un homme providentiel capable de porter à lui seul la révolution, comme ce

²⁹ Donc, dans une forme où l'ouvrier ne recevrait pas l'entièreté de la valeur de sa production. Sur la question de l'abolition totale du salariat, Kropotkine en est un défenseur, alors que Proudhon et Bakounine proposent plus simplement la juste rémunération du travail (Jourdain, 2020).

fut le cas pour le personnage de Lénine. Ensuite, son caractère anti-étatiste et opposé à la représentativité se distancie de toute forme de révolution centralisée non démocratique. Le refus de la dictature du prolétariat a toujours représenté un argument fort de l'anarchisme. Cet anti-centralisme repose sur deux idées. En premier lieu, les décisions politiques doivent toujours aller du bas vers le haut (Chomsky, 2001) : tout ce qui peut être décidé à l'échelle la plus locale possible doit l'être. En second lieu, les moyens doivent rester en accord avec les fins recherchées ; c'est pourquoi la dictature est toujours à rejeter (Jourdain, 2020). Pour les anarchistes comme Kropotkine³⁰ (1903), « avec l'anarchie comme but et comme moyen, le communisme devient possible. Sans cela, il serait forcément la servitude et, comme telle, il ne pourrait exister » (*ibid.*, p.16). Dans la même idée, Bakounine³¹ dénonçait déjà la bureaucratie rouge qui empêcherait les travailleurs de réellement posséder les moyens de production. Il avait alors anticipé l'entreprise léniniste de centralisation (Chomsky, 2001).

Nous avons décrit précédemment l'anarchisme comme un mouvement presque unifié autour d'une pensée unique. Or, rien ne saurait être plus loin de la vérité³². Nous devons donc revenir rapidement sur quelques mouvements distincts de l'anarchisme pour compléter notre définition.

La première forme d'anarchisme est sans doute celle proposée par Proudhon³³ dans la conception du mutualisme fédéraliste. Le mutualisme chez Proudhon est une proposition économique où les échanges se font sans exploitation : les travailleurs se rassemblent en coopératives autogérées où ils possèdent collectivement les moyens de production. Dans ces coopératives, tous les travailleurs seraient égaux, notamment pour la prise de décision (Jourdain, 2020). Cette conception amènera plus tard à l'anarcho-communisme porté, notamment, par Kropotkine (1903). L'anarcho-communisme propose la mise en commun des biens de production et de consommation avec comme principe fondamental « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » (Jourdain, 2020, p.28). Il évoque notamment la possibilité de s'organiser en communes anarchistes, reliées ensuite à une fédération. Ce système

³⁰ Kropotkine (1842-1921), ancien noble et militaire dissident, est une figure majeure de l'anarchisme. Théoricien et militant, il a notamment écrit sur l'importance de valeurs comme la solidarité, l'entraide et la coopération volontaire dans ses ouvrages. Son apport majeur est la théorisation de l'anarcho-communisme. Il sera aussi critiqué pour un excès d'optimisme, notamment dans le modèle de la prise au tas (Jourdain, 2020), relevant d'un héritage sans doute rousseauiste.

³¹ Bakounine (1814-1876) est l'un des auteurs et militants les plus importants du mouvement anarchiste pour deux raisons majeures. D'abord, partant des écrits de Proudhon, c'est lui qui donnera au mouvement un caractère profondément révolutionnaire. Proudhon ne préconisait pas la révolution, il en avait même plutôt peur. Bakounine créera une rupture en penchant également pour dépasser le mutualisme et proposer le collectivisme lors d'un congrès de l'Internationale des travailleurs. Ensuite, c'est lui aussi qui marquera la scission entre les anarchistes et les marxistes lors du congrès de La Haye, où il sera exclu de l'Internationale des travailleurs. En réaction, il créera l'Internationale anti-autoritaire, marquant l'avènement de l'anarchisme comme mouvement pleinement distinct parmi les socialismes (Guérin, 2012).

³² Sur cette question, voir le débat sur le platformisme (Jourdain, 2020).

³³ Proudhon (1809-1865) est souvent considéré comme le père de l'anarchisme. D'origine modeste, il constate rapidement l'inégalité et la pauvreté engendrées par la société industrielle. Il écrira alors un ouvrage sur la propriété où il déclarera que « la propriété, c'est le vol » (Proudhon cité par Guérin, 2012, p.51), affirmant le principe de possession d'usage réel plutôt que la propriété privée des moyens de production (*ibid.*). Notons tout de même que ce personnage sera largement critiqué, notamment par Déjacque, pour ses propos dégradants à l'égard des femmes (Jourdain, 2020).

permettrait alors un appui mutuel de ces communes pour répondre aux besoins réels de la population, sans surproduction, tout en prenant en compte la rareté de certaines denrées (Jourdain, 2020).

Nous pouvons également évoquer l'anarchisme individualiste dont le père incontesté est représenté par la figure de Stirner.³⁴ Dans cette conception, les organisations d'individus ne doivent se faire que dans une entière volonté et liberté. Cette organisation n'est d'ailleurs pas un idéal à atteindre, bien au contraire : elle n'existe que si elle permet l'émancipation de l'individu. La société étouffe l'individualité ; la véritable émancipation advient lorsque l'individualité peut enfin être pleinement affirmée (Jourdain, 2020 ; Pereira, 2018). Notons enfin que ce courant de l'anarchisme a conduit à des dérives largement condamnées par les anarchistes d'autrefois et d'aujourd'hui : des bandes armées anarchistes se sont constituées à la fin du 19^e siècle pour réaliser des braquages sanglants ou pratiquer le banditisme, dans le but de s'auto-émanciper du salariat et de l'exploitation ; ces bandes seront appelées anarchistes illégalistes (Steiner, 2008).

Enfin, le troisième courant majoritaire dans l'anarchisme est l'anarcho-syndicalisme ou syndicalisme révolutionnaire. Cette forme de l'anarchisme a pour but d'organiser le syndicalisme de manière préfigurative de la société future : les mandats sont révocables et contrôlés, les décisions ne peuvent être imposées et sont prises par la base, la structure est non-centralisée et non autoritaire (Chomsky, 2001 ; Jourdain, 2020). Ce mode d'organisation vise à préparer la période révolutionnaire ; après celle-ci, la gestion de la société devrait être confiée aux syndicats autogérés organisés de manière fédéraliste (Pereira, 2018). Cette forme d'anarchisme est souvent envisagée comme réponse à la question de l'application de l'anarchisme dans les sociétés industrielles complexes (Chomsky, 2001).

Notons finalement l'existence de mouvements plus particularistes comme l'éco-anarchisme dans l'influence de Bookchin³⁵ ou l'anarcho-féminisme illustrés par la figure de Goldman³⁶. Différemment, il existe les libertariens de revendication anarcho-capitaliste, qui sont en revanche entièrement rejetés par les anarchistes issus du socialisme. Certains auteurs évoquent même l'impossibilité de dissocier anarchisme et anticapitalisme, notamment dans le rejet fondamental de la propriété privée de classe

³⁴ Stirner (1806-1856) est décrit par l'anthropologie de Guérin (2012) comme un révolté solitaire. Cet anarchiste est l'un des premiers à avoir remis la question de l'individu au centre de sa pensée. Il est caractérisé par un antithéisme, un rejet novateur du parti politique et un égoïsme total revendiqué. Il faut tout de même préciser que Stirner ne s'est jamais déclaré anarchiste mais y est généralement associé (*ibid.*).

³⁵ Pour Bookchin (1921-2006), la domination sur la nature est exercée par l'État et le capitalisme. Comme alternative, il propose le modèle de l'écologie sociale fondé sur une coopération de communautés non-étatiques basée sur le mutualisme libertaire (Jourdain, 2020).

³⁶ D'origine russe, Goldman (1869-1940) arrive à New York en 1885. Elle devient rapidement une grande propagandiste, proposant une alternative au syndicalisme autoritaire. Elle sera l'une des premières à dénoncer la pénalisation de l'homosexualité et les lynchages des personnes noires. Elle donne également des conférences sur l'amour libre et la contraception. Elle meurt en 1940, à une époque où l'anarchisme est au plus bas. Par ses combats et ses positions avant-gardistes, elle devient une figure de l'anarcho-féminisme (Dupuis-Déri, 2021). Dans sa lecture, nous ne pouvons que remarquer des positions similaires avec le féminisme radical d'aujourd'hui (Heiniger, 2023).

(Angaut, 2021 ; Chomsky, 2001 ; Jourdain, 2020 ; Guérin, 1981). Nous n'aborderons d'ailleurs pas ce mouvement dans ce mémoire, tant il diffère de la conception classique de l'anarchisme.

2.2. Le mouvement anarchiste francophone aujourd'hui

Pour compléter notre approche synthétique de l'anarchisme et pour introduire au mieux le terrain réalisé dans le cadre de ce mémoire, nous devons maintenant faire le point sur les groupes principaux de l'anarchisme actuellement en activité en francophonie européenne. Rappelons encore que la description de ces organisations ne peut prétendre représenter la pensée de l'entièreté de leurs membres.

Nous pouvons commencer cette présentation par *l'Union communiste libertaire* qui, comme son nom l'indique, est une organisation anarchiste se réclamant directement de l'anarcho-communisme. Cette organisation est relativement nouvelle, apparue en 2019 après l'unification de *l'Alternative libertaire* et de la *Coordination des groupes anarchistes*. Leur communiqué de fondation résume leur mouvement comme suit : « Ouverte à toutes celles et ceux qui veulent bâtir une autre société, l'Union communiste libertaire est l'outil que nous forgerons chaque jour, dans les villes et les quartiers où nous vivons, dans les campagnes, pour dessiner demain un avenir émancipé de l'exploitation et de toutes les dominations. Un avenir qui porte un nom et dans lequel nous plaçons nos espoirs : le communisme libertaire » (Union communiste libertaire, 2019, p.1). Leur projet de société repose sur trois principes : l'autogestion, la démocratie directe et le fédéralisme (*ibid.*).

La seconde grande forme de l'anarchisme, l'anarcho-syndicalisme, est représentée par la *Confédération nationale du travail Française* (CNT-F) et la *Confédération nationale du travail Soutien Ouvrier* (CNT-SO). Initialement, ces groupes ne formaient qu'un ; la scission est survenue à la suite d'un conflit concernant l'emploi salarial à temps plein d'un conseiller juridique au sein du syndicat CNT-Nettoyage. Certains membres de la CNT estimaient que ce conseiller avait pris une position de dirigeant spirituel, tandis que d'autres le jugeaient indispensable. Ce désaccord, parmi d'autres, a conduit à la rupture et à la création de la CNT-SO (Union communiste libertaire, 2013). Ces deux mouvements s'accordent tout de même sur leur caractère révolutionnaire, leur opposition à la forme représentative et leur rejet du parti politique (Confédération nationale du travail, s.d. ; Confédération nationale du travail Soutien Ouvrier, 2024).

Pour finir, nous devons évoquer la plus grande organisation, au vu de son nombre de groupes affiliés : la *Fédération anarchiste* (FA). Cette organisation de propagande est apparue en 1953 et s'est toujours voulue synthétiste. En d'autres termes, on retrouve parmi leurs membres – groupes ou affiliés – des anarchistes individualistes, communistes ou syndicalistes. C'est également un mouvement révolutionnaire pratiquant la propagande de ses idées pour parvenir à ses objectifs d'émancipation des masses. Dans le pacte associatif issu du 74^e congrès de la Fédération anarchiste, il est déclaré : « C'est la société entière que nous voulons reconstruire sur une base de respect et d'entraide, non pour un

individu, une classe ou un parti, mais pour tous les individus ; la question sociale ne pouvant être résolue définitivement et réellement qu'à l'échelle mondiale » (Fédération anarchiste, 2016, p.1). Le pacte associatif rappelle ainsi le caractère socialiste et international de l'anarchisme (*ibid.*).

Durant le travail de terrain réalisé pour ce mémoire, deux groupes affiliés à la Fédération anarchiste ont été mobilisés, l'un belge et l'autre français. Le groupe belge est né au début du 21^e siècle et a été particulièrement actif dans la période 2019-2023. Ses actions sont sporadiques et se concentrent principalement sur les manifestations et le partage des idées anarchistes.

Le groupe français a une histoire beaucoup plus longue : issu d'une communauté anarchiste créée en 1973, il était initialement une cohabitation au sein d'une même maison avant de devenir véritablement un groupe politique pratiquant l'anarchisme. L'organisation de ce groupe sera analysée dans ce mémoire.

Nous sommes également obligés de rappeler l'existence d'anarchistes qui ne sont pas affiliés, ni à des groupes locaux, ni à des organisations fédératrices. De nombreux anarchistes font vivre leur pensée politique de manière isolée. Plusieurs d'entre eux ont été rencontrés dans le cadre de ce mémoire et ont fourni des entretiens précieux.

CHAPITRE II

Méthodologie de la recherche

1. Sociologie pragmatique de la critique

Dans l'ouvrage *De la critique : précis de sociologie de l'émancipation*, Boltanski (2009) explique la naissance de la sociologie pragmatique de la critique. Le programme de cette sociologie a été théorisé par des auteurices issus pour la plupart du paradigme de la sociologie critique de la domination bourdieusienne. Dans cette sociologie critique, la sociologie est à la fois l'instrument décrivant la domination et celui permettant l'émancipation de cette domination. C'est ce paradigme qui a donné naissance, dans les années 80, à la sociologie pragmatique de la critique. Les différences entre ces approches sont nombreuses ; nous en citerons quelques-unes ci-après.

D'abord, dans cette conception post-bourdieusienne issue de la sociologie pragmatique, nous rendons la capacité critique aux personnes interrogées ; elles ne sont plus vues comme irrationnelles, coincées dans l'illusion du social. Cet apport théorique nous permet de nous intéresser aux justifications politiques et morales afin de légitimer la critique ou l'action (Frère, 2020). Nous comprenons alors que les actions militantes, dans cette posture, ne peuvent être détachées des discours qui y sont associés. Nous concentrerons donc notre analyse sur les actions et leurs explications par les acteurs dans un cadre formel ou informel. Les valeurs que les militants invoquent pour expliquer leurs points de vue doivent être prises au sérieux. Ensuite, le premier objectif du sociologue est avant tout de décrire, d'interpréter, de clarifier et d'explicitier des situations dans lesquelles les acteurs font preuve de critique.

Enfin, il est important de noter que ce nouveau paradigme n'abandonne pas pour autant le projet porté par une sociologie critique ; il le réalise différemment. Par sa description, le paradigme entend solidifier la critique en l'attachant fortement à la réalité sociale. Cette sociologie donne des armes à la critique par une clarification des positions normatives, permettant aux acteurs de s'y accrocher pour émettre une critique ou pour se justifier face à une critique (Boltanski, 2009). Ce sont autant d'enseignements et d'objectifs issus de cette évolution sociologique qui ont été fondamentaux dans la recherche menée par ce mémoire, notamment dans la posture du chercheur face aux enquêtés. Ce mémoire se place dans une posture d'enquêteur immergé dans le nouvel âge de l'enquête³⁷ débarrassée de la référence à la nature humaine ou à l'irrationalité de l'enquêté (Frère & Laville, 2022).

Forte de ces différents enseignements, cette recherche s'est concentrée sur deux éléments : les pratiques et les discours, notamment parce que « si la critique se manifeste essentiellement dans et par le discours, elle se construit, se développe et se diffuse essentiellement dans et par l'action » (Wintrebert, 2006,

³⁷ Au sens présenté par Frère & Laville (2022).

p.157). Les matériaux d'analyse ont donc été récoltés en conséquence durant toute la période de recherche.

2. Récolte de matériaux

La récolte de matériaux propices à l'analyse s'est déroulée en plusieurs temps. D'abord, une rencontre s'est faite avec un groupe anarchiste belge affilié à la Fédération anarchiste à la suite de l'envoi d'un courriel électronique expliquant la démarche de ce mémoire. Ces rencontres ont été propices à la réalisation de deux entretiens : un entretien exploratoire et un entretien semi-directif. Ces premières entrevues ont permis d'orienter la recherche et d'établir un guide d'entretien solide.

Ensuite, après avoir repris contact avec l'entité chargée des relations extérieures de la Fédération anarchiste, un contact a été établi avec un groupe sensiblement plus actif. Fort d'une base théorique déjà assimilée, nous avons passé une semaine aux côtés des militants anarchistes pour récolter des matériaux pour ce mémoire. Cette semaine particulière doit être décrite ici de manière détaillée. Situé en France, ce groupe anarchiste a la particularité de posséder deux bâtiments dédiés à son activité de propagande³⁸.

Un local rural, relativement petit et avec un jardin, permet d'accueillir des événements pour la Fédération ou pour le groupe, et dispose également d'une bibliothèque sociale comprenant plusieurs centaines de livres sur l'anarchisme. Le groupe a récemment acheté un autre local pour y installer une librairie et une bibliothèque sociale au centre-ville. Ce lieu urbain est un point de rencontre pour les militants, les sympathisants et les curieux de tous horizons. Notre travail sur le terrain a été intense ; les militants nous ont offert la possibilité de séjourner chez plusieurs d'entre eux, ce qui nous a permis d'avoir de nombreuses conversations. Finalement, les militants ont accepté de nous accorder cinq entretiens et de nous laisser observer leur quotidien pendant une semaine.

Ce terrain d'une semaine représente la majorité des matériaux recueillis et fut d'une grande importance pour ce mémoire. Il est d'ailleurs convenu d'un retour sur le terrain pour présenter notre travail après la remise du mémoire. Outre l'observation et les entretiens, c'est une grande quantité de littérature grise qui fut parallèlement amassée durant cette semaine.

Une fois le travail de rédaction déjà bien entamé, il a été décidé de réaliser deux entretiens supplémentaires avec deux anarchistes non-affiliés afin de dégager des matériaux potentiellement inédits et de vérifier qu'une certaine saturation³⁹ avait été atteinte. Cela fut effectivement confirmé. Ces deux entretiens ont également apporté un point de vue critique et extérieur à la Fédération anarchiste.

³⁸ Ce terme est revendiqué par les militants et sera utilisé ici pour évoquer l'activité militante ayant pour but de faire connaître le mouvement politique et de convaincre la population. Il s'agit donc d'un choix émic (Hymes, 2012).

³⁹ Van Campenhout & Quivy (2011) décrivent la saturation comme suit : « Au fur et à mesure que les interviews s'accroissent et révèlent leurs enseignements, l'apport de chaque interview supplémentaire sera de moins en moins original. Bien que le chercheur ait veillé à diversifier les profils, le contenu des réponses arrivera un moment à

Finalement, ce sont donc une semaine d'observation et neuf entretiens⁴⁰ qui servent de matériaux à ce mémoire. Les observations ont pris deux formes distinctes que nous devons expliciter ci-après. Au total, neuf entretiens formels ont été réalisés, mais il est tout de même important de noter la présence de nombreux entretiens informels déterminants.

2.1. Observations : participantes et flottantes

L'observation participante, sans doute le moyen le plus satisfaisant de récolte de matériaux ethnographiques, présente deux caractéristiques importantes : d'abord, l'enquêteur doit être autorisé à participer à la vie de la communauté qu'il étudie ; ensuite, il doit tenter de perturber le moins possible le cours des événements. L'attention portée à l'observation permet notamment de repérer des éléments du quotidien, d'entendre des conversations informelles non préparées, de comprendre les habitudes d'un groupe, les codes et les conduites établies (Van Campenhoudt & Quivy, 2011).

L'observation participante peut parfois créer une tension entre la prise de position dans les conversations et la distanciation nécessaire. Cette question a été souvent notée dans le journal de terrain. Maintenir une certaine distance par rapport aux conversations et aux interactions est crucial pour saisir toute leur complexité (Beaud & Weber, 2010). La participation à la vie commune a été une constante tout au long du travail de terrain : aide à la vaisselle et aux repas, rangement de la bibliothèque, conseils de livres aux acheteurs pour le compte de la librairie. Cette implication a contribué à créer une ambiance agréable et propice au travail de terrain. Cette observation participante a périodiquement été accompagnée d'observations simples et discrètes, notamment durant les réunions réservées aux militants qui nous ont tout de même été ouvertes.

L'observation flottante, telle que décrite par Pétonnet (1982), a également été une pratique relativement courante du travail de terrain : ce principe d'observation implique que l'enquêteur se laisse porter par les événements, suivant du coin de l'œil ce qui se passe, notant ses pensées et ses interrogations. Une grande partie du temps d'observation s'est déroulée lors des permanences à la librairie, où parfois peu de choses se passent. Il est alors important de se mettre dans cette posture pour pouvoir s'imprégner de la situation et se laisser guider au fil des conversations informelles des militants.

Ces moments particuliers étaient, comme toujours, accompagnés d'un journal de terrain qui permettait la consignation de notes sur ce qui était entendu et vu. Il faut noter que cette pratique a été réfléchie dès les premières heures du terrain. Il existe deux possibilités pour prendre des notes sur un terrain : utiliser un téléphone portable ou un carnet. Le carnet a été le choix le plus judicieux, car sortir son téléphone tendait à interrompre les conversations en cours. Malgré cela, les militants ont fait plusieurs réflexions

saturation et les dernières interviews n'apporteront pratiquement plus rien qui n'ait déjà été exprimé par un répondant précédent » (*ibid.*, p.149).

⁴⁰ Un tableau répertoriant les différents profils qui ont accepté d'être enregistrés pour un entretien est présent en annexe n°2.

sur cette pratique, se demandant par exemple ce qui était en train d'être noté. Une fois que des explications approfondies sur les pratiques du sociologue en observation ont été fournies, ces réflexions sont devenues beaucoup plus rares, et il ne semble pas que l'écriture dans un journal ait affecté la confiance des militants.

Les méthodes d'observations se couplent parfaitement avec celle de l'entretien pour affiner ses prises de notes, ses observations et ses réflexions. Ces deux méthodes réalisées de pair permettent une plus grande profondeur à l'analyse et un degré de validité supérieur (Van Campenhoudt & Quivy, 2011).

2.2. Entretiens semi-directifs et discussions informelles

La seconde méthode de collecte d'informations fut les entretiens. Les entretiens ont été de deux types : informels, consignés dans le journal de terrain, ou formels et semi-directifs.

Les entretiens semi-directifs visent à favoriser un échange agréable. Il est crucial de permettre à l'interviewé de s'exprimer librement, tout en guidant légèrement la conversation pour la faire converger vers les objectifs de recherche. Cette interaction bien maîtrisée permet d'obtenir des informations précieuses et sincères. Bien que cette méthode canalise la discussion autour des hypothèses, elle permet également des développements parallèles qui peuvent potentiellement influencer le cours de la recherche. En résumé, cette méthode permet aux participants d'expliquer le sens qu'ils attribuent à leurs pratiques, aux événements passés, et de mettre en lumière leurs repères normatifs dans leur interprétation de leurs expériences (Van Campenhoudt & Quivy, 2011).

Comme conseillé par la littérature (Van Campenhoudt & Quivy, 2011 ; Beaud & Weber, 2010) sur les entretiens formels, ces derniers ont été principalement réalisés à l'écart du groupe, dans une ambiance intimiste. Ils ont duré en moyenne entre une heure trente et deux heures. Dans le cadre du travail de terrain avec le groupe de la Fédération anarchiste française, les entretiens ont été proposés le plus tard possible, notamment pour permettre l'installation de la confiance mais aussi pour compléter les observations potentiellement lacunaires.

En revanche, cette méthode présente un problème : la possibilité de se voir refuser l'entretien, ce qui est arrivé à plusieurs reprises durant cette enquête. Comme l'ont observé Beaud & Weber (2010), cela peut se produire en raison d'un manque de légitimité ou de craintes concernant le statut personnel. Malgré l'assurance d'un respect du Règlement général sur la protection des données, certains refus ont été maintenus. Cet inconvénient est partiellement compensé par deux autres méthodes citées précédemment : l'observation et les entretiens informels consignés dans le journal de terrain.

Il est essentiel de souligner que les entretiens informels ont été une méthode de collecte de données privilégiée, en particulier pour les militants réticents aux entretiens formels. Cette partie doit donc mettre en avant leur importance dans ce travail de mémoire. Non seulement ces entretiens ont permis d'approfondir la connaissance sur certains sujets spécifiques et d'améliorer la confiance des acteurs, mais

ils ont aussi permis d'entendre les pensées quotidiennes des militants et d'obtenir le point de vue de ceux qui ne souhaitaient pas être enregistrés.

3. Réflexivité, posture du chercheur et éthique

Commençons cette partie comme il se doit, en répondant à la première question que j'ai reçue à l'évocation du sujet ce mémoire : non, je ne suis pas anarchiste. Cette même question avait été posée à Chomsky, philosophe et anthropologue ayant beaucoup travaillé sur les idées libertaires. Il avait alors répondu : « Permettez-moi seulement de dire que je ne me considère pas vraiment comme un penseur anarchiste. Disons que je suis une sorte de compagnon de route » (Chomsky, 2001, p.6). C'est une formulation que j'apprécie beaucoup et je conçois ce travail de cette manière. La suspicion entourant l'idéologie du chercheur impliqué dans une recherche sur un mouvement social n'est pas nouvelle ; cette partie vise à clarifier ma propre position sur cette question.

Effectivement donc, je ne me reconnais pas comme anarchiste. Cependant, il ne fait pas de doute quant à mon intérêt particulier pour la question de l'émancipation. Le choix de l'anarchisme pour un mémoire n'est pas anodin. Il a été fait pour plusieurs raisons : *primo*, une méconnaissance du sujet, laissant la possibilité d'une vraie découverte et d'un apprentissage important ; *secundo*, un attachement aux postures démocratiques et émancipatoires, préférant travailler sur un groupe militant porteur d'idées prometteuses ; *tertio*, pour permettre à ce mouvement de gagner en visibilité, autant que possible à mon échelle. Je donne une importance particulière au travail sur les « dispositifs émancipatoires qui méritent d'être amplifiés », dans la juste suite du travail de Frère & Laville (2022, p.361).

Déclarer une connivence politique dans un travail qui se veut scientifique pourrait en surprendre plus d'un. Il devient donc important d'explicitier pourquoi cette sous-partie existe. La meilleure manière d'explicitier cette position est sans doute grâce à la notion d'objectivité forte de Harding (1995). Partant de la théorie féministe des sciences, elle en vient à se poser la question de la maximisation de l'objectivité du chercheur. Elle présente alors ce qu'elle appelle l'objectivité faible : une objectivité reposant sur la neutralité du chercheur, estimant que le scientifique doit se couper de toutes convictions et biais. Cette objectivité idyllique est inatteignable. Pire, cet idéal ne permet pas au chercheur de prendre conscience de ses propres biais, valeurs et préjugés implicites. Elle explique que cette vision a mené la science à ne pas s'intéresser aux femmes et aux minorités : pendant longtemps, faire de la science signifiait étudier principalement l'être humain masculin et blanc, pour ensuite généraliser sa situation au reste de la population. En réaction, Harding (1995) propose de passer à l'objectivité forte : une objectivité où le chercheur, par une posture réflexive, prendrait conscience de sa position sociale, de ses valeurs et des éventuels biais que cela pourrait entraîner. Le chercheur prend sa position comme un autre paramètre à prendre en compte dans sa recherche, coupant alors avec la vision positiviste du chercheur entièrement neutre. C'est donc une approche plus rigoureuse et consciente de ses limites qui oblige le chercheur à réfléchir et à expliciter sa propre position.

Prendre son propre point de vue comme porteur de signification peut également être utilisé dans l'analyse des matériaux. Le chercheur lui-même, dans ses pensées, ses sentiments et ses étonnements, peut être utilisé, et le sera ici, comme éléments analysables. « L'implication intime dans la vie d'un groupe ou d'une communauté peut affecter profondément le chercheur dans sa propre vision de l'existence et du monde ainsi que dans son lien aux autres. L'élucidation de cette expérience marquante est indispensable et peut être, en elle-même, la source d'enseignements précieux » (Van Campenhoudt & Quivy, 2011, p.175). En somme, comprendre et analyser la position du chercheur nous permettra de produire un mémoire encore plus satisfaisant.

Nous terminerons cette partie en abordant le sujet de l'anonymisation⁴¹. Plusieurs éléments, descriptions, paroles et actions ont dû être retirés de ce mémoire pour garantir l'anonymat des militants et ne pas briser leur confiance. Ce choix explique l'imprécision concernant le lieu du terrain, la description peu approfondie des enquêtés et la non-divulgateion de conversations plus intimes qui auraient pourtant représenté des éléments de grand intérêt.

⁴¹ Les différents prénoms qui seront utilisés dans ce mémoire ont d'ailleurs été anonymisés grâce à l'outil de Coulmont (2022) : *Sociologie des prénoms*.

CHAPITRE III

Cadre théorique pour l'analyse

1. Un tournant dans la théorie critique : critiques sociales constructives

Évoquer un sujet lié à la critique sociale comme l'anarchisme nous oblige à prendre en compte la polysémie de la critique. Effectivement, les militants dégagent deux types de critiques : une critique que l'on peut qualifier de négative et une autre constructive. Cette distinction nous est proposée par l'ouvrage *La fabrique de l'émancipation* de Frère & Laville (2022).

Les militants anarchistes évoquent, depuis sa création, des revendications anticapitalistes, autogestionnaires, iconoclastes et révolutionnaires. Ces nombreuses critiques de l'hégémonie capitaliste-parlementaire, comme elle a été présentée au début de ce mémoire, ne s'accompagnent pas toujours de propositions abouties pour la remplacer. C'est ici que notre distinction devient intéressante.

Frère & Laville (2022) démontrent dans leur ouvrage que la théorie critique a pris une dimension exclusivement négative depuis une centaine d'années. La critique traditionnelle, que les auteurs nomment *négative*, est une critique qui dénonce et dévoile les inégalités, les dominations et les exploitations. Si celle-ci est indispensable pour le monde social, Frère & Laville (2022) proposent de lui adjoindre une critique *constructive* qui aurait pour but d'apporter et de proposer des solutions aux problèmes pointés par la critique négative. L'idée d'une critique constructive est de transcender cette dimension négative devenue traditionnelle. Nous nous plaçons alors dans la posture de la sociologie des émergences qui s'attèle à la description de critiques constructives pratiques.

Ces propositions prometteuses, sous forme de critique constructive proposant des alternatives viables et construites, sont bien difficiles à trouver. Effectivement, le capitalisme a désarmé la critique sociale durant les dernières décennies, en lui retirant justement sa capacité à élaborer une critique transversale et alternative (Frère, 2011). L'anarchisme pourrait représenter un mouvement social n'ayant pas perdu cette capacité ; il devient donc intéressant de l'analyser avec la nouvelle typologie proposée par *La fabrique de l'émancipation* (Frère & Laville, 2022).

Trouver des critiques capables de façonner le monde en train de se faire est d'une importance capitale pour renforcer la critique sociale et la théorie critique. Une théorie critique qui se contenterait de son pan négatif ne marcherait que sur une jambe⁴² ; elle se contenterait de réclamer l'émancipation sans jamais la penser ou la pratiquer. Cette distinction est capitale car « cette critique [constructive] vise à sortir du fatalisme et du sentiment d'inéluctabilité en se mettant à l'écoute d'expérimentations pratiques pour leur prêter sa voix [...]. Réfléchir aux pratiques qui se dessinent, contre la définition capitaliste de la réalité, c'est se rendre compte de combien la séparation des sphères économiques et politiques interdit

⁴² Reprise ici de la métaphore des auteurs.

de penser des initiatives qui sont indissociablement politiques et économiques » (*ibid.*, p.199). En d'autres termes, si nous voulons briser les consensus et naturalisations⁴³ présentés dans le premier chapitre, il nous faut trouver de nouveaux exemples de critique constructive qui permettront de solidifier la théorie critique de nouveaux appuis normatifs.

De ce fait, la critique constructive doit être comprise dans une continuité de la critique négative. De même, « les protestations contre les institutions dominantes ne peuvent être isolées des tentatives de reconstruction des rapports sociaux sur d'autres bases » (Frère & Laville, p.211, 2022). Ces deux ensembles forment un tout qui compte pour la théorie critique. Les auteurs rappellent d'ailleurs, en invoquant les travaux de Dewey, la relation forte qui doit exister entre la connaissance et la pratique : pour que la théorie critique avance, elle doit donner un regard particulier au collectif de personnes impliquées dans un problème et qui tentent de le résoudre. Il faut accompagner cette critique d'actes, nous disent-ils. Ces actes, ces vécus déjà émancipés nous permettent d'imaginer un futur enviable (*ibid.*).

Cependant, nous pouvons être confrontés à un problème. Si l'on s'en tient à la nouvelle théorie critique que suggère *La fabrique de l'émancipation*, l'ouvrage ne permet pas vraiment de discerner les pratiques des discours prometteurs. En effet, dans la théorie de la critique sociale constructive établie par Frère et Laville (2022), aucune distinction typologique n'est opérée entre la critique pratique et la critique théorique. Se confondent ainsi autant les discours qui décrivent un autre monde possible que les actions qui tentent de le mettre en place et de le montrer.

C'est alors que la notion de pratique politique préfigurative vient permettre de mettre une focale pertinente sur les pratiques militantes tentant de faire vivre l'émancipation et de prouver son potentiel existentiel. Bien que les auteurs affirment dans leur ouvrage que la critique constructive tire directement son origine de l'action elle-même, cette distinction permettra une analyse plus approfondie et complètera peu ou prou la théorie de la critique constructive.

2. Pratique politique préfigurative

D'abord, il est intéressant de commencer par l'étymologie du mot « préfigurer » : il vient des mots latins *prae*, qui peut être traduit par « en avant, avant » et *figurare*, qui signifie « former, façonner voire imaginer, concevoir ». La définition du terme « préfigurer » reste dans la même idée : « figurer à l'avance, de manière plus ou moins nette, le type, les caractères d'une chose ou d'un événement futur » (CNRTL, 2023). L'Église chrétienne fut la première à utiliser ce terme dans le monde social. Le terme a donc une origine religieuse : il avait pour objectif initial de désigner une prophétie prochaine, un élément vrai et historique qui permettait alors d'interpréter l'arrivée d'un autre événement vrai et

⁴³ La possibilité pour les mouvements sociaux de faire bouger les lignes et de transformer le monde social de manière totale était déjà une question posée par Frère (2011).

historique en approche. Le sens politique de ce terme s'éloigne, dans une certaine mesure, de cette définition (Raekstad, 2018).

La première adaptation de ce terme pour une conceptualisation politique est proposée par Boggs, en 1977, dans son article programmatique *Marxisme, communisme préfiguratif et problème du contrôle ouvrier* (Jaster, 2018 ; Yates, 2014). Son objectif est annoncé dès l'introduction : surmonter l'inefficacité du réformisme social-démocrate et l'autoritarisme léniniste. La tradition préfigurative, comme nommée par Boggs (1977), est née chez les anarchistes du 19^e siècle qui s'opposaient à la bureaucratisation révolutionnaire marxiste⁴⁴.

Dans cette opposition, la stratégie de la politique préfigurative a développé trois préoccupations : premièrement, l'horizontalité des organisations révolutionnaires pour ne pas reproduire le schéma hiérarchique de la société capitaliste ; deuxièmement, la décentralisation de l'organisation pour impliquer la masse dans la lutte révolutionnaire ; troisièmement, la prédominance de la démocratie à l'intérieur de structures locales et collectives qui seront toujours opérationnelles dans une société émancipée (*ibid.*).

La politique préfigurative désigne les pratiques d'une organisation politique ou d'individus ayant pour objectif de faire ressentir, par leurs actes et dans le présent, leurs aspirations pour la société future. De ce fait, elle organise consciemment et délibérément sa structure et ses actions comme elle voudrait voir le futur se réaliser (Raekstad, 2018). La pratique préfigurative peut être trouvée directement dans l'expérience humaine personnelle ou dans les formes de relations sociales (Boggs, 1977). De plus, elle est « par nature expérimentale et expérientielle » (Sande, 2015, p.189 cité par Raekstad, 2018, p.362). En outre, cette pratique engendre également une nouvelle forme de légitimité : en se référant directement à un futur émancipé comme fondement de l'action présente, elle permet de se distancier de l'accusation de despotisme révolutionnaire qui persiste depuis la Révolution russe (Boggs, 1977).

Plusieurs caractéristiques peuvent donc être traditionnellement dégagées des pratiques préfiguratives. Premièrement, le caractère *proleptique* de l'action réside dans l'ancrage de l'action militante par référencement au futur. Deuxièmement, l'action possède une *valeur-rationnelle* pour les militants : l'action n'est pas uniquement motivée par sa fin mais bien aussi par sa valeur (Jaster, 2018). Dès lors, l'attention portée à l'équivalence entre les moyens et les fins permet de les faire concorder. Troisièmement, l'action comporte une référence à la création d'un projet alternatif à la modernité (Yates, 2014). Ces pratiques politiques reposent, de manière plus ou moins assumée, sur l'idée de la diffusion des exemples. Les militants ont pour but de présenter un avenir meilleur pour tous, directement palpable. Ils incarnent et illustrent directement les changements qu'ils veulent voir advenir et prouvent par la

⁴⁴ Boggs (1977) estime que la révolution d'Octobre n'a pas attendu d'obtenir l'assentiment des masses avant de prendre le contrôle de l'appareil d'État. Cette situation a créé une obligation d'utiliser la coercition, la manipulation et la bureaucratisation. Pour Boggs, « l'isolement et l'opposition auxquels ils ont été confrontés ont rendu leurs objectifs socialistes irréalisables » (*ibid.*, p.101).

même occasion leur caractère possible. Cette méthode est un moyen puissant de lutte pour le changement du monde social (Jaster, 2018).

En somme, pour rendre la notion de préfiguratif parfaitement fonctionnelle analytiquement, Yates (2014) propose la constitution de cinq processus composant l'action préfigurative⁴⁵ :

- *Primo, l'expérimentation* : qu'elle soit dans l'expérience quotidienne ou directement dans la forme de mobilisation politique, l'expérimentation est à la base de l'action préfigurative⁴⁶ ;
- *Secundo, la perspective* politique produite : les actions préfiguratives sont directement impliquées dans une critique constructive, au sens de Frère et Laville (2022), dans les cadres politiques existants ;
- *Tertio, la création de normes sociales* et de conduites spécifiques : qu'elles soient issues de l'expérimentation collective et personnelle ou de la théorisation politique, la préfiguration implique la création de normes sociales pour le groupe ;
- *Quarto, la consolidation* de ces normes à l'intérieur de l'infrastructure du mouvement : les normes créées doivent perdurer dans le temps, devenir un quasi-impératif pour les membres de l'organisation préfigurative et parfois même être visibles matériellement ;
- *Quinto, la diffusion* des idées véhiculées par ces alternatives : que ce soit par la création de médias alternatifs, d'événements de présentation ou d'ateliers, c'est le caractère public ou revendiqué qui constitue le dernier degré de préfiguration.

Enfin, il existe, dans la littérature sur la préfiguration, deux courants académiques bien distincts semblant s'opposer ou parfois se brouiller. « La préfiguration est soit une manière de mobiliser, où les « moyens reflètent les fins », à la suite de Boggs et Graeber entre autres, soit elle implique un projet alternatif ou parallèle, à la suite d'Epstein et Breines entre autres » (Yates, 2014, p.3) [Traduction libre]. Chez Jaster (2018, p.31 & p.13), l'un est parfois affirmé, suivi de l'autre, sans y noter la distinction pourtant claire.

D'abord, notons que, dans sa première conceptualisation, la notion de politique préfigurative est avancée comme un moyen, une stratégie, vers une conquête de la société civile⁴⁷. Boggs (1977) admet que ce seul moyen ne sera pas suffisant pour convaincre la totalité de la population et arriver à une véritable révolution. En revanche, la préfiguration est l'un des moyens à articuler pour arriver à cette fin.

⁴⁵ Nous évoquerons ici plutôt une question de degré de préfiguration politique. Cette adaptation est avant tout nécessaire pour intégrer les critiques faites par Jaster (2018) concernant les cinq processus présentés ici. Par degré de préfiguration, nous entendons ici son degré de signification politique : Yates (2014) définit les actions comme politiquement significatives si elles sont liées à un processus de changement social.

⁴⁶ Jaster (2018) ajoute que cette expérimentation peut également reposer sur des bases théoriques ou une référence historique.

⁴⁷ À cet égard, même si Boggs (1977) ne cite pas directement Gramsci en évoquant des concepts comme la société civile, il est sans doute directement influencé par lui. Il réserve d'ailleurs une analyse historique aux conseils communistes d'Italie du Nord, qu'il qualifie de préfiguratifs.

Au vu des données empiriques récoltées, nous nous rangeons du côté de ceux qui pensent la préfiguration comme un élément stratégique à mobiliser vers la révolution ou le remplacement des anciennes structures politiques par de nouvelles structures, issues notamment de l'expérimentation. La préfiguration est l'une des tactiques pour voir le projet hégémonique, au sens gramscien, advenir comme référence pour la société civile.

Dans un de ses ouvrages, Day (2005) déclare que *Gramsci est mort* et que ses conceptions ne sont plus pertinentes aujourd'hui pour analyser les mouvements anarchistes et les nouveaux mouvements sociaux. Day explique cette conception dans un chapitre traitant des pratiques préfiguratives. Il affirme qu'aujourd'hui, ce type d'action n'a plus pour but direct de réformer la société ou de mener à une révolution. Selon lui, les nouveaux mouvements sociaux utilisant la préfiguration sont avant tout motivés par « une orientation vers la satisfaction des besoins individuels/groupes/communautés par l'action directe » (Day, 2005, p.45) [Traduction libre]. Pour Day, ces groupes d'activistes rejettent même l'idée de révolution qui proposerait un projet totalisant alternatif à celui de la société capitaliste. Comme nous le verrons, ce reniement de l'espoir révolutionnaire est un élément que contredisent les données récoltées durant la présente recherche.

De plus, plusieurs articles se sont opposés à l'affirmation de Day (Patnaik, 2008 ; Ciavolella, 2015) quant à l'inutilité du concept d'hégémonie gramscienne en pointant une mauvaise compréhension de ce dernier, Day omettant sa dimension culturelle. Contrairement à Day, nous proposerons ici une lecture gramscienne, revisitée notamment grâce au travail de Mouffe & Laclau (2019), des matériaux récoltés sur le terrain, en intégrant la politique préfigurative comme tactique intervenant à l'intérieur de stratégies dans la lutte pour l'hégémonie. Nous rejoignons tout de même Day (2005) et Scott (Ciavolella, 2015) quand ils affirment le rejet manifeste d'une théorie comme la dictature du prolétariat ou de l'obligation de prendre le contrôle de l'État dans le discours des nouveaux mouvements sociaux.

3. La guerre pour l'hégémonie

Étonnamment, Gramsci⁴⁸ est un théoricien mal connu dans les sciences humaines francophones. Il est pourtant devenu un auteur tout à fait classique dans le monde anglo-saxon, un passage obligé pour les étudiants en sociologie ou en science politique (Keucheyan, 2012 ; Hoare & Sperber, 2013).

⁴⁸ Utiliser Gramsci, marxiste convaincu, dans un travail sur l'anarchisme peut étonner. Toutefois, Gramsci a participé à un mouvement italien proche de l'anarchisme : le mouvement autogestionnaire et autonomiste de conseil dans plusieurs usines à Turin et Milan. Il faudra attendre 1921 pour que Gramsci prenne un tournant autoritaire, selon la grammaire anarchiste, en soutenant l'existence d'un parti fort jouant le rôle d'indicateur de la direction à suivre ; il rejoindra dans la foulée le Parti communiste italien (Boggs, 1977 ; Hoare & Sperber, 2013). Ensuite, en 1926, il prendra position pour la coopérativisation des terres agricoles en URSS dans le cadre du débat entre Staline et Trotski (Piotte, 2020). Enfin, bien que Gramsci s'oppose au césarisme sous la forme de l'homme providentiel capable de guider tout le monde en période d'incertitude, il rejette également ce qu'il appelle le « césarisme sans César », où une poignée d'individus se présente comme la solution à une crise (Hoare & Sperber, 2013).

Son apport majeur, qui sera utile dans ce mémoire, est sans nul doute sa conception de l'hégémonie. Particulièrement, c'est le rapport profondément stratégique qu'induit Gramsci dans l'utilisation de son concept d'hégémonie : son analyse presque sociologique de l'État et de la société civile est directement liée à ses préoccupations anticapitalistes révolutionnaires. Pour atteindre son objectif, il faudra passer par la lutte pour l'hégémonie (Keucheyan, 2012 ; Hoare & Sperber, 2013). La théorie critique manque de ce pan stratégique, pourtant souvent invoqué par les militants anarchistes dans leur production de discours et d'actions.

Pour comprendre le concept d'hégémonie chez Gramsci, il nous faut définir plusieurs notions annexes. D'abord, la culture peut être définie comme la manière de vivre au quotidien en société. Elle se réfère à la manière dont un individu conçoit son action et sa pensée du monde social qui l'entoure. La culture peut être comprise comme un halo qui permet à la population de voir et de comprendre le monde ; il la nomme le *sens commun*⁴⁹ (Hoare & Sperber, 2013). C'est cette culture, telle que décrite par Gramsci, que les militantes tentent de faire évoluer. Le combat politique se mène principalement sur le terrain de la culture.

En outre, c'est ici que Gramsci introduit sa définition de *l'intellectuel* : celui qui produit et diffuse le savoir dans la société. L'intellectuel n'est pas un esprit éclairé plus intelligent que les autres. Bien au contraire, ce qui fait d'un individu un intellectuel est son rôle social : le travail intellectuel est le travail de diffusion d'une vision du monde⁵⁰ quel qu'elle soit [*Weltanschauung*] (Piotte, 2020). Gramsci donne également une importance particulière à un va-et-vient entre le travail intellectuel et les masses qu'il tente de transformer ; c'est ce qu'il nomme comme une *philosophie vivante* (Hoare & Sperber, 2013). Dans cette conception, on peut aisément constater une nuance intéressante avec l'avant-garde éclairée de la conception marxiste classique tant rejetée par les militants anarchistes.

Dès lors, le politique chez Gramsci est englobant. Le politique est défini comme l'action de transformation de son environnement social par un individu ; tous les individus sont impliqués dans le

⁴⁹ « Conception la plus répandue de la vie et de l'homme [pouvant être trouvée au sein de différents groupes sociaux à un moment donné de l'histoire] » (Gramsci cité par Hoare & Sperber, 2013, p.73).

⁵⁰ Gramsci distingue deux catégories d'intellectuels. D'une part, les intellectuels organiques sont directement liés à une classe dont ils tentent d'homogénéiser la vision et les aspirations ; d'autre part, les intellectuels traditionnels se voient comme indépendants et au-dessus des masses, mais, en réalité, se contentent de reproduire et défendre le système établi (Piotte, 2020 ; Cervera-Marzal, 2022).

Cette conception peut être jugée comme classiste et limitant la flexibilité du terme « intellectuel ». Nous rejoignons donc Mouffe & Laclau (2019), qui s'opposent à la notion de classe fondamentale jugée déterministe. Dans notre analyse hégémonique des pratiques anarchistes comme stratégiques pour mener à l'hégémonie culturelle, nous prenons en compte les critiques formulées par Mouffe & Laclau (2019) à l'encontre de la notion gramscienne. D'abord, il est important de dépasser la vision dualiste issue du marxisme classique entre infrastructure et superstructure : la première, synonyme de la base économique de la société, déterminerait la seconde, le politique et l'idéologie. Dans cette même idée, Gramsci formule la notion d'hégémonie autour de celle de classe sociale économique : il affirme que, pour toute formation hégémonique culturelle, un principe unifiant unique est toujours nécessaire, et que ce principe doit être une classe fondamentale. Cette affirmation donne un caractère déterministe à l'économie dans le processus de recomposition hégémonique. Les auteures proposent une reconstruction de ce concept pour lui retirer son noyau essentialiste et le rendre plus flexible et inclusif.

politique : « Chaque homme, en tant qu'il est vivant et actif, contribue à modifier l'environnement social dans lequel il se développe (c'est-à-dire à en altérer certaines caractéristiques et à en préserver d'autres). Autrement dit, il tend à établir des « normes », des règles de vie et de conduite » (Gramsci cité par Hoare & Sperber, 2013, p.46). Il rejette alors également le monde politique comme champ autonome et l'incorpore profondément dans le social.

Son rejet du monde politique est même supérieur à cette seule nouvelle définition du politique. Il nomme également *société politique* tout ce qui relève de la contrainte et de la coercition sur les individus, que ce soit par la force ou par le juridico-administratif. Il oppose alors la société politique à la *société civile*, qu'il conçoit comme tout ce qui ne fait pas partie de la reproduction économique ou étatique. La société civile est le lieu du débat, du changement et de la persuasion ; les syndicats, les églises, les partis politiques et les médias en font partie. L'État devient alors l'instrument de la domination coercitive de la société politique, qui œuvre pour préserver les hiérarchies et « obtenir un consentement actif des gouvernés » (Gramsci cité par Hoare & Sperber, 2013, p.48). Cette position sur l'État est d'autant plus étonnante qu'elle semble proposer de faire de la conquête de l'État un objectif secondaire pour parvenir à la révolution. Ce qui empêche la révolution, c'est la faiblesse des idées révolutionnaires dans la société civile, ce qui permet au pouvoir de garder sa légitimité. Il faut passer par une transformation des actions intellectuelles dans la société civile si l'émancipation espère advenir ; c'est là que se situe le vrai champ de bataille pour l'hégémonie⁵¹ (*ibid.*).

Chez Gramsci, le concept d'hégémonie est tout à fait particulier. D'une part, il désigne l'action politique d'un groupe vis-à-vis d'un autre. D'une autre part, l'hégémonie repose sur des considérations culturelles, morales et cognitives. Elle devient la capacité pour un groupe d'intellectuels de rassembler d'autres groupes autour de leur vision. L'hégémonie peut d'ailleurs être conçue comme une fin, Gramsci estime que la société capitaliste libérale dispose d'un appareil hégémonique se reproduisant en permanence grâce à l'éducation. L'appareil hégémonique repose principalement sur le consentement des autres groupes dans la société civile mais aussi sur la coercition propre à la société politique⁵². La question que pose alors Gramsci est la suivante : comment arriver à une nouvelle hégémonie ? La précondition majeure est la prédominance de l'idéologie visée dans les différentes sphères de la vie sociale, c'est-à-dire dans la révolution du sens commun (Hoare & Sperber, 2013).

C'est dans une métaphore militaire pour la conquête de la société civile qu'il avance la distinction entre *guerre de position* et *guerre de mouvement* sur le terrain de la lutte politique. La guerre de mouvement est une analogie renvoyant à la révolution d'Octobre 1917, où les bolchéviques ont réussi à prendre le

⁵¹ Notons que Gramsci ne donne jamais de définition totalement figée de l'hégémonie. Il parle de plusieurs hégémonies ou de forces hégémoniques en lutte pour imposer leur conception du monde (Hoare & Sperber, 2013).

⁵² Sur ce point, nous pouvons d'ailleurs faire l'analogie entre la guerre de position, relevant du consentement, et la guerre de mouvement, relevant de la coercition : même si une grande partie de la population change sa vision du monde, on peut facilement imaginer la violence que pourrait engendrer la révolution lorsqu'elle adviendra (Hoare & Sperber, 2013).

pouvoir par une appropriation directe de l'État. Gramsci estime que ce genre de révolution directe ne peut advenir en Europe industrialisée que par une phase préliminaire, qu'il appelle guerre de position. Dans cette conception, la guerre de position est un combat lent, de plusieurs années, difficile et nécessitant de l'inventivité pour réussir à s'imposer dans la lutte culturelle et idéologique⁵³ de la société civile contre l'appareil hégémonique en place. La guerre de position est une guerre politique menée directement par les intellectuels pour atteindre l'hégémonie culturelle dans la société civil. Une fois cette hégémonie conquise, la guerre de mouvement deviendra possible (Hoare & Sperber, 2013).

⁵³ Chez Gramsci, l'idéologie est une conception particulière du monde qui peut se manifester dans toutes les manifestations de la vie, qu'elles soient collectives ou individuelles. Elle peut rassembler des groupes particuliers ou diviser des classes sociales. L'idéologie est donc une conception du monde qu'un groupe ou un individu tente de répandre (Hoare & Sperber, 2013 ; Cervera-Marzal, 2022).

CHAPITRE IV

Analyse

1. La politique préfigurative comme pratique militante : de l'individu

L'anarchisme est un mouvement politique basé sur l'horizontalité des relations et l'absence de pouvoir hiérarchique. Sur le plan de la visualisation organisationnelle, il paraît donc contradictoire de représenter ces relations – entre les individus, les groupes, les organisations, les fédérations, les fédérations internationales, les villages, les communes, *et cetera* – sous forme usuelle d'organigrammes typiques des relations caractérisées par un pouvoir hiérarchique inégal. La réponse des militants à cette problématique purement opérationnelle est la vision en cercles concentriques, de manière plus ou moins fluide et multiple. L'individu qui réfléchit à sa propre position est représenté par la plus petite unité, le centre du cercle. À partir de là, les institutions plus englobantes sont représentées par les cercles plus larges⁵⁴. La structure de cette analyse descriptive se basera sur cette représentation, partant de la politique préfigurative au niveau le plus personnel de l'individu pour arriver à la préfiguration des actions publiques ou des organismes plus larges.

1.1. De l'expérience du chercheur à un objet d'analyse

Comme nous l'avons relevé dans notre partie méthodologique, le chercheur lui-même doit pouvoir se prendre comme objet de sa propre analyse. Les matériaux issus de l'expérience sont l'une des forces recherchées par la mise en place d'une semaine de terrain. Dans cette optique, plusieurs éléments issus du journal de terrain doivent être pris en compte pour cette analyse.

Dans le journal de terrain, prenant un aspect réflexif, un moment particulier s'avère révélateur de nombreuses situations futures :

« La première interaction que j'ai eue avec un membre du groupe était avec [Lionel]. [...] J'ai évidemment commencé par le vouvoyer, c'est un vieil homme imposant, mais il m'a très vite répondu : « Moi, je ne te vouvoierai pas, mais toi, tu fais comme tu veux. » Il m'a ensuite expliqué : « Être un anar, ça passe aussi par le langage ; moi je n'ai jamais vouvoyé personne dans ma vie [...] je ne veux pas parler différemment à des gens parce qu'ils sont censés être au-dessus de moi » » (Rouselle, 2024, journal de terrain).

⁵⁴ *E.g.* Prenons un individu rencontré lors du terrain : un individu adhère au groupe et participe potentiellement à ses réunions ou se voit attribuer un mandat ; ce même groupe adhère à la fédération anarchiste et participe à ses congrès et l'individu peut également y avoir un mandat ; cette même fédération est associée à l'internationale des fédérations anarchistes.

Cette première interaction marque immédiatement la présence de valeurs horizontales jusque dans les interactions entre les individus, qu'ils soient militants ou non. Elle dégage d'ailleurs une certaine forme de préfiguration : le monde parfait et futur de ce militant est un monde horizontal.

Ce n'est pas le seul passage du journal de terrain (Rouselle, 2024) qui présente un intérêt pour notre auto-analyse. À plusieurs reprises, on peut lire des notes majoritairement spontanées comme : « *je me sens écouté* », « *personne ne me parle de haut alors que j'ai parfois l'impression de ne rien savoir et de tout découvrir* », « *on m'a ensuite demandé de me présenter et de présenter mon travail [...] ils se sont montrés à l'écoute et intrigués* », ou encore « *On est allés manger en ville avec [une militante], [Lionel] et [les intervenants de la dernière réunion], dès qu'on est arrivés sur place, [Lionel] a demandé s'il fallait qu'on m'aide pour payer si j'étais dans le besoin* ». Ce mélange de sentiments diffus et d'anecdotes pourrait sembler sans importance, mais ceux-ci ont représenté un élément répété à de nombreuses reprises durant la lecture du journal de terrain. Ils permettent de s'imprégner de l'ambiance et du respect qui règnent dans ce groupe militant. Cette bienveillance manifeste est sans aucun doute à relier à l'importance d'accorder les moyens et les fins :

« Un des grands principes anarchistes, c'est bien que la fin ne justifie pas les moyens, la seule manière d'arriver à la fin qu'on désire, ce sont les moyens, on doit les faire correspondre. Utiliser cette simple règle permettrait d'améliorer facilement la société et rendre les gens plus heureux »
(Alec, 69 ans, militant belge).

Nous avons déjà insisté sur le caractère préfiguratif et anarchiste des actions des militants, mais avoir eu la possibilité de l'expérimenter fut un réel atout de compréhension. Cette attention proleptique et personnelle possède une perspective politique et créatrice de normes, au sens théorisé par Yates (2014). Les valeurs de respect, d'écoute et d'accueil sont d'ailleurs souvent mobilisées par les militants pour expliquer jusque leurs actions personnelles. La mobilisation de valeurs dans le discours des acteurs se voit également dans la raison qui les a poussés à accepter la venue d'un chercheur :

« Quand j'ai demandé pourquoi on m'accueillait si facilement, sans connaître vraiment mon sujet, on m'a répondu que c'était normal, qu'il fallait convaincre mais aussi aider » (Rouselle, 2024, journal de terrain).

L'accueil et la diffusion de leurs idées sont ici mis en équivalence ; l'objectif de propagande ne se fait pas sans une attention portée à tenir table ouverte. Pour les militants, ces attitudes sont directement liées à leur idéologie politique et ne peuvent donc être séparées. Ces constatations sont d'autant plus flagrantes lorsque l'analyse porte sur le mode de vie des individus eux-mêmes et sur la manière dont ce mode de vie se conjugue avec leurs idées.

1.2. Le préfiguratif du quotidien

Vivre son anarchisme dans la vie de tous les jours

Une des caractéristiques des mouvements utilisant la pratique politique préfigurative est leur capacité à adapter leur action quotidienne à la vision politique qu'ils souhaitent voir advenir. De cette manière, « les mouvements préfiguratifs finissent par (re)politiser ce qui est habituellement non politisé : la vie quotidienne, les espaces de (re)production privée, économique et sociale » (Monticelli, 2018 p.511 cité dans Schiller-Merkens, 2024, p.463).

Cette dimension est revenue de façon constante et insistante durant tous les entretiens, que la question soit directement posée ou non, signe de l'adaptation de la vie des militants à leurs idées politiques, parfois de manière mineure et diffuse comme une maxime à respecter en toute occasion, parfois de manière absolument perceptible et incontournable. Pour illustrer cette normativité sociale, nous prendrons deux cas révélateurs : celui de Daniel et celui de Lionel.

Daniel explique notamment que le rejet de la hiérarchie est un élément qu'il tente de faire paraître dans toutes ses interactions au quotidien. Même quand le cadre n'est pas idéal, il tente de mettre en place autant d'horizontalité que la situation le lui permet. Il explique par exemple que sur son lieu de travail, où il doit parfois être mis à la tête d'une équipe, il préfère toujours aligner sa position face aux employés censés être sous sa responsabilité :

« Un truc que je fais comme anarchiste au quotidien, c'est que malgré mon grade, je suis bienveillant et je ne regarde pas de haut, je ne prends pas l'attitude de petit chef qu'on combat justement. C'est purement dans l'idée de l'entraide, c'est très Kropotkine » (Daniel, 54 ans, militant français).

C'est donc son bagage théorique anarchiste qui le pousse à l'expérimentation de nouvelles formes de travail. Ses actions revêtent un caractère préfiguratif dans ses relations avec les autres (Boggs, 1977) s'inscrivant dans une critique de la verticalité accompagnée par des propositions innovantes. En revanche, son degré de signification politique reste relativement peu constatable, n'expliquant pas directement sur son lieu de travail les raisons et les valeurs qui sous-tendent son action. Il ne se livre pas au dernier processus théorisé par Yates (2014) : celui de la diffusion. Son action se rapproche plus de ce que Jaster (2018) avait nommé *valeur-rationnelle* dans une idée de diffusion des exemples.

De manière bien plus claire, Lionel a vécu, comme d'autres enquêtés (e.g. Alan et Emilie), dans une communauté directement issue des idées libertaires. Ce mode d'organisation sociale est exprimé comme un besoin de vivre en adéquation, au quotidien, avec les valeurs proposées par le projet anarchiste. Sa vie et sa carrière militante sont jonchées d'anecdotes qu'il juge significatives pour comprendre son idéologie : allant du refus du bizutage durant ses débuts en école normale à son besoin constant de continuer la lutte malgré le rapport de force défavorable.

« Ma pratique militante que j'ai le plus faite, c'est de rester cohérent avec mes idées, refuser la hiérarchie, de me laisser faire, de baisser les bras [...]. Je suis pour vivre au plus près de mes idées, j'ai des relations égalitaires avec les gens, je ne me suis pas marié, j'ai vécu dans une communauté » (Lionel, 73 ans, militant français).

Le cas de la vie en communauté est d'autant plus révélateur qu'il prend un caractère grandement préfiguratif et critique dans le discours du militant. L'objectif formulé par Lionel est de proposer des actes et des expérimentations d'alternatives aux modèles consensuels, notamment familial et salarial.

« J'ai vécu en communauté pendant 25 ans, c'est une expérience qui correspondait à mes idées, je ne voulais pas reconstituer une cellule familiale patriarcale donc j'ai vécu en communauté pendant cette époque [...]. C'était très organisé et cohérent [...], on avait opté pour une égalité des salaires, donc on faisait une péréquation avec nos salaires [...], on gardait 60% du salaire moyen et les 40% après étaient gérés collectivement, au bout des années ça a bougé un peu, on ne pouvait modifier les choses que dans un sens positif [...]. Le fait de faire une péréquation des salaires, si certains avaient des gros salaires certains pouvaient vivre dans la communauté en ne faisant rien [...], du coup on avait fixé un cadre plus juste, notamment qu'on ne pouvait pas demander à quelqu'un deux fois plus que celui qui payait le moins, on a fixé ce seuil. Sur la même réflexion on a mis un seuil de l'autre côté, si tout le monde était au minimum, au SMIG [ancêtre du SMIC], ben la participation minimum ça serait 40% du SMIG [...]. On avait aussi un budget pour la bouffe, une personne qui allait faire les courses était remboursée par le trésorier [...]. Le trésorier était en place pour le mois » (Lionel, 73 ans, militant français).

Cet extrait d'entretien montre également comment les choses ont évolué avec le temps. Au départ de cette communauté, les salaires étaient tous mis en commun avant que la péréquation des salaires soit mise en place, suivie des seuils. On remarque encore une fois le caractère expérimental caractéristique des pratiques préfiguratives. Lionel développe son histoire autour d'un rejet amenant une autre proposition en action : ce double mouvement est proche de ce que Frère & Laville (2022) décrivent comme une critique constructive mais ici pris dans le quotidien passé de Lionel. L'enquête ajoute :

« On a créé cette communauté dans la deuxième vague de leur arrivée après mai 68, on pensait que par notre présence on arriverait à montrer un exemple [...]. Cette communauté était vraiment basée sur les idées libertaires, y'avait même un drapeau noir sur le toit de la maison, c'était très intéressant » (Lionel, 73 ans, militant français).

La communauté libertaire décrite ici est sans nul doute une expérience de vie relevant de la préfiguration politique, que ce soit dans son objectif de diffusion, dans sa solidification structurale de normes intégrées ou dans sa perspective politique (Yates, 2014).

Jaster (2018) théorise déjà l'importance de considérer des actes de la vie de tous les jours comme relevant de la préfiguration politique, bien que n'ayant pas de visée purement publique ou propagandiste. Ces éléments n'auraient pu être analysés sans prêter attention à la carrière et la vie des militants. Observer et questionner des actions qui ne sont pas directement revendiquées comme militantes nous a permis de trouver des critiques constructives dans des discours et actions du quotidien des enquêtés.

Des anarchistes illégalistes aux illégalismes foucauldien des anarchistes

Un autre exemple particulièrement évocateur du phénomène d'association des valeurs politiques et du mode de vie des militants anarchistes est celui de la décroissance. Une majorité des militants rencontrés se réclame directement d'un mode de vie décroissant comme en lien avec leurs luttes anarchistes. Tous l'évoquent comme un impératif moral qui devra bientôt s'imposer à l'ensemble de la population pour la préservation de la Terre.

Le cas le plus fort, mais aussi le plus intéressant, est ce militant – dont nous tairons le nom et la nationalité pour des raisons qui deviendront évidentes – qui a pris la décision de vivre dans une yourte de façon autant autonome que possible. Cet enquêté vit avec quelques animaux, un champ et plusieurs panneaux solaires :

« On se différencie aussi du marxisme avec ça [...]. Je n'attends pas qu'on transforme la société pour changer ma façon de vivre de manière décroissante et anarchiste [...]. Je vis dans une yourte, ça m'apporte beaucoup de bonheur, je suis super heureux. Je suis dans la décroissance, je travaille la terre, c'est hyper important pour moi » (militant, pleinement anonymisé).

La pertinence du témoignage réside dans son articulation avec un ensemble de discours annexes relevant des illégalismes quotidiens et nécessaires tels que théorisés par Foucault (1975) dans son célèbre ouvrage *Surveiller et punir*. Dès lors qu'il est peu courant d'associer les pratiques politiques préfiguratives quotidiennes à l'illégalisme, nous devons expliciter cette approche. Cette double conceptualisation repose sur deux fondements majeurs.

D'abord, le terme « illégalisme » n'apparaît pas pour la première fois chez Foucault mais bien dans la littérature anarchiste. Plusieurs définitions de ce terme figurent notamment dans l'encyclopédie dirigée par Faure (1934), que nous avons citée précédemment, soit quatre décennies avant l'apparition de *Surveiller et punir* (Foucault, 1975). Dans son ouvrage, Foucault reste pourtant assez vague sur les apports, pourtant manifestes, de sa conception de l'illégalisme, de l'histoire libertaire. Il ne cite qu'une seule fois le terme « anarchistes » (p.342) sans leur attribuer la parenté du terme. L'anarchisme illégaliste est un mouvement né à la fin du 19^e siècle reposant sur la théorie de la *reprise individuelle* : face à l'État bourgeois, qui dépossède la population dans un vol permanent rendu possible par son rôle d'exploitant, le droit de restitution de ce qui fut volé apparaît comme réponse jugée comme légitime par certains.

C'est dans cette idée que de nombreux vols, escroqueries et braquages furent réalisés. Ce mode d'action s'amplifiera avant de prendre une tournure sanglante avec la Bande à Bonnot, dont les exactions se conclurent par la condamnation à mort de plusieurs de ses membres (Bernard, 2015). Ces pratiques illégales et terroristes relèvent de ce que les anarchistes appelaient la propagande par le fait : « la propagation de l'idée révolutionnaire doit se faire en actes, par tous les moyens y compris terroristes » (Chambost, 2017, p.3). Dans ce sens, l'illégalisme est interprété comme une révolte contre l'ordre établi, une propagande par le fait dénonçant et démontrant l'illégitimité des règles et des structures pour qui peut repérer l'inégalité et la domination⁵⁵ (*ibid.*).

Ensuite, il nous faut nous atteler à comprendre ce qui relie la conception de Foucault et celle des anarchistes. Foucault construit la notion d'illégalisme pour permettre l'utilisation d'un substitut à la notion de délinquance. La délinquance « est une forme d'illégalisme » (Foucault, 1975, p.323) qui est peu dangereuse et très contrôlée ; elle marque la limite entre ce qui est toléré ou non. C'est un illégalisme utile qui sert d'exemple et de catalyseur. Lascoumes, dans son article synthétique de l'illégalisme foucauldien, résume cette notion comme « l'ensemble des pratiques sociales de jeu avec les règles sociales » (Lascoumes, 1996, p.81). Chez Foucault (1975), on peut aussi voir l'illégalisme comme un moyen de revendication politique, comme c'est le cas, par exemple, du refus de l'impôt ou de la conscription. Des pratiques illégalistes ont pour but de « changer le gouvernement et les structures mêmes du pouvoir »⁵⁶ (p.319). Il affirme d'ailleurs qu'une large part des pratiques illégalistes sont profondément politiques, s'opposant à des lois établies pour servir l'intérêt d'une élite. C'est dans cette dernière conception de l'illégalisme que Foucault rejoint pleinement les anarchistes d'antan.

Dans leurs conceptions primaires, les illégalismes foucauldien et anarchiste se rejoignent ; on les a pourtant trop souvent présentés comme totalement distincts. Bien sûr, la notion de Foucault est bien plus complexe et détaillée qu'on ne le laisse entendre ici ; de même, il ne faudrait pas glorifier les actes anarchistes qui relèvent du terrorisme comme une insurrection populaire aux pratiques justes. En revanche, nous pouvons sans doute réconcilier ces deux termes dans leur fondement : les deux reposent sur une remise en question de la légitimité du pouvoir et de ses lois.

Les anarchistes rencontrés lors de cette recherche expriment un rejet univoque pour la forme d'action meurtrière et terrorisante de la fin du 19^e siècle. Cependant, ils ne sont pas étrangers à l'utilisation de l'illégalisme, dans le sens proposé par Foucault, tout en y afférant une critique constructive anarchiste dénonçant les lois comme illégitimes. Une des forces d'une recherche de terrain et d'entretiens informels

⁵⁵ « Avec les lois 'multipliées, injustes, inutiles, obscures', nous répudions la légalité 'pénible, inique, tracassière et incertaine' qui lui fait cortège (...) Nous constatons que, sous le prétexte de canaliser 'harmonieusement' la vie sociale, la légalité nous étouffe ; plus encore, comme disait Viennet, que 'la légalité nous tue !' » (Faure, 1935, cité par Chambost, 2017, p.4).

⁵⁶ *E.g.* Ce qu'il nomme brigade politique réalisant des illégalismes pour protester contre des lois qu'elle juge injustes (Foucault, 1975).

a été la possibilité de voir ce qui n'a vocation à être vu mais qui relève tout de même d'une certaine forme de pratique illégaliste politique et préfigurative⁵⁷.

Reprenons le cas présenté antérieurement : ce militant anarchiste habitant dans une yourte pour correspondre au mieux à ses valeurs politiques a indistinctement développé un ensemble de pratiques connexes relevant de l'illégalisme foucauldien classique. Ces illégalismes que l'on pourrait qualifier de nécessaires sont de plusieurs ordres, par exemple :

« Je vais chercher mon bois, pour me chauffer et faire de la cendre, dans une forêt privée pas loin d'ici, ça me fait une petite marche de temps en temps [...]. Oui, la forêt est privée, mais en général on ne me dérange pas ; de toute façon c'est un bien commun, ça devrait appartenir à tout le monde » (militant, pleinement anonymisé).

On retrouve dans le discours de ce militant la double association de la pratique de l'illégalisme : l'anarchiste, héritée de la dénonciation des règles illégitimes propres aux illégalistes du siècle dernier, et la pratique coutumière utile, proche du jeu avec les normes propres à toutes les classes sociales. Cette association double est d'autant plus visible dans un second illégalisme permanent de ce militant :

« Le terrain sur lequel ma yourte est ne m'appartient pas [...] donc actuellement c'est une situation illégale dans laquelle je suis, mais c'est aussi ici que j'ai mon champ et tu sais, pour moi, la terre appartient à ceux qui la travaillent » (militant, pleinement anonymisé).

L'enquête me raconte également que ce jeu avec les règles doit être mis en perspective avec les relations qu'il a dû développer avec une partie des habitants locaux. De même que, comme l'a démontré Bleil, les sans-terres brésiliens devaient avoir l'approbation de la population locale pour occuper des parcelles de sol cultivable (Frère, 2011), ce militant est confronté au même cas de figure. Il explique notamment avoir déjà eu des problèmes avec les habitants qu'il a été amené à convaincre du bien-fondé de sa présence et à débarrasser de leurs préjugés découlant de son statut d'anarchiste notoire.

D'autres exemples similaires jalonnent la carrière militante de chaque personne interrogée. Par exemple, quand l'enseigne de la librairie nouvellement acquise a dû être changée, par conviction politique, les militants ont décidé de ne pas déclarer cette modification aux institutions basées à Paris, déclarant que : *« ce centralisme ne fait aucun sens, c'est une décision personnelle, au pire locale, mais demander à quelqu'un à la capitale si on pouvait changer l'enseigne, c'est typiquement ce contre quoi on se bat »* (Rouselle, 2024, journal de terrain).

Les anarchistes pratiquant l'illégalisme ont abandonné sa dimension propagandiste mais ont gardé la revendication politique pour justifier ces actions. Le refus de se plier aux règles jugées illégitimes

⁵⁷ Par exemple, sur cette question, Jaster (2018) prenait le cas de communautés religieuses qui, sans nul doute, auraient voulu voir leur modèle sociétal devenir pérenne et devenir un exemple, restaient pourtant coupées du monde social.

devenir une constante quand cela est possible. Les braquages, les meurtres et les vols violents ne sont plus au programme ; ils ont été supplantés en grande partie par des actions politiquement préfiguratives, malgré leur nature discrète. Notons enfin qu'une recherche anthropologique de plus longue durée aurait sans doute permis d'identifier davantage d'illégalismes politiques de ce type. De plus, une partie de ceux qui ont pu être dégagés des entretiens n'a pas été intégrée à ce mémoire pour respecter la volonté des militants interrogés.

En définitive, que ce soit dans la pratique d'illégalisme ou d'action quotidienne, on retrouve des pratiques politiques préfiguratives cachées dans ces gestes de tous les jours. À ces pratiques sont toujours liées une critique et une proposition correspondante issues du projet libertaire. Ces pratiques n'ont pourtant pas vocation à être vues et ne se réclament pas directement de la démonstration d'alternatives. Il n'en reste pas moins intéressant de les analyser pour qui veut saisir dans son entièreté ce qui définit le militantisme de ces anarchistes proclamés.

2. La politique préfigurative comme pratique militante : à l'organisation

2.1. Le préfiguratif dans les organisations militantes locales

L'autogestion comme impératif militant

Une grande majorité des penseurs libertaires ont théorisé la question de l'organisation (Guérin, 1981). Peut-il y avoir une organisation sans autorité et sans pouvoir ? L'anarchisme est-il synonyme de désordre ? L'organisation sociale peut-elle être horizontale ? À toutes ces questions, les anarchistes répondront que le projet libertaire se base sur « une nouvelle forme d'organisation, [qui] doit se faire librement, socialement et, avant tout, partant de la base » (Voline, cité dans Guérin, 1981, p.62). Ce nouveau mode d'organisation libertaire ne peut être que d'un seul ordre pour ces anarchistes : autogestionnaire.

Les anarchistes définissent donc le futur libertaire comme intrinsèquement lié à l'organisation sociale autogestionnaire. Il serait alors peu étonnant, au vu de nos observations précédentes, que les militants calquent leur mode d'organisation politique sur ce modèle proleptique. C'est effectivement ce qui a pu être observé notamment dans la gestion de la librairie :

« La librairie est gérée par le groupe et le groupe est géré de manière anarchiste et donc autogestionnaire, c'est ceux qui sont concernés qui gèrent. Et d'ailleurs, s'il y a des gens dans le groupe que ça n'intéresse pas, les tables de presse ou la librairie, ben ils ne sont pas obligés de s'y impliquer mais du coup ils laissent aussi les autres s'en occuper » (Alexandre, 34 ans, militant français).

En accord avec les principes anarchistes, l'organisation de la librairie – mais c'est tout aussi exact pour la bibliothèque sociale ou toute autre structure mise en place par le groupe anarchiste français – se fait alors en autogestion.

« [Grâce à la présence de la librairie, de] nombreux militants ont rejoint, et avec cette arrivée, elle a un peu changé ; tout le monde y a mis sa patte » (Béatrice, 35 ans, militante française).

Pour les militants, comme le sous-entend Béatrice, l'autogestion se définit indistinctement par cette porte ouverte laissée aux changements matériel et organisationnel propres à ce mode de prise de décision. En outre, c'est dans cette attitude que se traduit l'importance donnée à la symétrie entre les moyens et les fins. Un enquêté résumait le caractère préfiguratif de leur gestion des locaux militants comme suit : « *Tout le monde peut venir proposer quelque chose et là c'est la société en devenir* » (Lionel, 73 ans, militant français).

La référence à l'autogestion est aussi invoquée dans le discours militant pour expliquer le mode d'organisation des prises de décisions quant aux actions militantes à réaliser. Dans les groupes rencontrés, l'autogestion implique généralement deux constantes : premièrement, tous les individus sont impliqués à la même hauteur, peu importe le projet, de telle sorte que tous peuvent bloquer une décision ou proposer une idée ; deuxièmement, personne n'est contraint à suivre le groupe ou à respecter une décision collective. Ces deux constantes sont également vraies pour la Fédération anarchiste, de manière encore plus marquée, que nous évoquerons ultérieurement.

De plus, plusieurs militants (e.g. Béatrice, Alexandre, Étienne et Alan) indiquent naturellement que l'autogestion fut révélatrice pour ces derniers. Le fonctionnement réel et potentialisateur de l'autogestion dans les modes d'organisation militante est une justification forte de leur engagement. Une enquêtée indique cette révélation comme un moment de bascule dans sa carrière militante : « *Quand je me suis rendu compte que l'autogestion ça fonctionne vraiment, là j'ai été vraiment convaincue* » (Béatrice, 35 ans, militante française). Comme indiqué par Day (2005), la pratique politique préfigurative peut constituer un vecteur puissant pour convaincre les personnes y assistant.

L'autogestion a en outre un caractère purement opérationnel dans l'aspect anti-autoritaire cher aux yeux des anarchistes : « *Pour éviter les prises de pouvoir dans les groupes, on a des mécanismes simples applicables même hors du cadre politique : rotation des tâches, mise en place de tours de parole, donner des tâches et être capable d'en rediscuter* » (Alec, 69 ans, militant belge). Dans cette dernière articulation, l'autogestion est conçue comme un moyen de protection contre les asymétries de pouvoir. De manière plus préfigurative, elle est aussi vue comme un modèle à poursuivre après la révolution pour maintenir une absence de pouvoir ou, du moins, une distribution horizontale de celui-ci.

Les coopératives autogérées

L'un des autres aspects liant fortement le mouvement anarchiste et la pratique politique préfigurative est l'attitude de ses militants consistant à s'impliquer dans un changement économique local, par la création de coopératives ou de collectifs de consommation basés notamment sur le principe de l'entraide. La transformation économique du micro-local en devient un exemple d'alternative non-capitaliste et de

modèle pour l'économie macro-future. Ces initiatives de création de coopératives ont également pour objectif la viabilité de ces pratiques sociales pour convaincre de manière publique les habitants (Schiller-Merkens, 2024).

C'est dans cette idée que les militants rencontrés, lors du terrain réalisé dans le cadre de cette recherche ont mis sur pied une coopérative alimentaire de trois cents adhérents et deux centres autogérés dans une rue non loin de leur librairie. En ce qui concerne la coopérative alimentaire, les militants expliquent que leur inspiration leur vient directement d'un groupe parisien avec lequel ils entretiennent de bonnes relations et qui avait déjà mis en place une *Association pour le maintien d'une agriculture paysanne* [AMAP] : « *C'est ce qu'on a essayé de faire ici dans la coopérative [de la ville], chacun gère les prix, la caisse, ça fonctionne bien et c'est une preuve d'alternative* » (Daniel, 54 ans, militant français). Pour les deux espaces autogérés, un militant explique brièvement leur fonctionnement en appuyant sur le caractère libre de l'utilisation : « *Y'a un espace culturel, là c'est pour les expositions, les concerts, les brocantes, ce qu'on veut [...]. Y'a la cantine autogérée, si tu veux faire un repas tu le fais, ça roule tout seul* » (Lionel, 73 ans, militant français).

Il nous faut tout de même préciser que, parmi ces trois initiatives innovantes et préfiguratives, c'est la coopérative alimentaire qui est utilisée par les militants comme un appui normatif fort et privilégié dans leur articulation de discours critiques du capitalisme. Un élément revenant avec insistance pour fortifier leur argumentaire est notamment sur le prix réduit et la qualité supérieure des produits vendus en coopérative en comparaison avec ceux des grandes surfaces. Un membre du groupe a notamment affirmé que « *le paradis, ça serait que tous les villages aient leur groupe anar avec une librairie et des coopératives autogérées d'alimentation ou autre* » (Rouselle, 2024, journal de terrain). Pour comprendre le fonctionnement de la coopérative autogérée, un militant donne un exemple :

« *[La coopérative alimentaire] elle est autogérée par les coopérateurs, donc par exemple si t'as ton voisin qui fait du miel, tu trouves qu'il est vachement bon, ben tu lui demandes s'il peut te vendre 10 pots pour la coopérative alimentaire, il va te donner un prix. Puis tu demandes à la personne qui est responsable des fonds, c'est la personne qui sait combien il reste sur les comptes pour savoir si on peut acheter, elle va te dire, « oui oui combien t'as besoin », tu vas lui dire 70 euros, cet argent te sera affecté, toi tu pourras prendre les pots à ton producteur [...]. Une fois en rayon, quand tu vois que t'en as vendu presque aucun sur deux mois ben t'en reprendras pas, si par contre au bout de deux jours t'en as plus, tu en redemandes 10 à ton producteur et tu rappelles la trésorerie [...]. Le plus important c'est de s'assurer que le producteur est payé » (Lionel, 73 ans, militant français).*

Ce fonctionnement autogéré est indissociable d'un autre aspect de la coopérative alimentaire basée sur le modèle de la coopérative parisienne : le groupe a décidé de ne pas informatiser la coopérative pour garder un lien social et, surtout, pour que tout le monde puisse être actif au même niveau et que la gestion

ne soit pas laissée uniquement aux personnes capables d'utiliser l'informatique. C'est donc dans un cahier en papier que toutes les transactions commerciales sont consignées, sans aucune surveillance ; le coopérateur achetant un aliment va l'ouvrir et indiquer le total du coût de ce qu'il a acheté, ce qui sera ensuite retiré de son compte. Bien sûr, cette autogestion a rapidement posé des questions, particulièrement sur le potentiel excès de confiance qui serait donné au coopérateur. Les militants s'en défendent :

« Je sais qu'on est dans un monde capitaliste, mais faut savoir faire confiance ; quand on me demande si on n'a pas peur des vols, je réponds toujours « tu comptes voler toi ? Ben alors, pourquoi t'en as peur ? » (Rouselle, 2024, Journal de terrain)

L'autogestion passe alors aussi par une confiance que les membres de la coopérative s'accordent mutuellement. Elle propose une alternative au capitalisme dans une pratique entièrement préfigurative, tout en formulant une critique constructive par le modèle de la coopérative. Cette critique négative – du capitalisme – articulée avec cette critique constructive – par l'exemple de la coopérative autogérée – ne se retrouve sans doute pas dans les discours de tous les coopérateurs : dans ce lieu, on parle assez peu de politique. Bien sûr, l'inspiration libertaire ne fait pas de doute ; plusieurs références assez claires sont visibles dans le bâtiment. En revanche, le caractère autogestionnaire implique que la coopérative est gérée par des personnes non-militantes désirant uniquement faire des achats de produits locaux. Comme nous le verrons plus tard, cela ne représente aucunement un paradoxe dans l'attitude propagandiste des militants, la coopérative relevant avant tout d'une stratégie de refonte du paysage culturel.

Dans son article sur la préfiguration politique des modèles économiques alternatifs, Schiller-Merkens (2024) relève que « la diffusion des alternatives sera non seulement « politiquement chargée d'en bas (c'est-à-dire par ceux qui soutiennent les alternatives) », mais aussi « politiquement contestée d'en haut (c'est-à-dire par les puissants en place) » » (King & Pearce, 2010, p.258 cité dans Schiller-Merkens, 2024, p.470) [traduction libre]. Cette deuxième dimension est directement verbalisée par les militants coopérateurs, notamment sous la menace d'une poursuite pour concurrence déloyale : cette obligation légale les contraint à restreindre l'achat de produits dans la coopérative alimentaire et l'obtention de repas dans la cantine autogérée uniquement aux coopérateurs. En outre, pour expliquer que la coopérative et la librairie ne subissent pas de contraintes plus fortes de l'État, les militants utilisent les termes de « *caution démocratique* » (Rouselle, 2024, journal de terrain). Les laisser exister relèverait, selon les militants, d'un exemple des pouvoirs communaux en place pour prouver que la démocratie s'exerce bien : « *regardez, on laisse même des anarchistes avoir une librairie ici* » (Rouselle, 2024, journal de terrain). Il va sans dire que pour les enquêtés, cette caution sera annulée au moment où leur anarchisme en actes préfiguratifs prendra une place trop importante et sera en passe d'obtenir un vrai poids politique.

2.2. Le préfiguratif dans les organisations à grande échelle

L'appui normatif du fonctionnement de la Fédération anarchiste

Dans une unanimité, chaque personne enquêtée étant affiliée à la Fédération anarchiste porte sa structure décentralisée comme modèle et comme appui normatif à la critique de l'infaisabilité du projet libertaire à grande échelle. De manière synthétique, Béatrice explique comment elle imagine la société future libertaire :

« Concrètement, ça sera basé sur les petites échelles, des petits groupes, avec une communication. En fait, tout simplement ce que je vois à la FA : des petits groupes qui se retrouvent, puis qui mandatent des gens » (Béatrice, 35 ans, militante française).

Pour comprendre pleinement cette référence, le fonctionnement de la Fédération anarchiste doit être explicité. D'abord, l'affiliation à la Fédération anarchiste peut être individuelle ou groupale par une adhésion morale au pacte associatif du 74^e congrès de Rennes de 2016 et une adhésion financière par le biais de cotisations. Ensuite, cette fédération est basée sur la libre affiliation ; aucun individu ne peut être contraint, d'aucune manière que ce soit, à une action ou à une prise de parole. De plus, le fonctionnement se fait de manière horizontale, en autogestion ; aucun rôle de dirigeant ne peut être donné à un adhérent. En revanche, des secrétaires, responsables fédéraux et administrateurs sont tout de même nommés durant les congrès annuels. Ces exécutants sont mandatés pour réaliser des tâches précises et sont responsables individuellement devant le congrès – élément d'importance sur lequel nous reviendrons –, leurs tâches mal exécutées peuvent donc leur être retirées. Ces rôles sont regroupés en trois catégories de secrétariats : les secrétariats politiques, comprenant par exemple les relations extérieures et intérieures ; les secrétariats financiers et administratifs, comprenant par exemple la trésorerie fédérale et l'administration des entités fédérales (*e.g. Monde libertaire, Radio Libertaire*) ; enfin, les secrétariats internes, comprenant par exemple la mise en archives des documents de la fédération.

Il existe également plusieurs réunions fédérales permettant l'autogestion, dont la plus importante pour l'organisation de la fédération est sans doute le congrès annuel de la Fédération anarchiste. Ce congrès dure deux jours et demi et est l'occasion de prendre des décisions, de débattre de motions (souvent sous forme de textes courts exprimant le point de vue du congrès sur un sujet spécifique de société), de faire des propositions organisationnelles et de décider des campagnes (grands thèmes d'importance qui seront mis en avant par les organes de la fédération et par les groupes s'ils le souhaitent) à réaliser durant l'année à venir.

Ces congrès rassemblent plusieurs centaines de personnes. Dans ces conditions, prendre une décision au consensus – nous y reviendrons – peut paraître difficile. Pour pallier cette situation, plusieurs structures existent. D'abord, avant le congrès, est réalisée la tenue d'un comité de relation élargie pour

préparer l'ordre du jour. Ensuite, pendant le congrès sont organisées des *tables* de préparation au débat plus large en assemblée plénière. Durant ces *tables*, un président distribue la parole et un assesseur prend des notes en vue de synthétiser les différentes positions sur l'ordre du jour. Ensuite, les arguments de chaque groupe sont présentés à l'assemblée plénière par l'animateur de la discussion et le synthétiseur, permettant d'entamer les débats de manière plus structurée, profonde et rapide. Pour les enquêtés, sans ce mode de fonctionnement, le débat serait bien moins constructif et intéressant. Le débat en assemblée se fait également en suivant l'ordre du jour ; tout le monde peut prendre la parole et exprimer son opposition, peu importe son opinion durant les *tables* pré-débats.

C'est donc ce modèle d'action politique que les militants prennent généralement comme référence pour évoquer la faisabilité du projet libertaire à une échelle étendue comme celle de la France. La Fédération est vue comme fonctionnelle, permettant la lutte collective sans l'asservissement vertical typique des partis politiques classiques souvent cités en contre-exemple par les enquêtés. La Fédération permet l'action collective mais réserve une place prépondérante à l'autonomie de ses groupes locaux : elle est un soutien et un moteur. Elle a par exemple aidé au financement par un prêt à l'achat de la librairie par le groupe français enquêté. La Fédération anarchiste sert de lien entre les différentes entités et non pas de dirigeante :

« Cette Fédération anarchiste part de comités locaux puis construit une chaîne d'union progressive, on met des coopératives et des expériences innovantes en résonance, en lien. Puis au niveau étatique, ce n'est pas si con de faire comme ça aussi [...]. Pour moi, la société libertaire, c'est vraiment le modèle fédératif avec plein d'entités qui sont capables de se mettre en commun [...] notamment pour répondre aux besoins fondamentaux » (Étienne, 70 ans, militant belge).

C'est dans les discours militants qu'on peut comprendre pleinement le caractère préfiguratif de cette fédération. *A priori*, l'utilisation d'assemblées générales ou de réunions ne permet pas de projeter une vision politique en soi pour le futur. C'est dans la justification de leur action qu'ils expliquent en quoi cette organisation représente un modèle. Deux éléments sont d'ailleurs centraux dans ces discours critiques et constructifs d'alternative vivante : l'utilisation du mandat et du consensus.

Critique de la représentativité, construction pratique du mandatement

Le rejet de la démocratie représentative par les militants anarchistes a donné naissance à de nouvelles formes de pratiques démocratiques. La création de nouvelles structures politiques, comme le congrès annuel, a pour but de remplacer la structure politique existante par un modèle davantage inclusif, participatif et positif. Les critiques de la forme démocratique par la représentativité sont fortes et sans compromis possible. Un militant explique par exemple que :

« Le vote est une tromperie organisée, un système mis en place par la bourgeoisie pour faire croire au peuple qu'il peut choisir [...]. D'ailleurs elle a toujours le dernier mot, par exemple

le traité constitutionnel européen, on fait un référendum, 55 % contre, ben les parlementaires qui sont censés représenter le peuple votent le traité qui est exactement le même traité constitutionnel qui avait été voté » (Lionel, 73 ans, militant français).

Le cas du référendum pour la constitution européenne de mai 2005 est une référence forte dans la littérature française critique du système démocratique actuel. Une section de l'œuvre *La haine de la démocratie* (2005) de Rancière aborde cet exemple, le présentant comme cristallisant l'incapacité des technocrates de la démocratie représentative occidentale à entendre et considérer les décisions politiques émanant de leurs électeurs. Cet événement exemplifie, pour Rancière, le dysfonctionnement des mécanismes de légitimation démocratique. Cette conception de la démocratie représentative-parlementaire est donc vivement critiquée par les enquêtés, qui remettent en question son caractère démocratique même, certains la qualifiant de régime oligarchique. Le militant cité précédemment ajoute :

« Quand tu élis quelqu'un, tu ne peux pas lui demander de rendre des comptes car le mandat impératif est interdit par la constitution ; c'est la personne que tu as élue et si elle veut faire autre chose, elle peut, y'a rien de démocratique là-dedans » (Lionel, 73 ans, militant français).

En découle un impératif organisationnel : pour qu'une gouvernance soit démocratique, elle doit imposer l'obligation de rendre des comptes à ceux qui agissent au nom du groupe. Cette définition de la démocratie rejoint la théorisation de Pitkin (2013) mentionnée précédemment. À la différence de Pitkin, les militants interrogés aboutissent à un rejet total de la représentativité au profit du système par mandat impératif et révocable :

« [Dans la Fédération anarchiste,] pour décider de qui on met au niveau local ou régional, on fait des mandats. Le but ce n'est pas d'obliger les gens, c'est de savoir qui est motivé pour prendre le rôle, et on donne mandat impératif et révocable. Quand on arrive à la fin du projet, le mandat s'arrête » (Alexandre, 34 ans, militant français).

La représentation démocratique et le mandat sont deux modèles bien distincts. Le premier repose sur une délégation du pouvoir d'un individu à un autre, censé représenter ses intérêts et ses opinions (Pitkin, 2013). Le second, utilisé dans la Fédération anarchiste, est présenté comme la désignation d'individus à un poste pour réaliser des tâches précises avec la possibilité de révocation. Le mandatement est une forme de délégation contrôlée et codifiée pour construire une alternative pertinente au problème rencontré par la représentativité classique. Ce discours critique et constructif est directement verbalisé par les militants :

« La façon de s'organiser laisse deviner ce que tu veux mettre en place [...]. Les anarchistes sont contre le pouvoir ; pour nous un anarchiste est mandaté, pas pour décider à la place des

autres mais pour exécuter une tâche technique, s'il change d'avis ce n'est pas grave on va mettre quelqu'un d'autre » (Lionel, 73 ans, militant français).

Cette délégation se fait de manière minimale, en complémentarité d'une autogestion centrale dans la prise de décision importante en assemblée plénière. Ce mode de fonctionnement préfiguratif et prometteur, comme critique constructive, est accompagné d'un second mécanisme pour garantir le plein exercice de cette démocratie alternative dans sa déclinaison autogestionnaire : le consensus.

L'impératif du consensus

L'attention donnée au consensus n'est pas spécifique à la Fédération anarchiste ou à ses groupes. Yates (2014) explique notamment qu'une pratique politique peut être qualifiée de préfigurative lorsqu'elle utilise des mécanismes de prise de décision horizontaux : « l'exemple le plus typique est le recours au consensus ou à d'autres mécanismes de « démocratie directe » pour promouvoir une prise de décision égalitaire et l'organisation d'une action collective entre divers groupes (Maackelbergh, 2009, 2011) » (Yates, 2014, p.3). Schiller-Merkens (2024) constatait également une utilisation accentuée du consensus, de la participation directe et de la délibération collective dans les pratiques préfiguratives au sein de l'économie alternative.

Bien que cela soit également vrai pour les groupes, cet impératif devient davantage saillant et intéressant à l'échelle d'une fédération. Dans le discours des enquêtés, l'utilisation du mode de délibération au consensus est invoquée comme la forme la plus aboutie de prise de décision collective pour un ensemble de raisons. D'abord, le consensus permet d'éviter tout jeu de pouvoir : qu'un individu se retrouve seul à tenir sa position ou qu'il soit parvenu à convaincre, de manière légitime ou non, la majorité de l'assemblée plénière, son avis ne comptera pas de manière plus importante. Ensuite, le consensus permet d'éviter qu'une règle coercitive soit adoptée par le collectif. De nombreux enquêtés estiment que cette modalité de prise de décision ne permet que les décisions positives et constructives d'être considérées. Enfin, le consensus permet de rassembler la grande majorité des individus derrière une décision. L'ayant tous acceptée comme valide, ils seraient plus enclins à la faire vivre. En somme, pour les militants de la Fédération anarchiste, ce modèle permet de placer l'individu comme première unité de prise de décision politique dans une idée de démocratie participative. La participation n'est alors plus que conditionnée à la volonté de l'individu de s'inscrire dans le processus de prise de décision :

« Les groupes sont indépendants de la FA, et les individus sont indépendants des groupes. Mais on travaille au consensus, donc y'a rien qui peut se passer sans mon accord personnel, si par contre je pars en vacances et que je ne viens pas aux réunions, ben mon avis n'est pas pris en compte » (Béatrice, 35 ans, militante française).

Parfois, il peut arriver qu'un militant ne soit pas en accord total avec la proposition faite durant une réunion ou un congrès. Dans ce cas, deux options s'offrent à lui : il peut donner une opposition

obligatoirement argumentée et bloquer la proposition ou il peut se positionner en abstention amicale, marquant son opposition de manière publique tout en permettant la validation de la proposition. Un militant explique ce cas de figure courant et son intérêt démocratique :

« La démocratie c'est de faire en sorte que le collectif garantisse à chacun de faire ce qu'il veut, sans jamais rien lui imposer. Nous ici, quand on prend des décisions c'est à l'unanimité, y'a une possibilité d'abstention amicale [...] c'est-à-dire qu'on laisse faire sans s'obliger à y participer tant que ce n'est pas incompatible avec nos idées. Chez nous au groupe c'est pareil, si tu n'as pas envie de faire une action, t'es pas obligé de la faire. Le consensus c'est le summum du respect de l'individu, qu'il puisse bloquer une décision collective, la personne est responsable en tout temps [...]. C'est une démocratie au consensus » (Lionel, 73 ans, militant français).

Prendre une décision au consensus n'est pas présenté par les enquêtés comme quelque chose de facile ou de rapide. C'est pourtant dans sa difficulté et sa lenteur que les anarchistes de la FA voient sa valeur ; leurs militants expliquent que ce temps long, consacré à l'obtention de l'unanimité, est exactement ce qui permet à tous de s'exprimer et de s'investir dans un projet commun en lui donnant une légitimité inatteignable par un autre mode décisionnel. En outre, la valeur accordée au temps long est indistinctement mise en relation avec le temps court capitalistique régnant en maître dans toutes les sphères de la vie sociale. Affirmer que le *lent est beau*, c'est encore une fois affirmer qu'une alternative est possible.

L'exemple marquant de Saint-Imier

Un dernier événement fut inlassablement invoqué par les militants dans leur justification de la potentialité prometteuse de l'anarchisme à grande échelle : les rassemblements internationaux anti-autoritaires de Saint-Imier de 2013 et 2023. Saint-Imier est une ville du Jura suisse qui, en 1872, vit la création de la première Internationale anti-autoritaire, appelée Fédération jurassienne, marquant ainsi le divorce définitif entre les deux grandes formes de socialisme après l'exclusion de Bakounine par Marx et ses adeptes (Jourdain, 2020).

Ces événements ont été organisés sous l'impulsion des groupes locaux. Ils offraient, pendant 4 jours, l'occasion pour les anarchistes, sympathisants ou habitants de la région de se remémorer la fondation de la première Internationale. Basés sur l'autogestion, ces rassemblements permettaient à toute personne désirant participer à l'organisation d'y contribuer. De nombreuses activités étaient prévues, telles que des conférences, des ateliers, des tables de presse, des expositions, des films, des concerts, des débats et des expérimentations pratiques. Les rassemblements de Saint-Imier sont avant tout des moments d'échange et de liberté :

« Les gens qui organisent Saint-Imier, oui je vais dire ça comme ça, ils vont surtout s'occuper de trouver des espaces pour loger et de l'infrastructure [...]. Ils vont ensuite s'assurer que tout roule niveau bouffe, sanitaire, et cetera [...]. Le reste est super libre, tout le monde peut organiser ce qu'il veut avec une grande diversité de points de vue [...]. Cette pluralité permet de vivre la démocratie idéale [...], c'est un moment fort où tu te sens beaucoup moins seul » (Bastien, 35 ans, militant belge).

L'organisation se fait donc directement par les festivaliers bénévoles et motivés qui se répartissent les tâches. C'est une référence récurrente dans le discours des militants, pour qui l'événement représente une preuve du fonctionnement de l'autogestion libertaire :

« Saint-Imier rassemble plusieurs milliers d'anars, là l'autogestion marche en quatre jours, sur un parking où il n'y avait rien, on arrive à faire de la bouffe à l'heure, avec des alternatives véganes par exemple. Y a vraiment un truc où on est capable de s'organiser à grande échelle, plein d'ateliers dans tous les sens, avec notamment un salon du livre avec des stands venant d'Amérique latine, d'Asie, enfin des trucs super chouettes » (Alan, 33 ans, militant belge).

L'un des éléments marquants de cette organisation est la liberté et l'implication laissées aux participants. Aucun individu n'était contraint de s'engager dans l'organisation, de prévoir une activité ou de participer à un débat. En revanche, ceux qui éprouvaient un désir de contribuer à cette effervescence culturelle étaient encouragés et soutenus, notamment de manière financière. Sans ces initiatives personnelles de militants, cette rencontre serait sans doute restée une coquille vide. Bastien évoque avec intérêt cette place laissée aux pratiques individuelles :

« L'organisation est large et structurelle avec une grande place pour l'initiative, aux propositions, au DIY [Do it yourself] et à être responsable de ce que tu fais. Admettons que tu produises de la bouffe, ben y'a des gens qui vont venir bouffer mais eux qui viennent bouffer ils vont faire autre chose, avec tout ça y'a une forme de fluidité » (Bastien, 35 ans, militant belge).

De même manière, c'est le caractère préfiguratif qui semble jaillir des représentations de ses participants. Pour les enquêtés, Saint-Imier montre qu'une forme d'organisation libertaire est possible et enviable pour le futur. Le nombre de festivaliers pris en charge en serait la preuve ultime. La fierté pour un militant comme Alexandre qui s'est investi dans l'organisation de cette rencontre est tangible. Alexandre fut d'ailleurs membre de l'équipe responsable de la propreté du lieu, tâche d'importance selon lui pour représenter les valeurs de l'anarchisme et sa liaison avec la décroissance et l'écologie. Il raconte :

« Saint-Imier nous laisse toute la ville pour faire ce festival-là, avec six ou sept mille personnes et il se fait en autogestion. Par exemple, au niveau de l'organisation, y'avait la Team poubelle mais juste bêtement y'avait pas un chef des poubelles. T'avais quand même un pôle de gens qui

dispatchaient les aidants dans les teams mais pareil, sans chef » (Alexandre, 34 ans, militant français).

En outre, les différents militants rencontrés qui ont eu l'occasion de participer à ces journées dans le Jura suisse notent tout de même que c'est également un moment où de nombreux conflits et désaccords apparaissent au sein du mouvement anarchiste. Bastien affirme par exemple que « *c'est magique mais c'est un moment avec beaucoup de conflits entre les différentes représentations de l'anarchisme, parfois c'est même le bordel* » (Bastien, 35 ans, militant belge). Ces situations conflictuelles sont vécues comme des moments d'échange ; quand celles-ci deviennent violentes, elles sont généralement rejetées et qualifiées d'autoritaires. Ces interactions montrent, pour les militants, à quel point le projet libertaire reste flou, pluraliste et en constant changement. Ce caractère pluraliste, pour les enquêtés, ne représente aucunement une incohérence qui pourrait nuire à la fédération de leur combat comme relevant de la même logique. La potentialité d'un projet libertaire futur permet à de nombreux anarchistes de se réunir derrière ce qualificatif.

Finalement, les rassemblements anti-autoritaires de Saint-Imier sont devenus un référentiel fort pour les militants ; son caractère public, sa grande taille et son accord avec les principes anarchistes lui donnent un statut d'exemple privilégié. Ce type d'événements notoires participe à l'expansion des connaissances du plus grand nombre sur l'anarchisme et permet de combattre les préjugés péjoratifs lui collant à la peau. Il participe activement à rendre le *projet libertaire pluraliste* davantage palpable et convaincant.

3. Comment gagner la guerre pour l'hégémonie ? La politique préfigurative comme une tactique parmi d'autres

Nous avons précédemment exploré les différentes pratiques anarchistes en les inscrivant dans diverses catégorisations, ce qui nous a permis de mieux comprendre les enjeux et les valeurs invoqués par les militants. En revanche, si notre objectif reste de répondre à la problématique du dépassement des consensus parlementaires-libéraux, nous devons maintenant nous poser une question plus globale. Si notre analyse a sans doute permis de montrer que le dépassement est possible et tangible, il reste à savoir comment et pourquoi la diffusion de ces alternatives se réalise. Nous optons ici pour l'idée d'un cadre stratégique et théorique réfléchi par les militants, dont les pratiques préfiguratives sont un élément. Il s'agit d'un choix théorique réalisé grâce au terrain mais aussi intégré au débat de la littérature sur la préfiguration politique.

De plus, plusieurs auteurs (Schiller-Merkens, 2024 ; Yates, 2014 ; Boggs, 1977) affirment que la préfiguration possède une dimension profondément politique dans sa diffusion. Celle-ci peut se manifester soit par l'espoir de servir d'exemple à suivre, soit par l'intention de propager directement ces idées. Schiller-Merkens (2024) explique que la préfiguration joue un double rôle : elle est à la fois expérimentale et incitative, encourageant les individus à adopter des actions politiques similaires. Pour

cette autrice, réduire la préfiguration à une micropolitique de groupes revient à nier en partie ce qu'elle représente pour ces mouvements. En fin de compte, la préfiguration vise à contribuer, d'une manière ou d'une autre, à la transformation du monde social.

Cette analyse stratégique de la préfiguration comme tactique est importante pour la replacer dans son contexte plus large et conscientisé par les militants (Maekkelbergh, 2011 ; Schiller-Merkens, 2024 ; Yates, 2021). Prises indépendamment, les pratiques militantes pourraient sembler de simples actions isolées avec des objectifs à court terme. Cette vision nous éloignerait de la réalité du terrain, qui montre qu'elles sont intégrées dans un objectif révolutionnaire bien plus global. En ce sens, nous estimerons que les militants peuvent être analysés comme l'intellectuel gramscien dans une conquête stratégique de l'hégémonie.

3.1. Première stratégie : *Le persuadeur permanent*

Le rôle prédominant qui est donné par les enquêtés à l'éducation semble rejoindre parfaitement la définition que donne Gramsci du politique. Faire du politique, c'est changer le monde autour de soi. Ce changement ne se fait toutefois pas sans base de référence, c'est là qu'entre en jeu le travail intellectuel : « [L'intellectuel est un] moteur extérieur et provisoire des affects et des passions ; il doit consister à se mêler activement à la vie pratique, comme un constructeur, un organisateur, un « persuadeur permanent » » (Gramsci cité par Hoare & Sperber, 2013, p.32).

Gramsci prophétise la *révolution du sens commun* par les intellectuels comme l'étape obligée pour mener à la révolution. Il faut, nous dit-il, réussir à faire changer d'idéologie la masse des subalternes pour lui permettre d'être au centre du changement social. Il s'oppose à l'idée qu'une élite savante professionnelle conduise la révolution des masses sans que celle-ci ne puisse comprendre ce vers quoi tend la révolution. Cet impératif du partage de la culture a notamment été le point de départ, chez les militants français, de l'ouverture de plusieurs bibliothèques sociales, dont une en milieu rural et une autre en milieu urbain :

« Comme nous sommes soucieux de développer la culture anarchiste, on a ouvert une bibliothèque sociale [...]. De toute façon partout où y'a des anar, y'a des bibliothèques, l'anarchisme et la culture ça fait un [...], c'est une part normale de notre militantisme [...]. Dans la même idée, on tient un salon du livre qu'on a fait tous les ans mais aussi un festival de cinéma, on organisait des rencontres avec des écrivains, on n'a jamais arrêté » (Lionel, 73 ans, militant français).

Non seulement le but est de permettre à la population d'acquérir des connaissances, mais aussi de la convaincre autour d'un projet de société : l'anarchisme. Une fois la population convaincue, elle en deviendra conséquemment consentante et centrale dans le processus révolutionnaire.

Selon Gramsci, pour parvenir à cette situation où la population pourra consentir et s'investir pleinement dans la révolution, l'intellectuel, dans son travail de persuasion permanente, doit parvenir à changer le sens commun de ces populations et à leur donner de nouvelles références (Hoare & Sperber, 2013). Cette idée est également décelable chez les militants.

« Je pense sincèrement qu'une des grosses choses qui nous empêche de nous libérer, c'est le manque d'éducation populaire [...]. On a besoin de conscience de classe, conscience de soi et de l'autre, on est dans une société hyper individualisée [...]. Je pense sincèrement que faire de l'éducation populaire, c'est s'émanciper, c'est une stratégie qui peut être payante et qui est préfigurative. [...]. Je crois beaucoup en l'éducation populaire et montrer qu'on peut avoir une autre société » (Alexandre, militant français, 34 ans).

Ce passage, synthétique de plusieurs témoignages récoltés, met l'accent sur deux choses : d'une part, l'idée que la révolution et l'émancipation seront possibles en passant par l'éducation populaire⁵⁸ ; d'autre part, les militants prennent une fonction d'éducation purement stratégique pour montrer et convaincre. Chez les personnes rencontrées, on comprend alors que la révolution ne pourra se faire que grâce à un consentement de la majorité de la population.

Bien que cette stratégie hégémonique ne soit pas directement mise en lien par les militants avec des tactiques utilisant la préfiguration, elle est tout de même pratiquée dans un fonctionnement préfiguratif. Bastien, dans son travail d'éducation permanente, explique notamment que :

« Dans mon travail associatif, on a une approche du bas vers le haut avec une éducation par les pairs en vue de l'amélioration de la société, en vue de la critique politique et en vue de l'amélioration et de l'autonomie des individus. Ben oui, évidemment on retrouve évidemment de l'anarchisme » (Bastien, 35 ans, militant belge).

Cette importance donnée à l'horizontalité de l'apprentissage est directement évoquée par Alan, Béatrice et Alexandre dans leur manière de concevoir leur travail éducatif libertaire. En somme, dans cette première stratégie gramscienne, la préfiguration est un moyen privilégié pour l'expansion des connaissances libertaires en vue de mener à la révolution.

3.2. Deuxième stratégie : Alliance avec les nouveaux mouvements sociaux

Pour parvenir à l'hégémonie, et donc à un consentement des masses, il existe chez Gramsci plusieurs stratégies : « alliance à l'égard de groupe(s) auxiliaire(s) ; [...] la formulation d'un projet politique sous une forme universaliste et éthique ; la refonte du paysage idéologique et de la vie culturelle ; une relation

⁵⁸ Cette affirmation peut être reliée aux apports théoriques de Bakounine (1869) dans son article intitulé *L'instruction intégrale*. Dans celui-ci, il affirme que l'émancipation des travailleurs ne pourra jamais être totale sans que l'inégalité d'instruction ne soit complètement éliminée ; sans cela, les privilèges de classes persisteront. Par intégrale, il entend l'éducation au travail scientifique et manuel.

éducative originale ; une mutation morale et cognitive de la conscience sociale » (Hoare & Sperber, 2013, p.107). À cet égard, la stratégie qui semble la plus évidente est celle de l'éducation et de la refonte normative de la société civile. En revanche, de manière plus diffuse, on peut également observer chez les militants anarchistes rencontrés une stratégie basée sur l'alliance à l'égard de groupes auxiliaires⁵⁹ dans la participation aux grèves, l'invitation de groupes féministes, d'auteurs antiracistes, *et cetera*. En ce sens, l'anarchisme devient un *projet hégémonique* (Mouffe & Laclau, 2019) déjà établi comme une référence universelle à un ensemble cohérent et stratégique d'idées, de valeurs et de politiques visant à établir une forme dominante d'organisation sociale, économique et politique. Ce tissu d'alliance qui se forme dans le discours des militants est très clair, le passage suivant en est un parfait exemple :

« Avec les filles l'année dernière [...] nous avons enrichi la bibliothèque. Comment ? En ajoutant un rayon. Enfin, nous ne l'avons pas vraiment ajouté, mais nous l'avons étoffé. Nous avons organisé tout un cycle d'université populaire sur le féminisme [...]. Auparavant, cette question était aussi un peu négligée dans les esprits des militants [...]. À l'époque où le mouvement anarchiste a commencé, avec tous les syndicats et compagnies, la question des droits des femmes était encore très légère. Mais cela a évolué au fil du temps [...], donc c'est assez récent l'intégration de ce combat » (Émilie, 35 ans, militante française).

Ces dernières décennies, de nouveaux mouvements sociaux sont apparus, enclenchant un processus d'intégration progressif de leurs revendications autour du projet libertaire, comme en témoigne le rayon sur l'anarcho-féminisme mentionné dans ce passage. Le discours anarchiste s'est adapté et diversifié pour intégrer de manière totale ces combats. Nous pouvons prendre cet extrait d'entretien pour l'illustrer :

« Ça fait partie inhérente de notre combat. [...] L'anarchisme est intrinsèquement lié à la liberté. Et cette liberté ne concerne pas seulement les anarchistes. L'anarchisme défend la liberté pour tout le monde. Les anarchistes s'opposent à tout pouvoir et à toute forme d'oppression. Si l'oppression est économique, c'est le capitalisme ; bien sûr, nous sommes anticapitalistes. Si l'oppression est raciale, comme dans le colonialisme, nous sommes également contre cela. [...] C'est exactement la même chose : dans notre société, les hommes ont réussi à opprimer la moitié de l'humanité, et je ne parle pas seulement des enfants ou des personnes handicapées. L'anarchisme prône le plein épanouissement de chaque individu. Pour cette raison, l'anarchisme représente le summum de la liberté. Je verrais donc difficilement un anarchiste s'opposer à l'évolution vers l'égalité entre hommes et femmes » (Alexandre, 34 ans, militant français).

⁵⁹ Mouffe & Laclau (2019) décrivent l'importance de réussir à tisser des alliances entre le projet hégémonique et les nouveaux mouvements sociaux pour renforcer la cohésion et la légitimité de ce projet.

Ici, le concept de *liberté* est utilisé comme ce que Mouffe & Laclau (2019) auraient appelé un *signifiant vide* : la liberté est un terme flou qui permet de fédérer des groupes aux revendications particularistes (e.g., féministes, écologiques, *et cetera.*) autour d'un même point de ralliement, ici le projet libertaire. Le terme de liberté est d'ailleurs souvent utilisé dans les entretiens pour expliquer le lien entre les mouvements sociaux et l'anarchisme. Ce ralliement entre les mouvements particularistes et l'anarchisme est évoqué directement par les militants :

« *Quand on fait un atelier autour du féminisme, on essaye toujours de bien marquer le lien avec l'anarchisme, parce que si ce n'est pas nous qui le faisons, personne ne le fera, puis il faut faire connaître la pensée anarchiste sur ce sujet-là* » (Lionel, 73 ans, militant français).

Les enquêtés considèrent d'ailleurs que le combat anarchiste englobe ces revendications particularistes de manière totale : lutter pour l'anarchisme, c'est déjà lutter pour ces revendications. On comprend donc comment les militants anarchistes rallient et mobilisent les revendications des nouveaux mouvements sociaux à leur cause, en présentant leur projet comme totalisant.

Par ailleurs, ils ne se contentent pas de simplement les rallier : ils intègrent leurs revendications et les accompagnent dans leurs actions. La promotion d'événements, de lectures ou d'actions féministes, écologiques ou antiracistes est fréquente. À titre d'exemple, dans une action de mars 2024, le groupe belge a appelé à rejoindre la manifestation *Stop au génocide du peuple palestinien* ; durant la période du terrain d'enquête, au sein du groupe libertaire français était organisé un événement autour d'un livre qui traitait de l'antiracisme ; le journal *Le Monde libertaire*, associé à la Fédération anarchiste, a consacré ses numéros des mois de janvier 2024, février 2024 et juin 2024 au cas de la Palestine et du colonialisme, et ses numéros de mars 2024 et d'avril 2024 respectivement au combat féministe et à la lutte anti-nucléaire. Les revendications des nouveaux mouvements sociaux ont totalement été intégrées par le mouvement anarchiste, que ce soit dans ses pratiques ou dans ses discours.

C'est d'ailleurs, le caractère préfiguratif de la pratique militante anarchiste qui pousse les militants à l'alliance et à l'intégration de ces revendications particularistes (Yates, 2014). Les groupes anarchistes n'attendent pas la révolution pour mettre en place une certaine forme d'émancipation ; ils se voient contraints de prendre en compte les revendications particularistes. Une critique que faisait Mouffe aux militants de gauche qu'elle rencontrait était de ne pas prendre en compte ces mouvements sociaux pour diverses raisons comme : « *Commençons par mettre en place le socialisme. La lutte contre la subordination des femmes viendra ensuite* » (Mouffe dans Cervera-Marzal, p.387). C'est une réponse que l'on ne retrouve pas chez les anarchistes, précisément parce qu'ils s'imposent la concordance des fins et des moyens.

3.3. Troisième stratégie : Refonte du paysage idéologique et de la vie culturelle

Les organisations culturelles relevant du projet libertaire pluraliste sont légion. Nous pouvons en citer quelques-unes importantes qui ont été mentionnées durant les différents entretiens réalisés.

Primo, *Le monde libertaire* est un journal mensuel vendu dans de nombreuses librairies. Son inscription dans la stratégie de refonte du paysage idéologique est tout à fait assumée. Par exemple, dans un article résumant ses objectifs, on peut lire : « Sur ce plan, l'action et la propagande anarchistes ont été, depuis bientôt un siècle, abondamment représentées ; aussi bien par le livre que par la brochure, par la revue ou le brûlot, par le journal hebdomadaire et même à certaines époques [par le journal] quotidien. En somme, toutes les formes de la diffusion écrite ont été utilisées par les anarchistes ou leurs précurseurs immédiats » (Louvet, 1965). *Secundo*, la Fédération anarchiste dispose d'un organe de diffusion des projets libertaires par l'édition de livres pour qu'ils soient diffusés au plus grand nombre : *les Éditions du Monde libertaire*. *Tertio*, nous devons mentionner l'existence de *Radio Libertaire*, qui diffuse depuis 1981, sans publicité, grâce aux donations des auditeurs. Toutes ces structures peuvent être qualifiées de pratiques préfiguratives, car elles reposent sur des modes de gouvernance autogestionnaires assumés comme preuve d'alternatives fonctionnelles. Elles sont certes révolutionnaires dans le sens où elles ont pour objectif d'amener à la révolution, mais elles sont également déjà post-révolutionnaires, car elles ne perdront pas de leur pertinence et de leur nécessité après la révolution libertaire.

De même, la création de coopératives en est un autre exemple. Les coopératives autogérées sont directement, de manière publique et propagandiste, une insertion du projet hégémonique libertaire dans la société civile dans son sens gramscien. Le but principal étant d'occuper l'espace et de se montrer. Ce fait est particulièrement verbalisé par les militants lorsqu'ils mentionnent la raison de l'achat d'une librairie en ville ouverte tous les jours et la création des coopératives : « *l'important c'est d'avoir pignon sur rue, fallait qu'on nous voie* » (Béatrice, 35 ans, militante française). Sans leur présence, la population n'aurait même jamais entendu parler d'anarchisme ou du modèle économique libertaire coopératif. L'effet direct de l'acceptation de leurs idées par leur visibilité est un élément qui revient à de multiples reprises. C'est en effet dans une lutte pour l'hégémonie⁶⁰ que les militants ont décidé de se rendre les plus visibles et omniprésents possible. Pour les militants, c'est également une question de rapport de force, dans un sens proche de la bataille pour l'hégémonie culturelle :

« Le rapport de force n'est pas en notre faveur, aujourd'hui 9 personnes sur 10 pensent que l'anarchisme, c'est les bombes et cetera. Donc plus on arrivera à faire des bibliothèques anarchistes, des athénées anarchistes, des livres, des journaux anarchistes, plus on arrivera à

⁶⁰ À la différence, par exemple, des militants du parti politique espagnol Podemos (Cervera-Marzal, 2022), les militants anarchistes ne font pas directement référence à Gramsci ni à son lexique conceptuel dans l'élaboration de leurs discours.

faire connaître nos idées, plus on sera crédibles. Aujourd'hui, on ne passe plus pour des marginaux [en ville] [...]. On doit encore faire, il n'y a pas encore de radio anarchiste [en ville], il n'y a pas encore une coopérative par rue [en ville], donc on a encore plein de choses à faire » (Lionel, 73 ans, militant français).

Leur seule existence dans le paysage urbain n'a parfois pas suffi à convaincre les plus sceptiques, mais elle fut tout de même significative. Leur visibilité et la compréhension de la population ont également été décuplées après la sortie du documentaire *Arte – Ni dieu ni maître*, ce qui a été un réel moment de bascule pour ces anarchistes français. Ils expliquent :

« Un grand changement dans l'attitude des gens est survenu après la sortie du documentaire. Quand les gens passaient dans la librairie, ils prenaient le groupe pour des fous, un peu naïfs, voire poseurs de bombes. Après la parution du documentaire, les gens ont été beaucoup plus compréhensifs et ouverts, bien plus intéressés par les livres et l'idée politique. Ce documentaire leur a donc apporté beaucoup de choses, ils en parlent souvent. Il y a également eu une série de personnes qui sont venues s'excuser en disant « on ne savait pas ce que c'était » » (Rouselle, 2024, journal de terrain).

En définitive, la présence dans la vie culturelle et idéologique a un objectif triple pour les militants. D'abord, elle vise à combattre le stéréotype néfaste qui colle à l'anarchisme depuis une centaine d'années : « avec le local en ville, les gens ont vu qu'on n'était pas méchants » (Rouselle, 2024, journal de terrain), déclare un militant. Ensuite, cela leur permet de se rendre visibles, de devenir un sujet politique à prendre en compte. On pourrait même affirmer un désir de subjectivation politique ranciérienne combattant l'invisibilisation (Benoit, 2022 ; Rancière, 1995). Enfin, par ses pratiques préfiguratives, cette présence permet de prouver la potentialité réalisatrice de leur projet hégémonique. Par exemple, Béatrice, une militante du groupe français, a rejoint son groupe notamment après les avoir vus en action préfigurative et publique durant les mobilisations des Gilets Jaunes.

Il existe également un caractère relevant profondément de la « *contagion des exemples* » pour expliquer l'ensemble de leurs actions, disent les militants (Rouselle, 2024, journal de terrain), particulièrement dans leur action de la vie quotidienne que nous avons déjà largement décrite précédemment. Pour exprimer son mode de vie, Alexandre affirmait par exemple que « au quotidien déjà je fais de la propagande partout [...], le but c'est de montrer [...] qu'on peut réussir à changer le système, que c'est possible ». De même, quand Daniel décrivait ses actions quotidiennes sur son lieu de travail, il évoquait l'espoir d'être imité. En somme, même si ces actions n'ont pas directement pour but d'être vues, elles relèvent tout de même d'une tentative de refonte du paysage culturel.

La question de la contagion des exemples a une seconde importance dans une analyse gramscienne des pratiques politiques de ces militants. Certains détracteurs de la pensée politique de Gramsci estiment que celui-ci aurait tellement insisté sur la nécessité du consentement de la population qu'une lecture

stricte de ce dernier pourrait mener à une négation de la possibilité que tout autre discours soit développé si la révolution venait à arriver (Ciavolella, 2015). Cette lecture stricte de Gramsci ne s'accorde pas avec les éléments récoltés sur le terrain. Malgré leur caractère hégémonique, une militante explique : « *Le but n'est pas d'empêcher les capitalistes de vivre mais bien de les rendre hors d'état de nuire en leur supprimant les systèmes d'oppression et de domination et en les rendant obsolètes par comparaison et changement du modèle sociétal [...]. Ils finiront par venir en voyant que notre modèle est bien plus agréable* » (Rouselle, 2024, journal de terrain). De même, Étienne expliquait l'intérêt de l'organisation horizontale dans sa capacité à distribuer la parole :

« *Il faut aussi peut-être trouver dans l'horizontalité une pluralité de points de vue. Il faut des lieux où se rassemblent les gens avec des idées différentes, parfois avec radicalité, pour que tous puissent trouver différentes formes d'action. Que si tu es militant écologiste et que tu penses qu'il faut plus d'universités populaires, que tu puisses venir et le dire* » (Étienne, 70 ans, militant belge).

Il y a donc bien une recherche du consentement qui s'articule avec une attention portée à garder un pluralisme dans les points de vue. L'attention donnée par les militants au mode de répartition du pouvoir horizontal en est un exemple (Maeckelbergh, 2011). Daniel résumait ce point ainsi : « *Le but, c'est de prendre de la place, mais pas de prendre toute la place non plus* ». Dans cette recherche de subjectivation politique, de consentement et de persuasion, le rejet de la coercition est persistant. En définitive, la refonte du paysage idéologique n'est ni totale ni totalitaire, tout en restant une stratégie importante et durable.

L'élément sans doute le plus marquant reste que le développement des tactiques et des stratégies conserve un caractère profondément préfiguratif au sein de lutte dans la société civile. L'objectif assumé de ces anarchistes est de pouvoir montrer les formes particulières de pratiques militantes afin de les voir se répandre. Effectivement, que ce soit pour le besoin d'éducation, le fonctionnement d'une radio, le besoin de rentrer en alliance et d'intégrer les discours particularistes ou la manière de se préparer collectivement à la révolution, toutes ces actions restent en adéquation avec les principes anarchistes et permettent d'imaginer plus ou moins clairement la société qu'ils désirent. Cette société permettrait l'éducation de tous ainsi que la présence de nombreux médias critiques, écologiques, féministes, antiracistes, horizontaux et politiquement ascendants. Cette vision proleptique peut être constatée par tout qui voit le groupe en action politique publique dans ce nouveau paysage idéologique :

« *Un militant explique : [Durant l'expérience des Gilets Jaunes] une tente avait été posée au milieu du rond-point avec une pancarte où il était noté « Ici se tient une assemblée générale toutes les 2 heures, c'est ici que se prennent toutes les décisions ». Ils ont mis en place un tour de parole et essayaient de la distribuer au maximum. Un délégué syndical a essayé de monopoliser la parole. Quand ils lui ont demandé d'arrêter, il a répondu « Je suis délégué*

syndical, je dois parler plus, car je représente beaucoup de monde », à quoi ils lui ont répondu « Si tu représentes tant de monde que ça, fais venir des gens en plus pour parler, là, je dois donner la parole à quelqu'un qui n'a pas encore eu l'occasion » » (Rouselle, 2024, journal de terrain).

Cette tactique impose le fonctionnement anarchiste contre celui du syndicalisme représentatif classique. Ici est verbalisée l'importance donnée à la refonte du paysage idéologique par la préfiguration comme tactique politique. Par cette tactique préfigurative, les anarchistes exposent à l'assemblée générale, composée d'un public hétérogène, de nouvelles manières de faire la politique et proposent déjà, peu ou prou, leur projet hégémonique.

3.4. Le collectif vers la révolution

Les différentes stratégies évoquées jusqu'ici ont pour objectif l'émancipation par la révolution. Le caractère profondément révolutionnaire des organisations politiques, que ce soit chez Gramsci ou chez les anarchistes rencontrés, est une constante. Ces deux visions s'inscrivent dans un projet à long terme, une guerre de position, obligatoire pour atteindre l'objectif émancipatoire.

C'est d'ailleurs cette position assez atypique pour un marxiste comme Gramsci qui lui permet de développer le pan stratégique de sa pensée. Il dénonce notamment toutes les actions qui espèrent réaliser le « grand soir » sans préparation. Il explique que prendre l'État ne permet pas tout : « d'après lui, mythologiser la conquête de l'État, au mépris du combat révolutionnaire dans toutes ses dimensions, revient à une forme d'idolâtrie de l'État ou « *statolâtrie* » » (Hoare & Sperber, 2013, p.68). Cette vision de la lutte révolutionnaire est partagée par les enquêtés. Les anarchistes vont même plus loin : leur objectif étant l'émancipation des masses sans passer par la prise du pouvoir par la structure étatique, le travail devient encore plus long. Dans les différents témoignages, la référence à un temps long pour arriver à la révolution est un élément qui revient perpétuellement. Alan résume cette lutte pour l'hégémonie culturelle :

« Pour moi, la révolution se fait par le fait de créer des lieux, notamment au centre-ville, d'auto-organisation, situés politiquement, qui permettront aux précaires d'avoir une existence dans la ville. Pour moi, la révolution passe par ça [...]. Le mouvement révolutionnaire, c'est quelque chose qui se construit » (Alan, 33 ans, militant belge).

En revanche, cette grille d'analyse gramscienne a certaines limites. Il existe une opposition entre les anarchistes et un aspect central de la pensée de Gramsci et du marxisme en général : le rôle du parti. Pour Gramsci, le parti est la force décisive qui permet la révolution, en transitionnant d'une guerre de position à une guerre de mouvement. C'est grâce au parti que la classe sociale prend conscience d'elle-même ; il incarne la figure collective de l'intellectuel (Piotte, 2020). Gramsci estime par ailleurs que

cette organisation doit se préparer à hériter de l'État, devenant ainsi une institution de coercition et de consentement (Hoare & Sperber, 2013).

Les anarchistes réinventent la figure collective de l'intellectuel gramscien en lui ôtant ses caractéristiques disciplinaires, hiérarchiques, coercitives et centralisées. Le groupe intellectuel anarchiste ne fonctionne plus comme un État miniature, mais comme une micro-société post-révolutionnaire, préfigurative dans son fonctionnement. Ce n'est pas tant une rupture avec l'idée gramscienne si on en reprend la logique fondamentale conceptuelle, sans vouloir la coller à tout prix à notre objet d'étude. Tout comme le parti se construisait en fonction du futur qu'il envisageait, celui de la dictature du prolétariat, le groupe anarchiste se construit en fonction du futur qu'il désire voir après la révolution : l'anarchie.

Reste encore la question de savoir quand adviendra cette révolution. À nouveau, les militants ont une vision gramscienne, sans citer l'auteur marxiste, du moment révolutionnaire. Selon Gramsci, la révolution adviendra au moment de la *désintégration hégémonique*. Ce concept véhicule le point de bascule d'une hégémonie à une révolution : le jour où elle perdra l'adhésion des autres groupes sociaux, l'hégémonie bourgeoise ne pourra plus compter sur le consentement de ceux-ci. Elle ne pourra alors régner que grâce à la coercition. C'est au moment de cette crise d'autorité qu'il faudra passer d'une guerre de position à une guerre de mouvement (Hoare & Sperber, 2013). Un élément déjà théorisé et stratégique chez les anarchistes, comme en témoigne cette citation :

« *C'est-à-dire qu'une alternative en actes, il faut l'amener jusqu'à la rupture en sachant qu'il y aura rupture. En sachant que si ça marche, l'État capitaliste ne nous laissera pas faire et donc ce sera la guerre civile* » (Lionel, militant français, 73 ans).

Ce témoignage révèle une particularité. Ce militant renverse la responsabilité de la révolution : c'est l'État qui, dans sa coercition, enclenchera la révolution des masses dans une attitude défensive de ses alternatives. C'est une position atypique qui n'est pas partagée par tous les militants ; la plupart parlent bien de « faire la révolution » ou de « se préparer pour le moment propice » (Rouselle, 2024, journal de terrain).

Enfin, nous avons ici exploré l'idée selon laquelle le projet hégémonique libertaire serait dans une situation de guerre de position pour gagner du terrain lentement et de manière inventive dans ce que Gramsci appelait la société civile. Cette idée est intéressante, mais elle donne une vision fortement homogénéisée des différents groupes et mouvements anarchistes, ne prenant pas en compte leur caractère profondément fédératif, autonome, décentralisé et autogéré. En ce sens, nous pourrions proposer le terme de *guérilla* pour garder l'analogie de l'art militaire et de l'art politique d'inspiration clausewitzienne. La *guérilla* est un terme popularisé durant la guerre d'Espagne (1808-1814), lors de laquelle une grande partie de la population a réalisé des actes de résistance contre l'occupation napoléonienne jugée illégitime. Dans ses origines, la *guérilla* était une guerre politique qui avait pour

but un idéal d'autodétermination et de liberté. Le peuple révolté espérait pouvoir, après la victoire, installer une monarchie constitutionnelle proche du modèle français de 1791⁶¹ (Dos Santos Davim, 2023). La *guérilla* peut être définie par la multitude de groupes partisans, souvent décentralisés et peu coordonnés, réalisant des attaques incessantes contre un ennemi plus puissant, dans une attitude de harcèlement sans engagement direct prolongé (Scotti Douglas, 2004). Nous restons donc très proches de ce que Gramsci appelait guerre de position : une guerre particulièrement défensive, contre un ennemi puissant, préliminaire à une offensive décisive pour obtenir la victoire finale contre l'adversaire⁶². Le terme de *guérilla* ne rompt pas avec cette définition militaire ; il nous permet simplement de saisir de manière plus claire le caractère décentralisé et horizontal de la stratégie libertaire tout en exacerbant la dimension pluraliste de son projet hégémonique.

En conclusion, nous avons tenté de replacer les pratiques militantes préfiguratives dans le contexte plus global de la lutte révolutionnaire. En revanche, il ne faudrait pas faire de Gramsci un auteur anarchiste⁶³. Néanmoins, ses différentes conceptions théoriques nous ont permis d'offrir une grille d'analyse adéquate aux tactiques et stratégies anarchistes dans une lutte pour l'hégémonie, remplaçant les pratiques préfiguratives comme tactiques dans un contexte plus large de stratégie révolutionnaire. Enfin, la proposition du terme *guérilla* est avant tout une subtilité apportée au travail de Gramsci, notamment pour se défaire de sa hiérarchisation profonde et de sa conception reposant sur la *classe fondamentale*.

⁶¹ Cet espoir ne sera pas réalisé. Après leur victoire sur les troupes napoléoniennes, Ferdinand VII, roi d'Espagne, réinstallera une monarchie absolue. Cette déception entraînera de nombreuses révoltes durant les années suivantes (Dos Santos Davim, 2023).

⁶² Gramsci utilise les termes de guerre de position et de guerre de mouvement pour deux raisons : non seulement à cause de l'influence de Clausewitz, mais surtout en raison de la Première Guerre mondiale, durant laquelle tous les états-majors du continent s'attendaient à une victoire rapide par mouvement avant de se retrouver dans une guerre de tranchées particulièrement pénible (Piotte, 2020). Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les guerres asymétriques ont marqué les esprits, du Vietnam à l'actuelle Ukraine ; ce sont autant de conflits marqués par l'impérialisme et qui ont vu se développer des tactiques proches de celles de la *guérilla*.

⁶³ Gramsci est et restera un auteur marxiste. Sa conception même d'hégémonie repose d'ailleurs sur plusieurs présupposés marxistes : il se pose par exemple la question de la manière de fédérer les masses paysannes du Mezzogiorno derrière le projet hégémonique de la classe ouvrière fondamentale, les paysans étant vus comme des classes subalternes à convaincre pour faire la révolution en s'emparant de l'État. En outre, le concept d'intellectuel utilisé ici est polysémique chez Gramsci ; il désigne parfois également un corps décisionnaire de quasi-experts représentant des groupes sociaux (Piotte, 2020).

CONCLUSION

Le présent travail de recherche avait pour objectif de comprendre comment les pratiques préfiguratives au sein du mouvement anarchiste pourraient hypothétiquement fournir une critique sociale constructive non désarmée. La situation-problème fut introduite par la personnification de TINA (*There Is No Alternative*), représentant l'incapacité pour un discours critique de proposer une alternative au consensus néolibéral-parlementariste. Pour répondre à cette problématique, ce travail fut réalisé à travers une sociologie pragmatique de la critique, s'intéressant aux discours de militants, majoritairement affiliés à la Fédération anarchiste, par le biais d'entretiens formels et informels, mais également d'une semaine d'observation participante dans un groupe français particulièrement actif. Par notre recherche, nous avons pu dégager trois formes distinctes dans lesquelles s'inscrivent les pratiques politiques préfiguratives : dans l'expérience personnelle du quotidien, dans l'expérience collective de groupes de différentes échelles et dans une perspective stratégique conscientisée par les enquêtés.

Pour la première forme, notre analyse a spécifiquement été rendue possible par le terrain réalisé et les nombreuses conversations informelles. Ces éléments ont permis de mettre en lumière un ensemble de discours relevant d'une critique constructive – telle que théorisée par Frère & Laville (2022) – connexe aux actions quotidiennes réalisées par les enquêtés. Ces actions quotidiennes, dans une dimension parfois proche de l'illégalisme foucauldien et réalisées de manière discrète, n'en restent pas moins préfiguratives et propagandistes.

La seconde partie de ce travail d'analyse a permis de mettre en exergue les différentes observations réalisées antérieurement. L'organisation des différents lieux où se pratique le militantisme des enquêtés relève d'une autogestion impérative suivant la maxime d'un besoin de symétrie entre les moyens et les fins. Ce mode d'organisation s'articule fortement avec une critique de la forme représentative de la démocratie⁶⁴, tentant de proposer des alternatives prometteuses au dépassement de ses limites, notamment par la proposition du mandat impératif et du consensus. Ce mode d'organisation est légitimé par les enquêtés en prenant appui sur le fonctionnement de la Fédération anarchiste et de la rencontre de Saint-Imier, prouvant la capacité de gestion d'événements de grande taille.

Ces deux premières analyses descriptives furent complétées par une grille d'analyse gramscienne des justifications militantes, les considérant comme relevant de la logique de la lutte pour l'hégémonie. Cet ajout fut contraint par le débat entourant la littérature sur la préfiguration politique, pour savoir si ce type d'action militante relevait de la stratégie conscientisée ou non (Boggs, 1977 ; Maeckelbergh, 2011 ; Yates, 2021 ; Schiller-Merkens, 2024). Pour ce faire, l'utilisation des concepts de Gramsci nous a

⁶⁴ Notons tout de même que ces critiques constructives, dans les actes quotidiens ou dans les formes d'organisation, auraient pu être occultées si l'unique focale de notre recherche avait été portée sur les pratiques d'alternatives se revendiquant comme telles. Ce fut notamment grâce à l'observation participante et flottante qu'elles furent trouvées et représentèrent une dimension importante de cette recherche.

permis de placer les pratiques préfiguratives dans un contexte plus global de lutte pour l'hégémonie culturelle dans la société civile.

Le rôle de persuadeur permanent est, en tout temps, pensé et repensé par les militants pour être appliqué de manière préfigurative et *de facto* aussi convaincante que possible. De ce fait, les militants tentent d'incarner les modalités d'éducation de demain tout en faisant circuler la culture dans une logique émancipatoire perpétuelle.

Nous avons ensuite pu identifier une stratégie d'alliance avec les nouveaux mouvements sociaux : cette stratégie est indissociable d'une logique préfigurative, n'attendant pas la révolution pour prendre en compte les revendications particularistes féministes, écologistes et antiracistes.

Par la suite, nous avons démontré comment les pratiques préfiguratives pouvaient être considérées comme des tactiques dans une refonte du paysage idéologique et culturel gramscien par le projet libertaire pluraliste. Les actions du quotidien, qui n'avaient pas pour but d'être montrées au grand jour, sont associées par les militants à l'idée de contagion des exemples, ce qui s'inscrit directement dans cette stratégie. De manière plus claire encore, ce qui relève directement de la pratique publique – comme la coopérative, la forme de militantisme publique appliquée, le mode d'organisation des structures fédérales, *et cetera* – était verbalisé par les militants comme une manière de rendre le projet libertaire davantage visible.

De manière générale, nous avons trouvé que les pratiques préfiguratives représentaient, pour les militants, des appuis normatifs sous forme de référentiels privilégiés et puissants. Elles étaient communément associées à des critiques négatives suivies de réponses constructives. Ces pratiques politiques préfiguratives étaient utilisées de manière consciente et tactique pour légitimer leur mouvement politique et convaincre avec plus de force. Cette critique constructive en actes ne se limitait donc pas à la critique ; elle était directement utilisée comme socle stratégique par les enquêtés.

La création d'une critique constructive par la pratique préfigurative ne peut être dissociée de sa logique stratégique, l'une étant la conséquence de l'autre et inversement. Maeckelbergh (2011) résumait ce double apport en affirmant que : « [La] stratégie préfigurative nécessite au moins deux étapes réalisées simultanément. L'une consiste à remettre en question et à affronter les structures politiques actuelles et l'autre à construire des structures alternatives pour les remplacer » (p.14) [Traduction libre]. Elle concluait son article par : « La préfiguration [...] est l'approche la plus stratégique pour rendre possible ce monde ouvert, diversifié et flexible » (p.20) [Traduction libre]. Par cette conclusion, l'autrice nous permet de penser qu'un réarmement partiel de la critique est possible par la pratique préfigurative, en ce qu'elle constitue un moyen puissant et convaincant de la potentialité de l'alternative.

Rappelons également que tous les militants rencontrés ne partagent pas la même vision pour le futur qu'ils imaginent. C'est pourquoi nous avons parlé de *projet hégémonique pluraliste* : les anarchistes

gardent de nombreux points de désaccord, ce qui ne représente pas un paradoxe dans leur soutien commun à un projet libertaire volontairement incomplet et expérimental. Chez les enquêtés, il reste une place importante et délibérée pour des interrogations quant à la société libertaire post-révolutionnaire. Alexandre affirmait notamment : « *Moi je te rappelle qu'à la base je suis musicien [rire]. Non je dis ça parce que nous, militants révolutionnaires, n'avons pas réponse à tout. On essaye de penser un maximum mais il faudra aussi regarder comment ça va se mettre en place plus tard* » (Alexandre, 34 ans, militant français). Pour ces militants, le projet libertaire pluraliste représente davantage une direction qu'un point d'arrivée prédéfini.

Cette dernière constatation nous oblige à aborder des éléments qui furent laissés de côté par cette recherche malgré leur intérêt manifeste. D'abord, contrairement à ce que ce mémoire pourrait laisser entrevoir, une place importante est toujours laissée à la critique négative et à d'autres pratiques non préfiguratives. Nous avons pu observer la nécessité d'une critique négative toujours bien présente chez les enquêtés et qu'il aurait été intéressant de développer ici. De plus, pour Schiller-Merkens (2024), la pratique préfigurative stratégique, aussi créatrice de capacité soit-elle, pourrait difficilement effectuer une transformation sociale totale à elle seule. Elle doit être accompagnée de nombreuses autres tactiques et stratégies, éléments présents dans le discours des acteurs qui pourraient être décrits dans une recherche prolongée.

Ensuite, le discours des enquêtés était parsemé de références à des pratiques préfiguratives qu'ils n'avaient pas vécues ou expérimentées par eux-mêmes. Ces références peuvent être catégorisées en deux blocs : d'une part, les références à des événements passés où le projet libertaire fut peu ou prou appliqué par exemple la Makhnovchtchina ukrainienne, le conseil régional de défense d'Aragon ou même la Commune de Paris, et d'autre part, des références à des événements contemporains comme la confédération du Rojava et le mouvement zapatiste du Chiapas. Dans cette perspective, il serait intéressant d'étudier comment et dans quelle mesure ces exemples préfiguratifs sont articulés différemment que les pratiques préfiguratives directement vécues par les militants.

Ces propositions pourraient constituer des travaux intéressants permettant d'étendre davantage la compréhension de la critique du mouvement anarchiste dans sa forme pratique. De surcroît, ces recherches permettraient également de contribuer à réimaginer et repenser la critique sociale.

BIBLIOGRAPHIE

- Agamben, G., Badiou, A., Bensaïd, D., Brown, W., Nancy, J., Rancière, J., Ross, K. & Žižek, S. (2009). *Démocratie, dans quel état ?*. La Fabrique Éditions. URL : <https://doi.org/10.3917/lafab.colle.2009.01>
- Angaut, J. (2021) Anarchisme. *Histoire globale des socialismes, XIXe-XXIe siècle*, PUF, pp.34-44.
- Bakounine, M. (1869). *L'instruction intégrale. L'Égalité*, N° 28 à 31. Repris dans *Les Classiques des sciences sociales*. URL : <http://classiques.ugac.ca/classiques/Bakounine/Bakounine.html>
- Beaud, S., & Weber, F. R. (2010). Deuxième partie le travail d'enquête. Dans *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*. La Découverte.
- Benoit, L. (2022, avril). *La visibilité selon Jacques Rancière*. Séminaire sur la visibilité, Aix-Marseille Université. URL : <https://hal.science/hal-03938369>
- Bernard, G. (2015). La bande à Bonnot : entre crimes crapuleux et idéologie anarchiste. *Revue française de criminologie et de droit pénal*, 5, 3-14. URL : <https://doi.org/10.3917/rfcdp.005.0003>
- Bianco, R. (1988). Bulletin Anarchiste (1978-1988). *Le Mouvement Social*, 144, 67–82. URL : <http://www.jstor.org/stable/23801232>
- Boggs, Carl. 1977. "Marxism, Prefigurative Communism, and the Problem of Workers' Control." *Radical America* 6(Winter): 99-122.
- Boltanski, L. (2009). *De la critique Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard.
- Boltanski, L., & Chiapello, E. (2011). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- Buğra, A. (2005). Karl Polanyi et la séparation institutionnelle entre politique et économie. *Raisons politiques*, 20, 37-56. URL : <https://doi.org/10.3917/rai.020.0037>
- Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales. (2023). Préfigurer. Consulter le 15/05/2023. URL : <https://www.cnrtl.fr/definition/pr%C3%A9figurer>
- Cervera-Marzal, M. (2022). Circulation et usages de l'idée d'hégémonie. De Antonio Gramsci à Pablo Iglesias en passant par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. *Revue du MAUSS*, 60, 379-396. URL : <https://doi.org/10.3917/rdm1.060.0379>
- Chambost, A.-S. (2017). « Nous ferons de notre pire... ». *Anarchie, illégalisme ... et lois scélérates. Droit et cultures*, 74(1), 65-87.
- Chomsky, N. (2001). *De l'espoir en l'avenir : propos sur l'anarchisme et le socialisme*. Édition Agone. [Version numérique].

- Ciavolella, R. (2015). Un nouveau prince au-delà des antinomies : lectures de Gramsci dans les mouvements sociaux contemporains. *Actuel Marx*, 57, 112-124. URL : <https://doi.org/10.3917/amx.057.0112>
- Confédération du travail solidarité ouvrière (2024). *Présentation générale de la CNT-SO*. URL : <https://cnt-so.org/category/cnt-so/orientations-presentation/>
- Confédération national du travail (s. d.) *La CNT c'est quoi?*. URL : <https://www.cnt-f.org/spip.php?article12#top>
- Constellate (2024). *Dataset builder, keyword : anarchist, anarchism, communist, communism*. URL : <https://constellate.org/builder?unigrams=anarchism>
- Coulmont, B. (2022). Sociologie des prénoms.
- Coutu, B. & Arpin-Simonetti, E. (2015). Quelle place pour la radicalité dans notre société ? *Relations*, (779), 38–39.
- Davranche, G. & Maitron, J. (2022) Faure Sébastien, Auguste, Louis [Dictionnaire des anarchistes]. *Le Maitron*. URL : <https://maitron.fr/spip.php?article154431>
- Day, R. (2005). *Gramsci is Dead : Anarchist Currents in the Newest Social Movements*. Pluto Press.
- Diehl, P., & Escudier, A. (2014). Introduction. Dans P. Diehl & A. Escudier (Eds.), *La « Représentation » du politique: histoire, concepts, symboles* (Cahier n° 57). Cahiers du CEVIPOF, Sciences Po.
- Dos Santos Davim, D. (2023). Aux origines de la guerre de la péninsule (1808-1814) : entre incompréhensions et enjeux politiques. *Napoleonica. La Revue*, 46, 99-122. URL : <https://www.cairn.info/revue--2023-2-page-99.htm>.
- Dupuis-Déri, F. (2021). Introduction. Dans « La femme la plus dangereuse d'Amérique ». Dans Goldman, *La liberté ou rien : Contre l'État, le capitalisme et le patriarcat*. Lux Éditeur. 4-15.
- Faure, S. (1934). *L'Encyclopédie anarchiste*. Edition Rivet. (Numérisée en 2010 par la Fédération Anarchiste et sympathisants). URL : <https://fr.anarchistlibraries.net/library/sebastien-faure-l-encyclopedie-anarchiste#toc13>
- Fédération anarchiste (2016). *Le pacte associatif de la Fédération anarchiste*. Principes de base de la FEDERATION ANARCHISTE. URL : https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Principes_de_Base
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir*. Editions Gallimard.
- Frère, B. & Laville, J. (2022). La fabrique de l'émancipation repenser la critique du capitalisme à partir des expériences démocratiques, écologiques et solidaires. Seuil.

- Frère, B. (2011). Critique-action: Lutter, jouer, désobéir. *Mouvements*, 65, 7-10. URL : <https://doi.org/10.3917/mouv.065.0007>
- Frère, B. (2020). Extrapolation ! Phenomenology, sociology of critique and state of mind in the solidarity economy. *Sociologia del Lavoro*, 158(3), 21-47. URL : <http://hdl.handle.net/2268/212710>
- Fukuyama, F. (1989). The End of History? *The National Interest*, 16, 3–18. URL : <http://www.jstor.org/stable/24027184>
- Guérin, D. (1981). *Anarchisme Guerin*. Gallimard Education.
- Guérin, D. (2012). *Ni Dieu ni maître : anthologie de l'anarchisme*. Editions La Découverte.
- Harding, S. (1995). “Strong Objectivity”: A Response to the New Objectivity Question. *Synthese*, 104(3), 331–349. URL : <http://www.jstor.org/stable/20117437>
- Heiniger, A. (2023). Emma Goldman : *La liberté ou rien. Contre l'État, le capitalisme et le patriarcat*. *Nouvelles Questions Féministes*, 42, 129-132. URL : <https://doi.org/10.3917/nqf.422.0129>
- Hoare, G., & Sperber, N. (2013). *Introduction à Antonio Gramsci*. Editions La Découverte.
- Hymes D., (2012), *Ethnography of Speaking* (1st éd., Chap.5). pp77-89.
- Jaster, D. (2018). Figurative politics: How activists lead by example to create change. *Mobilization: An International Quarterly*, 23(1), 65-81. URL : <https://doi.org/10.17813/1086-671X-23-1-65>
- Jourdain E. (2020). *L'anarchisme*, Paris, La Découverte, coll. « Repères Sciences politiques Droit »
- Keucheyan, R. (2012). Introduction. In A. Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*. La fabrique éditions.
- Kropotkine, P. (1903). *Communisme et anarchie*. Temps nouveaux 27.
- Lanthier, I. (1997). Compte rendu de [La mésentente de Jacques Rancière, Paris, Galilée, 1995, 188 p.] *Politique et Sociétés*, 16(3), 158–160. URL : <https://doi.org/10.7202/040089ar>
- Lascoumes, P. (1996). L'illégalisme, outil d'analyse. *Sociétés & Représentations*, N° 3(2), 78-84. URL : <https://doi.org/10.3917/sr.003.0078>
- Latour, B. (2006). *Nous n'avons jamais été modernes : essai d'anthropologie symétrique*. Editions La Découverte.
- Laville, J. (2003). Avec Mauss et Polanyi, vers une théorie de l'économie plurielle. *Revue du MAUSS*, n° 21, 237-249. URL : <https://doi.org/10.3917/rdm.021.0237>
- Louvet, L. (1965). *Les origines de notre journal*. Le monde libertaire. URL : https://federation-anarchiste.org/?g=ML_histoire

- Maeckelbergh, M. (2011). Doing is Believing: Prefiguration as Strategic Practice in the Alterglobalization Movement. *Social Movement Studies*, 10(1), 1–20.
- Maitron, J. (1973). L'Anarchisme ici et là, hier et aujourd'hui. *Le Mouvement Social*, 83, 3–5. <http://www.jstor.org/stable/3807383>
- Maitron, J. (2022). Faure Sébastien [Faure Auguste, Louis, Sébastien]. *Le Maitron*. URL : <https://maitron.fr/spip.php?article24659>.
- Mouffe, C., & Laclau, E. (2019). *Hégémonie et stratégie socialiste : Vers une radicalisation de la démocratie*.
- Munck, R. (2003). Neoliberalism, necessitarianism and alternatives in Latin America: There is no alternative (tina)? *Third World Quarterly*, 24(3), 495–511. URL : <https://doi.org/10.1080/0143659032000084438>
- Patnaik, A. K. (2008). Gramsci Is Dead but Resurrected [Review of *Gramsci Is Dead: Anarchist Currents in the Newest Social Movements*, by R. J. F. Day]. *Economic and Political Weekly*, 43(50), 25–27. URL : <http://www.jstor.org/stable/40278287>
- Pereira, I. (2018). Vivre en anarchiste. *Revue du Crieur*, 11, 40-47. URL : <https://doi.org/10.3917/crieu.011.0040>
- Pétonnet, C. (1982). L'Observation flottante. L'exemple d'un cimetière parisien. *L'Homme*, 22(4), 37-47. URL : <https://doi.org/10.3406/hom.1982.368323>
- Piotte, J. (2020). *La pensée politique de Gramsci*. Lux Éditeur. [Version numérique].
- Pitkin, H. (2013). La représentation politique. *Raisons politiques*, 50, 35-51. URL : <https://doi.org/10.3917/rai.050.0035>
- Polanyi, K. (1936). The essence of fascism. In K. Polanyi, J. Lewis, & D. K. Kitchin (Eds.), *Christianity and the social revolution* (p.392). New York: Charles Scribner's Sons. URL : https://people.unipi.it/matteo_villa/wp-content/uploads/sites/366/2024/04/Polanyi-1935-The-essence-of-Fascism.pdf
- Polanyi, K. (2009). *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps* (pp. 1-169, Parties I-II). Editions Gallimard.
- Raekstad, P. (2018). Revolutionary practice and prefigurative politics: A clarification and defense. *Constellations*. 359–372. URL : <https://doi.org/10.1111/1467-8675.12319>
- Ramaux, C. (2001). La critique est-elle soluble dans le capitalisme ? *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Luc Boltanski, Ève Chiapello, Gallimard, Paris 1999. Dans : Association recherche et régulation

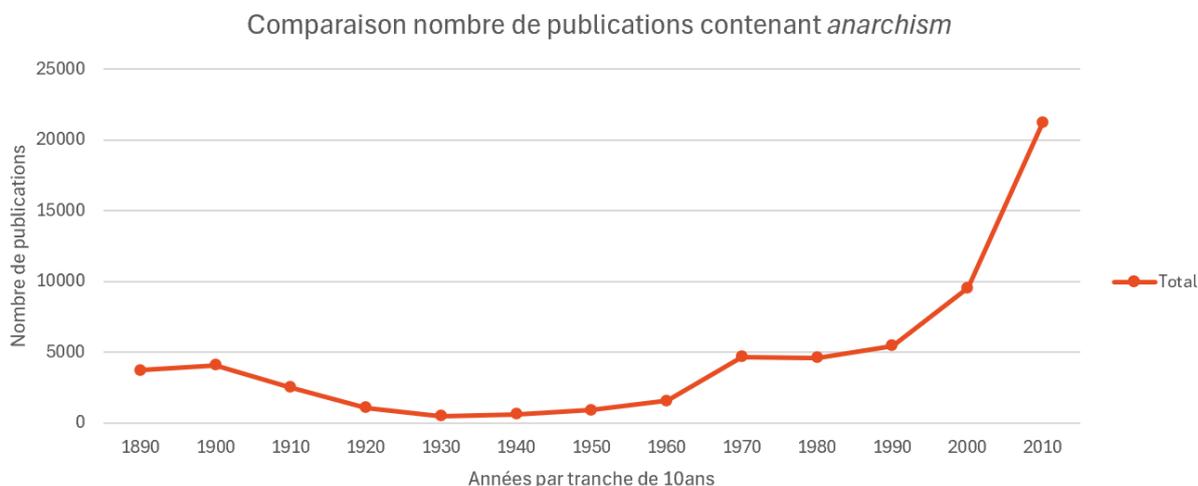
- éd., *L'Année de la régulation n° 5 (2001-2002): Économie, Institutions, Pouvoirs* (pp.283-312). Paris: Presses de Sciences Po. URL : <https://doi.org/10.3917/scpo.colle.2001.01.0283>
- Rancière, J. (1995). *La mésentente : politique et philosophie*. Editions Galilée.
- Rancière, J. (2005). *La haine de la démocratie*. La Fabrique éditions.
- Rouselle, A. (2024). *Journal de terrain* [Document non publié].
- Schiller-Merkens, S. (2024). Prefiguring an alternative economy: Understanding prefigurative organizing and its struggles. *Organization*, 31(3), 458-476. URL : <https://doi.org/10.1177/13505084221124189>
- Scotti Douglas, V. (2004). La guérilla espagnole dans la guerre contre l'armée napoléonienne. *Annales historiques de la Révolution française*, 336, 7-7. URL : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1683>
- Steiner, A. (2008). Introduction. Dans *Les En-dehors. Anarchistes individualistes et illégalistes à la Belle Époque*. L'Échappée.
- Union communiste libertaire (2013). *CNT : Après la scission, quel futur ?*. URL : <https://www.unioncommunistelibertaire.org/?CNT-Apres-la-scission-quel-futur-5164>
- Union communiste libertaire (2019). *Congrès de fondation de l'Union communiste libertaire (UCL) : déclaration finale*. URL : <https://unioncommunistelibertaire.org/?Congres-de-fondation-de-l-Union-communiste-libertaire-UCL-declaration-finale>
- Van Campenhoudt, L., & Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Dunod.
- Wintrebert, R. (2006). Sociologie de la critique: A propos d'ATTAC France et de Functions of social conflicts de Lewis A. Coser. *Cahiers internationaux de sociologie*, 120, 155-165. URL : <https://doi.org/10.3917/cis.120.0155>
- Yates, L. (2014). Rethinking Prefiguration: Alternatives, Micropolitics and Goals in Social Movements. *Social Movement Studies*, 14(1), 1–21. URL : <https://doi.org/10.1080/14742837.2013.870883>
- Yates, L. (2021). Prefigurative politics and social movement strategy: The roles of prefiguration in the reproduction, mobilisation, and coordination of movements. *Political Studies*, 69(4), 1033-1052. <https://doi.org/10.1177/0032321720936046>
- Žižek, S. (2001). Have Michael Hardt and Antonio Negri Rewritten the Communist Manifesto for the Twenty-First Century ? *Rethinking Marxism*, 13(3-4), 190-198. URL : <https://doi.org/10.1080/089356901101241875>

ANNEXES

Annexe n°1 : Visualisation graphique et statistique du regain d'intérêt dans les années 60 pour l'anarchisme (Constellate, 2024).

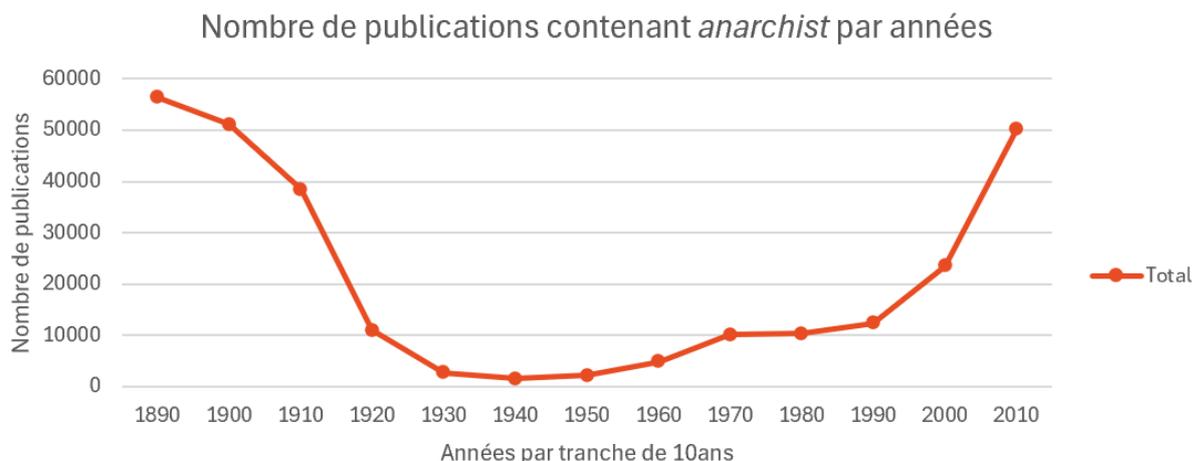
De nombreux ouvrages synthétiques sur l'anarchisme affirment son retour en force, soit depuis les protestations de mai 68, soit depuis la chute de l'URSS. Ces constatations n'étant jamais accompagnées de sources claires, une modélisation graphique semblait intéressante pour confirmer ces affirmations. Les données présentées ici sont issues de la base de données *Constellate* qui regroupe plus de 36 millions de documents provenant de bibliothèques riches comme *Jstor* ou *Portico*. Leur travail de numérisation remonte à la moitié du 19^e siècle. La présentation graphique ci-dessous contient des articles, des chapitres de livres, des livres, des journaux d'information, des pamphlets et autres. La mise en page sur Excel a été réalisée grâce à ces données.

[Pour lire ces graphiques : le point représente le nombre de publications contenant le ou les mots indiqués dans le titre sur une période de 10 ans dans le futur, à lire donc comme « dans les années... ». Par exemple, 1890 dans le graphique ci-dessous a vu un nombre de 3735 publications contenant *anarchism* depuis l'année 1890 jusqu'à 1900 (1899, 31 décembre pour être exact).]

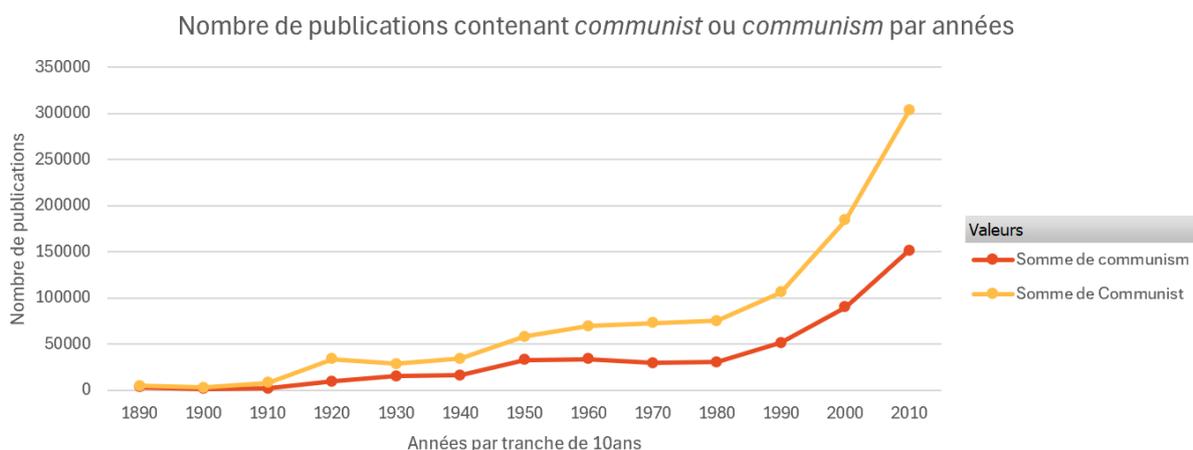


Comme nous pouvons le constater, l'anarchisme connaît un déclin au début du siècle, le communisme-marxiste s'imposant à cette époque. La révolution russe de 1917 marquera, sans doute, le coup d'arrêt brutal de la production écrite sur l'anarchisme. Notons également le regain d'intérêt extrêmement clair des trois dernières décennies pour l'anarchisme entre 1990 et 2020 avec une hausse de 287,1%. Certaines personnes pourraient estimer que cette hausse est majoritairement due à une multiplication des publications recensées sur la base de données en général et non à un regain d'intérêt pour l'anarchisme. Il y a sans doute une part de vérité dans cette affirmation. En revanche, la base de données utilisée recensait 4 200 855 documents pour les années 1990 et 9 454 021 pour les années 2010, soit une hausse de 125.31%, bien loin donc des 287.1% constatés ici par notre analyse

Ce qui fut constaté pour *anarchism* est encore plus claires, avec un nombre accru de documents, grâce à la recherche du mot *anarchist*.



On parle bien moins d’anarchistes ou d’anarchisme au milieu du siècle dernier. La baisse la plus notable reste celle séparant les années 1910 et les années 1920. Dans la décennie 1910, c’est un cumul de 38 460 documents qui sont répertoriés. Dans les années 1920, c’est 10 979 documents qui sont répertoriés, ce qui représente une diminution de 71,5%.



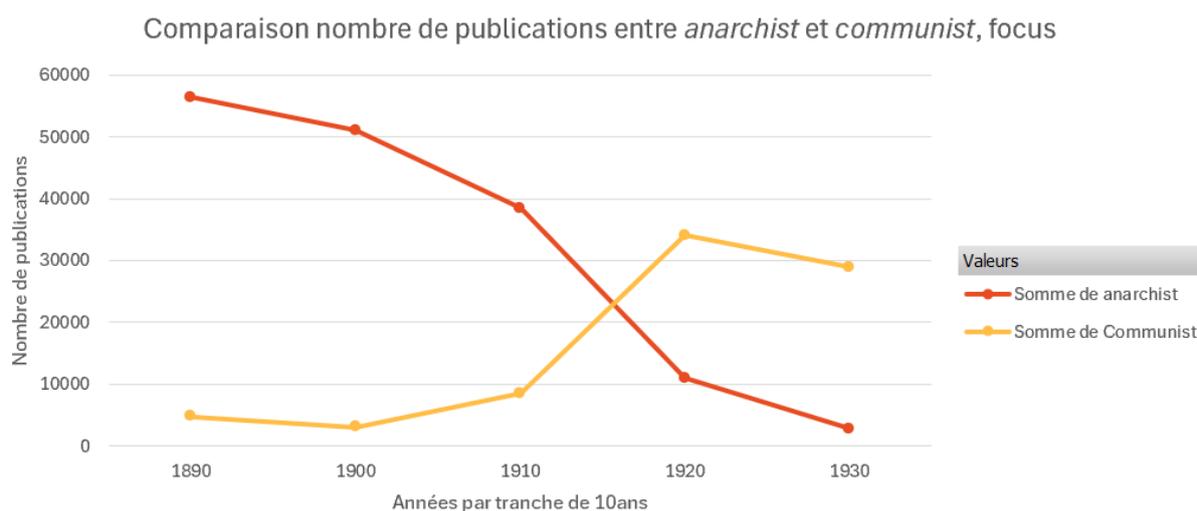
Pour les publications contenant les termes *communist* ou *communism*, nous trouvons des tendances bien différentes, globalement à la hausse quelle que soit l'année.

Nous pouvons maintenant comparer le nombre de publications contenant *anarchist* et *communist* ou *anarchism* et *communism*.

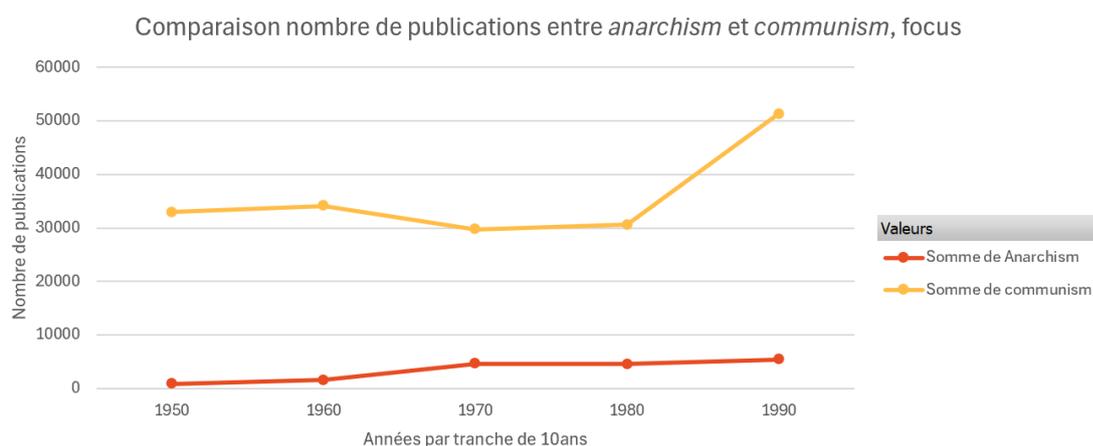
Le graphique le plus clair étant celui comparant *anarchist* et *communist*, nous le présentons ci-dessous, mais les mêmes tendances sont à noter avec *communism* et *anarchism*.



Le fait le plus intéressant est clairement la prédominance pour les textes contenant le mot *anarchist* avant 1920 (la tranche comprenant la révolution d'Octobre 1917).



En réalisant un focus sur ces tranches d'années charnières, on remarque assez clairement que ce qui est perdu sur le sujet *anarchist* est gagné sur le sujet *communist*. Dans les années 1910, la référence à *anarchist* passe de 38 460 documents à 10 979 documents pour le cumul des années 1920, soit une baisse de 27 481 documents. En revanche, la référence à *communist* passe de 8 432 documents dans la décennie de 1910 à 34 108 documents dans les années 1920, soit une augmentation de 25 676 documents, représentant une hausse de 304,5%. Ce que le sujet *anarchist* perd, le sujet *communist* le gagne, à 1 805 documents près.



Enfin, pour conclure notre analyse statistique graphique, nous pouvons également noter le regain d'intérêt pour l'anarchisme, passant de 1 593 documents dans les années 1960 à 4 688 documents dans les années 1970, post-Mai 68, soit une augmentation de 3 095 documents, représentant une hausse de 194.3%. De même, une légère baisse peut être notée dans la même période pour le sujet du communisme.

Annexe n°2 : Tableau récapitulatif des entretiens formels

Prénom anonymisé	Âge	Activité économique (ou ancien emploi)	Appartenance militante	Date de l'entretien
Alec	69 ans	Retraité, informaticien	Groupe belge associé à la Fédération anarchiste	Octobre 2023
Étienne	70 ans	Auteur et retraité, ancien journaliste et professeur	Groupe belge associé à la Fédération anarchiste	Décembre 2023
Béatrice	35 ans	Intérimaire	Groupe français associé à la Fédération anarchiste	Février 2024
Alexandre	34 ans	Professeur de guitare	Groupe français associé à la Fédération anarchiste	Février 2024
Lionel	73 ans	Retraité, ancien éducateur spécialisé	Groupe français associé à la Fédération anarchiste	Février 2024
Émilie	35 ans	Sans emploi	Groupe français associé à la Fédération anarchiste	Février 2024
Daniel	54 ans	Assistant d'étude en archéologie	Groupe français associé à la Fédération anarchiste	Février 2024
Alan	33 ans	Formateur et animateur dans l'éducation populaire	Anarchiste belge non-affilié	Juin 2024

Bastien	35 ans	Coordinateur dans l'éducation populaire	Anarchiste belge non-affilié	Juillet 2024
---------	--------	-----------------------------------------	------------------------------	--------------

NB : Notre enquête se base sur ces entretiens, mais également sur une série d'entretiens informels réalisés avec les personnes indiquées ci-dessus ainsi qu'avec plusieurs personnes n'ayant pas souhaité réaliser un entretien formel.